

MESSAGE N° 246 *6 février 2006*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi sur l'agriculture

Dans son programme gouvernemental et plan financier de la législature 2002–2006, le Conseil d'Etat, au nombre des actions qu'il se proposait d'entreprendre, a manifesté son intention de s'engager pour une politique agricole consolidée.

A cet égard, il relevait que la politique agricole fédérale définie notamment par les rapports PA 2002 et 2007, apportait une adaptation du dispositif législatif cantonal concernant les domaines agricoles et para-agricoles. L'objectif fixé consistait notamment en l'élaboration d'une loi cantonale sur l'agriculture. Celle-ci devait comprendre d'abord un volet de dispositions de pure exécution du droit fédéral et ensuite, la codification de la politique agricole cantonale dans la sphère des compétences résiduelles laissées aux cantons. Enfin, deux priorités étaient assignées à cet objectif: mettre en valeur les atouts de l'agriculture fribourgeoise avec ses produits d'une part et, d'autre part, contribuer au maintien et au développement d'entreprises agricoles saines et donc viables. Le projet de loi sur l'agriculture donne suite et correspond ainsi au programme gouvernemental.

Par ailleurs, la nouvelle Constitution, acceptée dans l'intervalle en votation populaire le 16 mai 2004, dispose que:

«En collaboration avec la Confédération, l'Etat encourage et soutient l'agriculture et la sylviculture dans ses fonctions protectrice, écologique, économique et sociale» (art. 74 Cst. cant.).

Le projet de dispositif législatif tel que proposé répond à ce mandat constitutionnel.

Enfin, le 14 septembre 2005, le Département fédéral de l'économie, dans le cadre du rapport de «Politique agricole 2011», a ouvert une procédure de consultation portant sur la modification de la loi fédérale sur l'agriculture (L'Agr), auquel il sera fait aussi référence.

Le présent message à l'appui de ce projet comporte les chapitres suivants:

1. De quelques considérations générales
2. Structure et contenu du projet de loi
3. Commentaire des principales dispositions légales
4. Des incidences du projet.

1. DE QUELQUES CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

1.1 De la nécessité de légiférer

La législation fribourgeoise dans le domaine agricole contient de nombreux textes dispersés qui ne sont plus adaptés à l'évolution de la politique agricole, certaines dispositions étant même désuètes.

Mais à ce motif d'ordre formel, s'ajoute une raison fondamentale, celle de la responsabilité de l'Etat – fût-il cantonal – d'assurer le droit à une alimentation adéquate et de maintenir à cet égard des structures qui permettent sa mise en œuvre. Le droit à l'alimentation, souvent oublié, ressort de l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels suivant lequel les

Etats parties à la Convention reconnaissaient d'une part, «le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisant» et d'autre part «le droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim». Cette disposition peut prêter actuellement à sourire, car la Suisse, et bien plus encore notre canton, pourrait abandonner son agriculture, sans que la population ne ressente immédiatement des effets marqués dès lors que les besoins principaux en nourriture peuvent être importés. Mais c'est oublier aussi que cette situation peut se dégrader très rapidement. Certains événements majeurs récents l'ont rappelé. Le principe de précaution trouve ici ainsi sa justification et son application. Pour le futur, la mise en œuvre du droit à l'alimentation doit être orientée vers des actions définies en termes de sécurité, de durabilité, de disponibilité des produits agricoles et d'acceptabilité de nouveaux modes de production comme les OGM. Ce projet de loi prend en compte ces diverses problématiques.

L'agriculture est à la fois consommatrice et productrice de biens et de services. Comme il en sera question ci-après, elle est un maillon économique important, surtout dans une économie fribourgeoise où le secteur agroalimentaire est particulièrement dynamique. Le projet de loi sur l'agriculture doit sous cet angle définir une politique incitative de rendement économique, en veillant à ce que tous ses acteurs puissent aussi en tirer un revenu décent.

Enfin, point n'est besoin de rappeler que l'agriculture, parce qu'elle exerce ses activités sur la plus grande surface du territoire cantonal, joue un rôle de premier plan dans ce qu'il est convenu d'appeler l'occupation décentralisée du territoire, avec les activités de développement régional, de tourisme et de protection du paysage et de la nature, en vue de favoriser un développement durable. C'est aussi un des points fondamentaux du projet de loi, dans la mesure où il met en place des instruments aptes à renforcer la concordance des différentes politiques sectorielles.

1.2 Du rôle des cantons en politique agricole

La politique agricole en Suisse relève principalement de la Confédération; cela ne signifie pas nécessairement que les cantons n'ont aucune influence sur la formulation de cette politique. C'est ainsi qu'ils peuvent agir, d'une part, par les canaux des procédures de consultation et par leurs représentants aux Chambres fédérales et d'autre part, à travers la Conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture ou d'autres organismes cantonaux ou intercantonaux.

S'agissant de l'application de la politique agricole fédérale, conformément à la traditionnelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons d'une part et d'autre part, au respect du fédéralisme coopératif, nombre de tâches d'exécution sont laissées aux cantons. Ceux-ci disposent ainsi d'une certaine marge de manœuvre, qu'il s'agisse des mesures de pure exécution ou de délégation de compétence. Cela concerne surtout l'application du dispositif en matière d'aides structurelles concernant les secteurs des crédits d'investissement et des subventions aux améliorations foncières.

Enfin, dans des domaines particuliers, les cantons, à leur initiative, sont habilités, soit à prévoir des mesures complémentaires à celles prévues par la Confédération ou encore à développer des instruments qui leur sont propres, permettant ainsi de tenir compte de leurs spécificités.

Le présent projet de loi sur l'agriculture revêt ainsi à la fois le caractère d'une loi d'application de la législation fédérale et d'une loi «cantionale», qui régit le cadre d'intervention ou/et du soutien de l'Etat en faveur de l'agriculture cantonale.

1.3 Le résultat d'un long processus de concertation et de réflexion

Il n'échappera à personne qu'au cours de ces dix dernières années, la politique agricole fédérale a vécu une véritable mutation, passant (par simplification) d'un système économique dirigiste marqué, à un soutien étatique par le biais des paiements directs. Les rapports de la Confédération au titre «PA 2002, 2007 et PA 2011» sont l'expression de cette évolution. L'agriculture fribourgeoise, en particulier grâce à ses structures et ses atouts spécifiques, a pu maîtriser cette évolution, certes au prix de nombreux efforts. Du côté des pouvoirs publics cantonaux, ces changements ont fait l'objet également d'une observation permanente, dont les rapports de situation établis notamment en 1984 (Agri 2000), 1993 (Agri 2000+) et en 2001 (Adaptation à PA 2002) sont l'expression. De nouveaux instruments ont été ainsi mis en place, dont le Fonds rural cantonal en 1994 et l'élaboration en 1992 de la loi instituant des contributions à l'estivage et en 1997 de la loi sur la promotion des produits agricoles. Une appréciation sommaire et globale de ce dispositif laisse à penser que les objectifs fixés ont été atteints et qu'il garde encore toute son actualité, mais qu'il y a lieu de l'adapter aux exigences nouvelles.

Plus récemment trois domaines ont fait l'objet d'une observation particulière et pour lesquels une réflexion plus approfondie a été menée à chef. Il s'agit:

- de la politique cantonale d'élevage, en relation avec le projet de réforme de la péréquation financière et la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), avec notamment le transfert de la politique d'élevage dans la seule compétence de la Confédération, tout en gardant à l'esprit que les mesures purement cantonales prises dans ce domaine ne sont pas touchées par ce transfert de compétences (cf. ci-après chap. IV pt. 1 p. 23);
- de la revitalisation de l'économie alpestre;
- de l'optimisation des contrôles agricoles.

Il sera fait état des conclusions de ces études dans le chapitre 3 ci-après.

1.4 Des résultats de la consultation

L'avant-projet a été soumis en procédure de consultation durant les mois d'avril, mai et juin 2005 auprès des Directions de l'Etat de Fribourg et de ses principaux services administratifs intéressés, des offices fédéraux concernés, des partis politiques, des organisations agricoles et para-agricoles, des milieux économiques. Il ressort des 38 réponses enregistrées que d'une manière générale l'avant-projet, tant par son contenu que par sa structure, a été apprécié de manière favorable. En particulier aucun intervenant ne s'est opposé aux grandes lignes du projet. Les points principaux positifs suivants ont été relevés:

- l'augmentation de la transparence dans le domaine de la politique agricole, singulièrement par l'amélioration de la lecture de l'application de la législation;

- le regroupement opportun d'actes législatifs;
- l'amélioration de la coordination et de la cohérence des politiques sectorielles, en particulier en ce qui concerne les ressources indigènes et renouvelables;
- la volonté du Conseil d'Etat de maintenir et développer les potentialités de l'agriculture fribourgeoise;
- la concrétisation du soutien à l'agriculture, surtout dans le cadre de la transformation des produits agricoles et des productions destinées à développer des énergies renouvelables, de l'évolution technologique et des branches de production en aval et en amont;
- la nécessité que le canton de Fribourg se dote d'une loi cantonale sur l'agriculture forte en complément de la loi fédérale avec les objectifs suivants:
 - donner la priorité à toutes les mesures susceptibles d'améliorer et d'assouplir l'environnement économique
 - soutenir les mesures d'innovation
 - promouvoir les appellations d'origine et les produits du terroir
 - informer la population sur l'importance du maintien d'une agriculture de proximité forte
 - initier et soutenir le développement économique en interaction avec d'autres secteurs économiques, en particulier avec le tourisme par une politique régionale forte
 - utiliser au maximum le champ d'action de l'aménagement du territoire, afin de donner la souplesse voulue et de répondre aux nouveaux défis
 - fixer les conditions-cadre pour permettre l'extension du secteur agricole;
- la mise en évidence des aspects de «non-production» de l'agriculture, à savoir notamment les aspects commerciaux, publicitaires et touristiques;
- le maintien d'exploitations paysannes;
- l'importance du soutien de la souveraineté alimentaire, à savoir le droit d'une population de décider de la provenance et de la qualité de son alimentation;
- la volonté de faciliter à la fois les travaux administratifs et les contrôles;
- l'esprit de partenariat dans de nombreuses activités qui pourra déboucher sur les synergies les plus efficaces et contribuer aux efforts recherchés.

Parmi les points négatifs ou les éléments qui mériteraient d'être mieux pris en compte, à signaler:

- une meilleure prise en compte des intérêts de la protection de l'environnement;
- le renforcement de l'aspect social à propos de la famille paysanne, de la place de la paysanne dans les entreprises agricoles, des revenus, des emplois, des personnes sans emploi, des retraités de l'agriculture et de l'installation des jeunes;
- la détermination claire d'un nombre d'exploitations agricoles nécessaires à assurer la tâche de l'agriculture à l'instar de certains cantons;
- une opposition ferme à la production d'organismes génétiquement modifiés (OGM);

- une meilleure concrétisation du soutien de l'agriculture, en particulier financier, doit être développée et la volonté du Conseil d'Etat dans ce domaine doit être affirmée; en l'état, l'avant-projet apparaissant comme «une coquille pratiquement vide»;
- d'une manière générale, le soutien étatique de l'agriculture ne doit plus être considéré comme une tâche prioritaire, l'intervention de l'Etat devant ainsi être adaptée à cette évolution;
- l'introduction de la possibilité pour l'Etat de percevoir des redevances afin d'encourager les activités d'information, de promotion et de mise en valeur portant sur l'ensemble des produits de l'agriculture fribourgeoise.

Les remarques ainsi que d'autres propositions concrètes seront discutées ou prises en compte dans les chapitres 3 et 4.

1.5 Des perspectives

S'agissant de l'avenir de la politique agricole fédérale, le Conseil fédéral vient de formuler les axes de sa stratégie de la politique agricole pour la période 2008–2011. Ils peuvent être résumés ainsi:

- améliorer la compétitivité de la production et de la transformation par un transfert de fonds affectés au soutien du marché vers les paiements directs et par des mesures destinées à abaisser les coûts;
- garantir, par un système de paiements directs simplifié et compte tenu des fonds transférés, les prestations d'intérêt général fournies par l'agriculture;
- favoriser la création de valeur ajoutée et le développement durable dans le milieu rural par des mesures visant à faciliter une différenciation accrue des produits, une rationalisation de la promotion des ventes et le soutien d'initiatives de projets agricoles;
- faciliter l'évolution structurelle, notamment par un assouplissement du droit foncier rural et du droit sur le bail à ferme agricole, et en atténuer les conséquences;
- simplifier l'administration et mieux coordonner les contrôles.

Les orientations prises par le Conseil fédéral ont fait l'objet d'une transcription dans la législation fédérale, dont les projets ont été soumis à consultation. Dans sa réponse, le Conseil d'Etat s'est déterminé, en substance, comme suit:

- il a estimé qu'une consolidation des réformes est encore nécessaire. C'est pourquoi, il n'est pas favorable à un transfert des fonds affectés au soutien du marché vers les paiements directs qui, selon des estimations sommaires, induirait une perte de rendement brut pour l'agriculture cantonale de 30 millions de francs. Par contre, il est favorable aux mesures proposées en vue d'abaisser les coûts de production, ainsi qu'aux mesures visant à renforcer la promotion des ventes. En effet, des aides incitatives représentent à n'en pas douter un complément indispensable pour accompagner la libéralisation en cours;
- les modifications proposées du droit foncier rural visant à augmenter le seuil pour être reconnu comme entreprise agricole et la suppression de la limite de charge paraissent inadéquates et doivent être rejetées. Le Conseil d'Etat est aussi d'avis qu'il faut maintenir le contrôle des prix en matière d'acquisition et de fermage. En effet, ces différents outils ont fait leurs preuves de sorte qu'une certaine stabilité en la matière

est un gage de sécurité pour accompagner les réformes en cours;

- le Conseil d'Etat considère les changements en matière d'allocations familiales comme importants et progressistes, en particulier sous l'angle de la politique familiale. Il salue également la volonté de simplifier les contrôles, volonté qui est d'ailleurs un souci permanent au niveau cantonal. Cependant, il est d'avis que certaines modifications proposées en matière de contrôle des prestations écologiques requises ne sont pas judicieuses, dès lors qu'elles induisent des changements de pratiques pourtant bien acceptées;
- enfin, le Conseil d'Etat constate que les incidences de PA 2011 en terme de durabilité sur l'axe social sont négatives en terme de comparaison des revenus. Dès lors, il estime que cette situation est préoccupante et que pour y faire face il est important que l'enveloppe financière à disposition ne soit en aucun cas réduite, voire qu'elle tienne compte de l'augmentation du coût de la vie.

1.6 Des enjeux cantonaux

Le projet de loi cantonale sur l'agriculture, correspondant dans ses très grandes lignes aux objectifs futurs de la politique agricole fédérale, renforcera les mesures préconisées qu'il y aura lieu de concrétiser en regard des atouts et des spécificités de l'agriculture fribourgeoise.

En quelques chiffres¹, la «carte d'identité» de l'agriculture cantonale fribourgeoise pour 2003 se présente comme suit:

	FR	CH
→ Nombre d'exploitations	3 628	65 866
→ Personnes actives dans le secteur agricole à plein temps		
– Hommes	5 094	72 341
– Femmes	1 059	18 085
→ Personnes actives dans le secteur agricole à temps partiel		
– Hommes	725	15 945
– Femmes	923	19 688
→ Surfaces agricoles utiles (SAU en ha)		
– totales	77 008	1 067 055
– par exploitation	21,2	16,2
→ Surfaces en ha des principales cultures		
– Céréales panifiables	8 345	88 419
– Céréales fourragères	7 175	78 138
– Pommes de terre	1 508	13 578
– Betteraves sucrières	1 271	17 589
→ Production laitière		
– Lait brut en tonnes	305 438	3 228 247
→ Nombre d'animaux		
– Vaches	55 506	703 432
– Porcs	82 383	1 528 933
– Volailles	1 239 091	7 444 591

¹⁾ Sources: Statistiques fédérales

Selon les mêmes sources de l'Office fédéral de la statistique, la valeur de la production agricole fribourgeoise correspond à environ 7% de la valeur de la production suisse, pour une population agricole fribourgeoise d'environ 5,5% par rapport à la population agricole suisse.

Par ailleurs, selon les dernières données (non encore publiées) de l'Office fédéral de la statistique, il convient de rappeler que pour le canton de Fribourg, les comptes économiques de l'agriculture (CEA, chiffre d'affaires de la production primaire qui découle de l'activité agricole à proprement parler) s'élèvent en moyenne de 1999 à 2003 à 717 millions (chiffre arrondi), auquel il y a lieu d'ajouter un montant de l'ordre de 160 millions de francs pour

les paiements directs. Si l'on tient compte des activités économiques induites en amont et en aval, le volume économique ainsi généré peut être estimé à plus de deux milliards et demi de francs, dès lors qu'il est admis que le chiffre d'affaires précité peut être multiplié par trois. Pour le canton, l'enjeu apparaît ainsi évident: il s'agit pour le moins de maintenir, voire de renforcer ces performances économiques.

Cela étant, on ne peut passer sous silence que de 1975 à 2003, l'agriculture a connu une évolution importante, en particulier en ce qui concerne les données statistiques économiques principales suivantes:

	FR/1975	CH/1975	FR/2003	CH/2003
Nombre d'exploitations	7 544	133 126	3 628	65 866
Personnes actives dans le secteur agricole	10 209	147 921	6 153	90 516

A noter enfin que la contribution directe du secteur primaire au produit intérieur brut est estimée à 2,6% (Perspective Economie fribourgeoise, Service de la statistique, printemps 2005), soit à près de 270 millions.

Une appréciation sommaire de ces données économiques laisse apparaître que même si en matière d'emplois et d'exploitations agricoles, l'économie agricole cantonale a perdu de l'importance, son apport à l'économie fribourgeoise avec son volume estimé ci-dessus à plus de 2,5 milliards de francs est resté pour le moins stable. Cette situation est réjouissante. Elle démontre que l'évolution des structures n'a pas freiné la productivité de l'agriculture. Un des objectifs principaux de ce projet vise à maintenir, voire à renforcer cette productivité avec sa contribution non négligeable à l'économie fribourgeoise.

A noter qu'il serait manifestement erroné de n'apprécier les activités du secteur agricole que sous le seul angle purement économique. L'agriculture va au-delà; elle représente un volet social important, en tant que partenaire du développement régional et des secteurs économiques qui y sont liés, tel que le tourisme ou encore l'ensemble des activités formant le tissu des petites et moyennes entreprises.

Enfin, le rôle de l'agriculture en tant qu'acteur de la gestion d'un environnement naturel de qualité – et ce n'est pas le moins important – n'est plus à démontrer. Le présent projet de loi en fait ainsi un objectif prioritaire. Le slogan de la promotion économique cantonale «High-tech in the Green» garde toute sa pertinence.

2. STRUCTURE ET CONTENU DU PROJET DE LOI

En se référant aux fondamentaux, tels qu'ils ont été exposés ci-avant, à savoir:

- le maintien, voire le développement des potentialités économiques des activités agricoles et de celles qui lui sont liées,
- le renforcement de la complémentarité des activités économiques régionales,
- le rôle social et environnemental de l'agriculture,
- la garantie d'une organisation administrative cohérente et rationnelle,

le projet a été conçu en quatre parties principales, soit:

1. une partie générale dans laquelle sont fixés à la fois le champ d'application de la loi, les buts qui lui sont as-

signés et l'énoncé des principales mesures susceptibles de les mettre en œuvre, l'ensemble constituant de la sorte le cadre général dans lequel l'Etat entend conduire, d'une manière générale, son activité en faveur de l'agriculture;

2. les dispositions relatives à la gestion politique et administrative des tâches publiques concernant l'agriculture, singulièrement la désignation des organes et de leurs attributions respectives;
3. la description des mesures d'intervention de l'Etat se rapportant principalement aux aides structurelles, à la promotion des productions agricoles et à la protection des sols. Cette partie fixe également les conditions générales et détermine les bénéficiaires de ces différentes mesures qui devront faire l'objet encore de précisions dans des ordonnances d'exécution;
4. le dernier chapitre enfin, sous le titre de dispositions finales, prévoit l'abrogation de nombreuses lois cantonales dont nombre d'entre elles sont devenues désuètes ou qui seront remplacées ou adaptées par la présente loi.

A noter enfin que ce projet a été conçu comme une loi-cadre qui fixe à la fois les mesures essentielles qu'il est proposé de mettre en œuvre et les conditions nécessaires à cet égard. Il serait en effet inopportun de prévoir à ce propos de nombreux détails qui, au vu de l'évolution rapide et inévitable des domaines concernés, devraient s'avérer vite dépassés. Il appartiendra au Conseil d'Etat, en fonction des circonstances données, d'adapter les instruments législatifs généraux qui seront mis en place. Cela d'autant plus que la plupart des mesures proposées se rapportent à des objectifs précis et variés, évitant ainsi la permanence de certaines mesures. Cet objectif n'est réalisable que si les bases légales offrent une certaine souplesse. A cela s'ajoute que selon la loi fédérale sur l'agriculture (art. 6), le Conseil fédéral est amené à ré-examiner tous les quatre ans sa politique agricole.

3. COMMENTAIRE DU PROJET

Art. I Objets

Cet article, comme précisé ci-dessus, reprend pour l'essentiel le mandat constitutionnel assigné à l'agriculture, notamment sous l'angle du développement durable. Il rappelle aussi que la loi contient à la fois des dispositions d'application du droit fédéral, considérées comme de pure exécution ou d'attributions de tâches déléguées et des dispositions fixant le cercle des activités propres à l'Etat de Fribourg en faveur de l'agriculture. A signaler que dans sa réponse à la consultation, l'Office fédéral de l'agriculture a jugé que le projet n'entrant pas en contradiction avec la politique fédérale agricole et qu'il prenait acte des mesures de politique spécifiques au canton.

Le Conseil d'Etat manifeste aussi clairement son intention d'inscrire toute l'activité étatique induite par le projet de loi dans le respect des exigences du développement durable avec ses composantes économiques, écologiques et sociales. Un intervenant dans la procédure de consultation avait souhaité qu'une place plus grande soit accordée à ce propos aux intérêts de la protection de l'environnement. Il est rappelé que plusieurs dispositions légales du projet se réfèrent expressément ou implicitement au respect des exigences de l'environnement (cf. notamment art. 2 let. b, art. 3 let. f, art. 16 al. 1 let. d, art. 34 et art. 35 à 38). Par ailleurs, le droit fédéral sur l'agriculture lie

toutes les aides fédérales, en particulier l'octroi des paiements directs au respect des prestations écologiques requises. Enfin, le présent projet a été conçu, comme déjà dit, comme une loi cadre; elle ne doit pas régler toutes les situations concrètes, singulièrement sous l'angle des conditions de production. A ce titre, des exigences encore plus marquées sont imposées par des lois spécifiques, telles que la protection des eaux, la protection de la nature ou encore la protection de l'air. Enfin, la loi permet de soutenir des investissements particuliers en vue de mieux prendre en compte certains aspects environnementaux. A signaler qu'une mesure avérée efficace se rapportant aux modes de production, à savoir l'application de méthodes culturelles préservant le sol, selon le décret du 26 juin 2003 (RSF 811.2) a été introduite, suite à la motion Ueli Johner-Etter prise en considération par le Grand Conseil lors de la session de décembre 2005.

Art. 2 Buts

L'article 2 détermine les conditions-cadre dans lesquelles l'Etat cantonal entend conduire son action. Ces conditions servent surtout de guide dans l'action étatique, à la fois en vue de la réalisation des objectifs à atteindre, de l'interprétation et de l'application des mesures prévues par ce projet, qu'il y aura lieu de mettre en œuvre. A noter en particulier les points forts suivants:

a) La lettre a) rappelle d'abord clairement la mission traditionnelle et pérenne de la production alimentaire, conforme à la mission plus générale de l'Etat d'assurer l'approvisionnement de sa population. Ce qui implique non seulement que le producteur devra obtenir un juste prix pour son travail, mais aussi la préférence qui doit être donnée, dans les conditions données, à la production indigène.

Cette disposition précise aussi que la production alimentaire devra être de qualité et correspondre aux besoins de la population. Ces exigences de qualité ne concernent pas seulement les produits de haute valeur ajoutée comme par exemple les produits d'appellation d'origine contrôlée (AOC), mais également des produits qui correspondent pour le moins aux normes légales en matière de protection des consommateurs. Il en résulte que l'Etat devra à la fois soutenir les processus qui visent à conférer aux productions et produits une plus-value, à renforcer, par des contrôles adaptés, la confiance des consommateurs à leur égard et contribuer à la mise en place de processus d'assurance qualité (cf. en outre art. 3 let. e). Il va de soi que la réalisation de ces objectifs relève d'abord de la responsabilité des personnes concernées, à savoir les producteurs et les transformateurs de denrées alimentaires. Ces qualités reconnues renforceront ainsi les productions de proximité que certains voudraient plus spécialement protéger par des mesures législatives.

A propos de la production des produits de qualité, la proposition a été faite dans le cadre de la procédure de consultation que la loi devrait clairement interdire la production de produits génétiquement modifiés (OGM). Cette question d'une extrême importance pour l'avenir de notre alimentation (cf. chap. I. pt. 1.1 ci-dessus) est largement débattue et les positions des uns et des autres sont très tranchées; le souverain a été appelé à se prononcer récemment lors de la votation du 27 novembre 2005 sur l'initiative populaire «pour des aliments produits sans manipulations génétiques». Dans ce contexte, le Conseil d'Etat est de l'avis que

cette question ne relève en tout cas pas du niveau cantonal, mais fédéral, voire européen. A rappeler à cet égard, qu'il existe aussi une loi sur le génie génétique qui ne laisse aucune place aux cantons de légiférer en cette matière. D'ailleurs, il apparaît évident qu'une telle restriction ne pourrait que difficilement être appliquée dans le canton, en raison notamment des méthodes de transformation et des échanges commerciaux complexes. En revanche, il appartiendra d'une part aux producteurs ou transformateurs eux-mêmes, par une identification idoine de faire valoir l'absence d'OGM dans leur production et d'autre part, aux consommateurs de faire leur choix. Le rôle de l'Etat, comme le prévoit le projet de loi, sera de veiller à ce que les prescriptions en la matière soient transparentes et strictement appliquées. A signaler, en particulier, que la loi fédérale sur l'agriculture (art. 27a) fixe de manière précise la production, la sélection, l'importation, la dissémination et la mise en circulation de produits agricoles ou de matières auxiliaires de l'agriculture génétiquement modifiés. A titre d'exemple enfin, le règlement de la production du vacherin fribourgeois garantit l'absence d'OGM dans le respect du cadre légal.

Enfin, certaines organisations agricoles ont émis le vœu qu'il faudrait préciser de quelle production il était question, en relevant par exemple la production animale ou l'élevage. Ces précisions sont inutiles, dès lors que cette disposition s'applique à l'ensemble de la production agricole, même s'il va de soi que certaines d'entre-elles ont une importance majeure.

b) La lettre b) de cet alinéa énonce que la production agricole peut également être destinée à la production de combustibles, de carburants ou d'autres matières premières renouvelables. Il est vrai qu'un tel programme relève avant tout de la Confédération. Mais là aussi, le canton doit jouer son rôle, dès lors que des solutions de transformation à proximité des lieux de production apparaissent envisageables; elles pourraient notamment contribuer à la réduction de la production de CO₂ et préparer les conditions idoines à faire face à l'épuisement inéluctable des énergies fossiles.

A rappeler aussi que récemment le Grand Conseil a pris en considération la motion Joseph Fasel concernant la gestion de l'énergie dans le canton/énergie de la biomasse (BGC 2005, p. 1015 ss). Dans le grand débat inévitable sur l'avenir de l'approvisionnement énergétique, l'agriculture doit pleinement jouer son rôle, l'agriculture suisse accusant même dans ce domaine, par rapport à d'autres pays, un retard important. L'alinéa b) vise ainsi deux objectifs: celui de la production de matières énergétiques renouvelables d'une part et d'autre part, l'encouragement de l'agriculture elle-même à utiliser, en tant que consommatrice, de telles énergies non fossiles.

c) La lettre c) de l'article 2 précise que sont visées les activités d'exploitations agricoles de type familial. Y sont donc exclues les entreprises de caractère industriel. Cette distinction qui s'impose peut certes prêter à interprétation; c'est donc la pratique qui devra à cet égard établir des critères précis. Ces entreprises, peu importe leur taille, devront être performantes. D'aucuns dans la procédure de consultation ont considéré qu'il serait opportun de déterminer le nombre d'exploitations à maintenir, de telle sorte notamment que l'agriculture fribourgeoise puisse remplir ses missions. Cet objectif est certes légitime. Il est en re-

vanche difficilement applicable. En effet, il appartient d'abord aux intéressés eux-mêmes de décider de l'avenir de leur exploitation. La loi fédérale sur le droit foncier rural détermine pour sa part à quelles conditions une entreprise agricole, reconnue en tant que telle peut être démantelée. Enfin, du point de vue de la politique générale, il semble peu opportun de fermer toute évolution structurelle des exploitations agricoles; cela d'autant plus que dans certains cas les pouvoirs publics devraient intervenir en vue de soutenir des exploitations dont l'avenir économique ne serait pas assuré, d'où l'exigence fixée par cette disposition d'exploitations «performantes».

Enfin, en considérant en particulier l'intérêt de plus en plus marqué de nombreuses exploitations à collaborer, il est précisé que les exploitations gérées sous une forme associative pourront bénéficier des aides dans une même mesure que les exploitations individuelles; elles pourraient même bénéficier de conditions privilégiées (cf. art. 21 al. 2).

d) La lettre d) de cet article rappelle que l'économie agraire est une composante déterminante du développement de l'espace rural et qu'elle peut, de concert avec les autres politiques de développement économique régional, en particulier le tourisme, contribuer à l'essor de plusieurs branches économiques en milieu rural. Sous ces aspects, une coordination avec les législations en matière de développement régional et de tourisme est assurée.

Ainsi la loi sur le tourisme (LT) que le Grand Conseil vient de traiter (*BGC* 2005, p. 864 ss) prévoit parmi ses buts, l'exploitation des synergies entre le tourisme et les autres activités économiques, notamment celle du secteur primaire et partant, le développement du tourisme rural. Enfin, en ce qui concerne le développement régional, les intérêts de l'agriculture sont pris en compte dans les travaux en cours, à la fois suite au postulat Bourgeois/Kuenlin (*BGC* 2003 p. 395 ss) et au réexamen de la future politique régionale. A signaler en particulier que les objectifs de la présente loi sont conformes aux nouvelles orientations de la politique régionale de la Confédération.

e) L'objectif prévu sous lettre e) renforce au niveau cantonal le but qui est assigné à la politique agricole fédérale qui consiste à renforcer l'entretien du paysage rural et la conservation des ressources naturelles. Il s'agit, dans la pratique, de veiller à l'harmonisation des objectifs parfois divergents dans les domaines considérés, étant entendu que, dans ce contexte aussi, l'importance de la législation sur les biens culturels devra être prise en compte, cela dans la mesure où une partie du patrimoine construit dans notre canton et qui est digne d'intérêt, est d'origine agricole ou est encore exploité par le secteur agricole.

f) Cette disposition, sous lettre f, est la reprise d'une proposition faite dans le cadre de la procédure de consultation. Il est vrai que cet objectif peut être admis dans la mesure où il apparaît que les nombreuses activités exercées par les professionnels de la terre, simplement en faveur de l'intérêt général sont souvent méconnues du grand public. Les mesures de promotion en général prévues au chapitre V permettent de concrétiser aussi cet objectif.

g) La lettre g) exprime clairement la volonté d'organiser de manière la plus rationnelle possible l'activité de l'administration elle-même dans le domaine de l'agri-

culture et de simplifier autant que faire se peut les démarches et les procédures administratives des particuliers. Il est en effet un fait notoire que l'augmentation continue des exigences légales, dans les domaines les plus variés, tels que l'aménagement du territoire, les modes de production (production intégrée ou culture biologique), la protection de l'environnement et la protection des animaux, a pour corollaire la multiplication et la complexité des procédures administratives. Afin de mieux réguler cette évolution, en partie inévitable, deux pistes de réflexion ont été privilégiées, à savoir celle de la réorganisation des services de l'administration et de l'optimisation des contrôles. Le projet de loi prévoit ainsi la réunion des différents services en plaçant sous un même toit les différentes tâches qui leur sont assignées. Cela concerne le Service de l'agriculture (SAGRI), le Service des améliorations foncières (SAF), ainsi que l'Office cantonal du crédit agricole (OCAF), organe de la Caisse d'amortissement de la dette agricole (CADA). Outre les économies qui en résulteront et qu'il est prévu d'affecter au financement du renforcement des mesures préconisées, cette intégration des services répond aussi à un des objectifs de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA) qui non seulement postule que l'administration cantonale doit être organisée de manière rationnelle, efficace et transparente, mais qui impose que le nombre des unités administratives doit être limité dans toute la mesure possible (art. 44 al. 2 LOCEA).

Quant aux contrôles, cette question a fait l'objet, comme déjà indiqué ci-dessus, d'une étude approfondie, fixant l'état des lieux de l'ensemble de cette problématique, en recensant tous les contrôles qui sont imposés par la législation et ceux prévus par la production elle-même (labels privés), afin de mieux cerner à la fois leur nécessité et leur harmonisation. Plusieurs pistes ont été évoquées, à savoir notamment le renforcement de la coordination des contrôles au sein des services et l'institution d'une instance de coordination. La réunion des services en charge des tâches liées à l'agriculture, telle que proposée ci-dessus, permettra sans aucun doute la concentration recherchée des contrôles, étant entendu qu'il appartient par la suite au dit service de s'organiser, afin d'assurer la concrétisation de l'objectif souhaité. Enfin, cette étude sera une source de renseignements indispensables en vue de l'élaboration des ordonnances que le Conseil d'Etat sera amené à prendre qui comporteront les règles relatives aux attributions, aux compétences et à l'organisation.

A noter, qu'à la suite de l'acceptation de la motion Bourgeois (*BGC* 2004, p. 8), un projet est à l'étude qui vise à optimiser les contrôles et la répression des fraudes dans les domaines alimentaires. Ce projet aura à l'évidence une influence significative sur l'organisation des contrôles liés aux denrées alimentaires, notamment à l'agriculture.

h) Enfin, la lettre h) revêt un aspect social marqué et répond, certes de manière moins explicite que ne le souhaitent plusieurs intervenants à la consultation proposant de renforcer cette disposition à propos de la place de la famille paysanne, de la paysanne, des employés agricoles, des personnes sans emploi suite à une cessation d'activité, des retraités de l'agriculture ou de l'installation des jeunes. Il a aussi été suggéré de créer des aides financières pour les agriculteurs qui se trou-

vent dans l'obligation de se reconvertis, tout en conservant une activité partielle dans le domaine de l'agriculture, par exemple en créant un fonds cantonal de reconversion. Si les questions posées sont pertinentes, une loi sur l'agriculture ne peut en revanche se substituer à une législation principalement de nature sociale. Néanmoins, dans la mesure où elles ont une relation avec l'activité agricole, les solutions suivantes ont été apportées dans le domaine concerné, à savoir en ce qui concerne

- La famille paysanne: sa place est mise en évidence, dès lors que le soutien des activités des exploitations de type familial est un des objectifs prioritaires.
- La paysanne: son rôle, dans la majorité des cas est double et peut être exercé simultanément ou de manière partagée. Il s'agit des fonctions de chef d'entreprise ou/et de collaboration. Dans l'une comme dans l'autre des situations, le rôle principal de l'Etat est de fournir une formation professionnelle efficiente. Cette prestation de formation et de conseil est définie à l'article 3 lettre b du projet; elle est destinée à toutes les personnes actives dans les domaines agricoles et para-agricoles, certaines branches de formation s'adressant spécialement d'abord, selon leurs vœux, aux paysannes, telles que par exemple l'accueil à la ferme, le tourisme rural ou encore la vente directe. Ces prestations existent déjà.
- Les employés agricoles: les mesures prises visent à améliorer les conditions d'existence de la population paysanne, à permettre aux entités responsables de veiller à l'amélioration de leurs conditions de travail, en particulier dans le cadre de la mise sur pied de contrats-type de travail.
- Les retraités de l'agriculture: il appartient surtout aux intéressés eux-mêmes, comme dans les autres secteurs de l'économie de veiller à l'aménagement d'une retraite professionnelle convenable. Ils ont droit par ailleurs aux prestations sociales usuelles.
- La reconversion professionnelle: la Confédération peut intervenir sous forme d'aides à la reconversion à une profession non agricole (cf. art. 86a LAgri). Cette aide paraît suffisante, de telle sorte qu'une aide cantonale complémentaire ne s'impose pas.
- L'installation des jeunes: la loi fédérale sur l'agriculture permet d'octroyer, sous forme de crédit d'investissement, une aide initiale unique destinée aux jeunes agriculteurs, lors de la reprise d'une exploitation. Là aussi, une aide complémentaire cantonale ne s'impose pas.
- Les aides aux exploitations agricoles en difficulté: rapport soit à l'article 39.

Art. 3 Mesures

Cet article énonce les mesures générales que l'Etat se propose de mettre en œuvre, afin de concrétiser les buts dont il a été question ci-dessus. Ainsi, outre l'amélioration des bases de production, notamment par le développement des infrastructures, des techniques et de la productivité (let. a), le projet de loi confirme la tâche prioritaire étatique de formation, de vulgarisation, de conseil et de recherche appliquée (let. b et c), le soutien aux différents processus de développement de nouveaux produits et d'assurance de leur qualité et de leur com-

mercialisation (let. d et e), l'intégration des politiques de développement régional et le renforcement des mesures de nature sociale.

A noter en particulier que contrairement à la situation existante, le domaine de la formation en économie familiale n'est pas spécialement mentionné sous la lettre b de l'article 3. En effet, ce domaine fait actuellement l'objet d'un réexamen, tant au niveau cantonal que fédéral. Il y a donc lieu d'attendre à ce propos les options qui seront arrêtées. Rapport soit également à ce propos à l'article 8 ci-après.

Art. 4 Champ d'application

Cet article définit le champ d'application de la loi qui, pour éviter toute ambiguïté, correspond à celui de la loi fédérale sur l'agriculture. Cela d'autant plus que la loi cantonale (LAGri) constitue aussi une loi cantonale d'application de cette loi (cf. art. 1^{er} al. 2 ci-dessus).

Toutefois, les dispositions de la loi fédérale en matière d'améliorations foncières sont réglées par la loi cantonale sur les améliorations foncières. Cette solution est opportune vu l'unité et les particularités de la matière en relation notamment avec les remaniements parcellaires. D'où la réserve mentionnée à ce propos à l'alinéa 2. Rapport soit également à l'article 43 du projet.

Art. 5 Conseil d'Etat

La lettre a) de cet article prévoit que le Conseil d'Etat établit tous les quatre ans un programme de politique agricole. Cet instrument nouveau devrait permettre à la fois d'avoir une vue d'ensemble de l'évolution des différents secteurs agricoles. Cette analyse globale devrait aussi permettre la mise en place des mesures idoines et les moyens que ces dernières impliquent. Le Conseil d'Etat sera amené aussi à décider, dans des cas particuliers, de l'octroi d'aides financières les plus importantes (cf. art. 5 let. b). L'ordonnance d'exécution déterminera par ailleurs de manière précise la répartition des compétences dans ce domaine entre le Conseil d'Etat et la Direction; elle tiendra compte à la fois du montant et de la nature des aides concernées.

Art. 6 Direction

La Direction en charge des affaires agricoles se voit attribuer par cet article des compétences générales. Ce système est conforme aux dispositions de la loi d'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA). La Direction sera chargée de statuer d'une manière générale sur les aides financières, à l'exception des paiements directs qui ressortissent au Service de l'agriculture, la Direction ayant par ailleurs la faculté de déléguer cette tâche pour des aides dont le montant est de minime importance.

Cette proposition de délégation des compétences correspond d'ailleurs à peu près à la situation actuelle. La réorganisation administrative implique par ailleurs, à la fois pour des motifs de transparence et de simplification administrative, qu'une seule instance statue notamment sur toutes les aides financières qui n'ont pas un caractère de paiement direct au sens de la législation fédérale. Cette instance devra décider dans un cadre bien défini à la fois par le droit fédéral et le droit cantonal d'exécution. Enfin, les projets importants font l'objet d'un examen préalable aussi bien par la Confédération, que par le Conseil d'Etat. Rapport soit en outre à l'article 43.

Art. 7 Service de l'agriculture

Comme indiqué ci-dessus, il est prévu que le futur Service de l'agriculture regroupe le Service actuel de l'agriculture, le Service des améliorations foncières et l'Office cantonal du crédit agricole de la Caisse autonome d'amortissement de la dette agricole (CADA) chargé en particulier de la gestion des crédits d'investissement.

Il se justifie en particulier de désigner dans la législation spéciale (art. 71 LOCEA) le Service de l'agriculture en tant que tel, en raison du regroupement important des différentes tâches attribuées à deux autres services et l'importance des décisions qu'il sera appelé à prendre en matière de paiements directs.

Art. 8 Institut agricole de l'Etat de Fribourg

Cet article confirme l'attribution à l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg à Grangeneuve (IAG) des tâches de formation de vulgarisation, de conseil et de prestations de service dans les domaines agricoles, para-agricoles et agroalimentaires. L'objectif est de faire de l'IAG un véritable centre de compétences dans les domaines des métiers de la terre, de l'agriculture et de l'agro-alimentaire et de renforcer ses prestations de service, répondant ainsi aux mesures fixées à l'article 3 lettres b à e.

La solution proposée reprend ainsi pour l'essentiel la solution actuelle éprouvée et qui, jusqu'à ce jour, a fait ses preuves. Il est rappelé à cet égard l'interdépendance d'une part entre les activités de formation et le conseil et d'autre part, entre les domaines agricoles ou para-agricoles et les secteurs apparentés de l'agro-alimentaire. L'efficience d'une telle solution ressort enfin du rapprochement des tâches d'enseignement et celles de nature plus technique liées à la pratique professionnelle (activités de service ou de vulgarisation), exercées par les mêmes personnes. Le renforcement de cette solution permet ainsi d'assurer en particulier l'objectif visé à l'article 3 de mettre en œuvre des formations adaptées aux besoins de l'économie et de la société, à savoir les destinataires de ces prestations. Il en résulte ainsi de véritables synergies, sources à la fois d'utilisation optimale des ressources nécessaires et d'efficience (cf. en outre remarques ad art. 15).

Plusieurs intervenants à la consultation soutiennent que les activités de formation relevant de l'économie familiale devraient également être confiées à l'IAG (cf. remarque ad art. 3). Comme indiqué ci-dessus à propos de l'article 3, au vu de l'évolution au niveau fédéral de cette branche de formation, il est prématuré d'arrêter maintenant une option.

A préciser, pour éviter tout doute qui a été évoqué à cet égard lors de la consultation, que la formation dans les métiers traditionnels et à proprement parler de l'hébergement et de la restauration n'entre pas en l'état dans les domaines visés par la présente loi.

Quant à la recherche appliquée et aux essais, ces activités présentent un intérêt très apprécié par les professionnels, dans la mesure où elles constituent un relais indispensable avec la recherche fondamentale ou plus théorique. C'est principalement le cas dans l'application de nouvelles productions et d'utilisation des agents de production. Plus concrètement, il peut s'agir de tester de nouveaux procédés ou de nouveaux produits, par exemple comme de nouvelles variétés de traitement, de fumure, d'élevage (croisement ou affouragement) ou encore dans

le cadre du secteur agroalimentaire, des méthodes de fabrication singulièrement dans l'industrie laitière et fromagère. D'où la nécessité pour l'IAG de disposer des infrastructures adéquates (domaines agricoles ou ateliers de production). Les résultats des recherches appliquées et des essais ainsi pratiqués sont particulièrement précieux, dès lors qu'ils sont réalisés dans des conditions similaires à l'ensemble des exploitations agricoles ou agroalimentaires. Ils sont donc directement exploitables et complémentaires à d'autres activités de recherche plus fondamentales.

L'alinéa 2, comme c'est déjà le cas actuellement, constitue en faveur de l'IAG une norme générale de compétences s'agissant d'une part de l'exécution des tâches ou de services imposés ou prévus par la législation fédérale ou cantonale non seulement sur l'agriculture, mais aussi par les lois spéciales, qui implique des connaissances scientifiques ou techniques dans les domaines considérés. C'est le cas par exemple du Service phytosanitaire dans le domaine de la protection des végétaux (cf. art. 150 LAgr), des services chargés de l'assurance qualité (cf. art. 11 LAgr) ou encore des prestations de service au sens de l'article 25 de la loi. Ainsi, selon des modalités à définir, l'IAG pourra être appelé à collaborer avec des organisations agricoles.

Le critère de la répartition des tâches entre le Service de l'agriculture et l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg à Grangeneuve (IAG) ressort ainsi des articles 7 et 8, le Service de l'agriculture s'occupant principalement des tâches de nature administrative et l'IAG de la formation et des services de nature technique.

Art. 9 Préposés locaux à l'agriculture

Cet article confirme l'institution de préposés locaux à l'agriculture qui ont pour fonction principale de collaborer à l'exécution de certaines tâches administratives. Il appartiendra à la Direction de définir notamment les cercles d'activité de ces agents. Selon la pratique actuelle, ces cercles correspondent en règle générale au territoire des communes, des regroupements ou des divisions de territoires communaux étant possibles selon le nombre des exploitations. Les autorités communales pourront aussi bénéficier de leur aide. Les tâches des préposés locaux à l'agriculture seront définies par la Direction. L'institution par cette loi des préposés à l'agriculture suppose l'abrogation de la loi y relative (cf. art. 42).

Art. 10 Commissaires viticoles

L'expérience a démontré que la collaboration d'un répondant de l'administration cantonale et communale pour chacun des vignobles du canton de Fribourg répondait à un besoin évident tant pour les professionnels que pour les services administratifs. Comme pour les préposés locaux à l'agriculture, leurs tâches seront définies par la Direction.

Art. 11 Commission de l'agriculture

La Commission de l'agriculture, conçue comme organe consultatif, devrait regrouper les différentes commissions qui existent actuellement, surtout dans le domaine de l'élevage. Cette réunion de commissions devrait permettre ainsi une approche plus globale et cohérente des matières qui lui seront soumises. La participation envisagée des autres milieux économiques devra ainsi, sur un plan plus général, encore renforcer cet objectif.

Plusieurs intervenants à la consultation proposent que les milieux professionnels ou concernés par la production agricole auxquels il est fait référence soient mieux définis dans la loi, par exemple en désignant les représentants des branches de productions (élevage, économie laitière, économie alpestre) ou d'autres organismes intéressés à la politique agricole, en particulier les associations de protection de l'environnement ou des consommateurs. Une réponse propose enfin d'exclure la désignation des transformateurs, vu leur trop grande importance sur le marché de l'agro-alimentaire.

Le Conseil d'Etat estime ne pas devoir modifier son projet au motif principal qu'il n'est guère possible d'établir une liste exhaustive de tous les groupements qui pourraient y être représentés et, cas échéant, d'opérer un choix, chacun d'eux pouvant faire valoir de bons arguments pour en faire partie. Une certaine ouverture est aussi nécessaire pour faire face à l'évolution inévitable de la politique agricole, singulièrement sous l'angle des adaptations structurelles. Afin d'assurer un fonctionnement efficace de cette commission, le Conseil d'Etat veillera à désigner des membres représentant au mieux les différents cercles d'activités concernés, y compris ceux des transformateurs, étant évident que ces derniers jouent un rôle important sur le marché des produits agricoles que justement le présent projet entend soutenir.

Art. 12 Commission pour l'amélioration des structures en agriculture

La commission qu'il est proposé d'instituer comprendra des professionnels de l'agriculture et des spécialistes ou techniciens dans les domaines concernés qui seront appelés à apprécier les différents projets sous les différents aspects techniques, de faisabilité, de rentabilité et de viabilité.

Art. 13 Tiers

Cette disposition permet aux organes légaux compétents, en principe la Direction (cf. art. 6) de confier à des organismes privés l'exécution de certaines tâches, en particulier la mise en œuvre des mesures prévues aux chapitres V et VI. Cela concerne avant tout des organismes de promotion, de certification ou de contrôle. L'alinéa 2 permet aussi de reconnaître officiellement ces mêmes organismes, de telle sorte que leur statut puisse être assimilé à celui d'un statut de droit public.

Art. 14 Gestion des propriétés agricoles et viticoles

Il appartient au Conseil d'Etat de décider de quelle direction relève la gestion des domaines et des bien-fonds agricoles et viticoles, propriétés de l'Etat. Il est précisé aussi qu'en principe, dès lors qu'ils font partie du patrimoine financier de l'Etat, ces domaines doivent être administrés, de manière à en tirer le meilleur profit, à l'exception de ceux qui ont vocation à remplir leur tâche d'intérêt public. C'est le cas par exemple des domaines de Bellechasse, de Grangeneuve et de l'Abbaye de Sorens.

Enfin, si elle est requise, la Direction en charge de l'agriculture doit offrir son concours à la gestion en général de ces domaines, dès lors qu'elle dispose des connaissances et des compétences techniques et scientifiques en la matière.

Art. 15

Au titre des mesures principales qu'il est prévu de mettre en œuvre (cf. art. 3 let. b et c) figurent les activités de for-

mation et de conseil adaptés aux besoins des destinataires. Cette disposition, tout en prenant en compte que ces missions sont confiées à l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg à Grangeneuve (IAG), précise qu'elles sont régies par une loi spéciale. Outre les règles topiques organisationnelles de cet établissement de droit public doté de la personnalité juridique et celles se rapportant aux modalités d'exécution des prestations de service, cette loi doit aussi définir ses attributions, ses compétences en particulier pour les voies de formation dont il a la charge, ses responsabilités et le statut des personnes en formation. Toutefois, dans la mesure où d'un point de vue général, la formation initiale et continue relève des attributions de la Direction de l'économie et de l'emploi (DEE), une harmonisation ou une coordination devra être assurée avec cette Direction et son Service de la formation professionnelle. D'où la réserve émise à l'alinéa 3.

Art. 16 à 21 Fonds rural

Le Fonds rural tel qu'il est conçu est l'instrument principal qui aura vocation à mettre en œuvre les principales mesures prévues à l'article 3, à savoir

- lettre a): l'amélioration des bases de production;
- lettre d): l'innovation, l'évolution des structures de production et de mise en valeur des produits agricoles;
- lettre f): le développement des espaces ruraux.

Les articles 16 à 21 reprennent pour l'essentiel le dispositif législatif mis en place par le décret du 27 mai 1994 portant création d'un Fonds rural cantonal, dont les effets positifs ont pu être établis. A signaler notamment que des prêts du Fonds rural pourront aussi intervenir pour l'achat d'entreprises agricoles ou de terres complémentaires, ce qui était exclu sous l'empire de la législation actuelle. Cette ouverture du champ d'application du Fonds rural répond ainsi à un postulat du député Georges Godel et de l'ancien député Francis Maillard, accepté par le Grand Conseil. Enfin, par rapport à la situation actuelle, l'activité du Fonds n'est plus soumise à une durée limitée.

Art. 16 Formes et buts

La question de savoir si tous les prêts devaient être soumis à des intérêts réduits a été débattue. La proposition finalement retenue est celle de prévoir pour tout prêt un intérêt, même minime, de manière ainsi à mieux responsabiliser les bénéficiaires. Par ailleurs, les autorités d'exécution responsables disposent d'une certaine marge d'appréciation dans chaque cas. Elles tiendront compte des prêts en faveur des bénéficiaires qui exploitent une entreprise agricole de ceux accordés en faveur des mesures visées sous l'alinéa 2. Il est possible aussi pour chacun des prêts octroyés de limiter la durée du prêt, permettant ainsi la possibilité d'un remboursement accéléré.

A noter aussi à propos de l'alinéa 1^{er} lettre d, le soutien de projets novateurs non seulement en faveur de l'environnement, mais aussi de projets susceptibles de développer des synergies avec d'autres secteurs économiques. Cela pourra être le cas surtout dans les domaines touristiques, agroalimentaires et les productions non-alimentaires.

S'agissant des infrastructures «régionales», selon l'alinéa 2 lettre b, il va de soi qu'elles doivent avoir un lien étroit avec le développement des potentialités de productions agricoles; suivant les cas, un cofinancement pourra être envisagé.

Il est aussi important de préciser que les «activités accessoires», singulièrement en matière de tourisme rural (al. 1 let. f) pourront être soutenues à la condition qu'elles n'impliquent pas une distorsion de concurrence. Par ailleurs, ces activités devront être conformes aux normes de l'aménagement du territoire.

Enfin, la lettre e de l'alinéa 1 devrait surtout permettre de trouver des facilités de paiement des frais restants, à l'issue des remaniements parcellaires.

Art. 17 Moyens

Les moyens du Fonds rural actuellement disponibles seront affectés au financement des mesures prévues à l'article 16. En l'état, ils devraient être suffisants (cf. en outre art. 43).

Art. 18 Conditions

a) Exploitations agricoles

Par simplification et transparence, l'article 18 précise que l'octroi des prêts par le Fonds rural cantonal est soumis aux mêmes conditions que celles qui sont imposées par la loi fédérale sur l'agriculture en ce qui concerne les aides aux améliorations des structures.

Les principales conditions sont définies à l'article 89 LAGR; elles exigent que:

- l'exploitation soit viable à long terme;
- l'exploitation soit gérée rationnellement;
- la charge que représente l'endettement après l'investissement ne soit pas excessive;
- le requérant engage des fonds propres et des crédits dans une mesure supportable pour lui;
- le requérant dispose d'une formation appropriée.

Art. 19 b) Entreprises de mise en valeur

L'ensemble des conditions posées permet de limiter les destinataires de prêts aux seules entreprises qui ont pour vocation principale la mise en valeur des productions agricoles locales ou régionales et à propos desquelles les exploitants concernés peuvent avoir une influence sur l'activité des bénéficiaires des prêts. Ainsi, les entreprises qui pourront faire l'objet d'une mesure d'aide devront démontrer qu'elles sont de nature artisanale et qu'elles exercent des activités surtout au niveau local ou régional.

Art. 20 c) Infrastructures d'intérêt régional

Au sens de cette disposition, le terme «infrastructures» doit être compris dans un sens large, comme d'ailleurs celui de région. Le but recherché est d'impliquer l'agriculture dans un projet, dans la mesure où elle peut aussi y trouver son compte. Cela peut être le cas par exemple à l'occasion du développement d'infrastructures touristiques.

Art. 21 Montant maximal

Les plafonds d'intervention ainsi fixés répondent aux objectifs retenus, à savoir

- impliquer les ressources financières des bénéficiaires dans une mesure raisonnable;
- favoriser la réalisation de projets communautaires;

- prendre en compte les conditions de production plus difficiles dans les régions de montagne.

Art. 22 Garantie et procédure

Outre les dispositions usuelles à adopter en matière de garantie et la procédure, le Conseil d'Etat prendra en compte les exigences légales en matière de subventionnement.

Art. 23 à 29 Production, élevage, promotion, commercialisation et sélection

Ces articles reprennent pour l'essentiel les dispositions figurant dans la loi du 27 novembre 1997 sur la promotion des produits agricoles, en particulier les modalités de mise en œuvre des aides destinées à des mesures individualisées de promotion. Y sont intégrées également des mesures en faveur de l'élevage.

En effet, depuis le 19^e siècle, l'encouragement de l'élevage fait l'objet de mesures et de normes de la Confédération et des cantons. Le but des mesures était de soutenir les agriculteurs dans l'amélioration de la santé et de la productivité des animaux grâce à une sélection appropriée, de façon à ce que la production animale soit d'un coût aussi bas que possible et la qualité élevée. Dans ce contexte, le canton de Fribourg a non seulement rempli ses obligations, mais il est allé au-delà en soutenant la promotion de nature commerciale de l'élevage, afin de mettre en valeur les atouts spécifiques, généralement admis, dont bénéficie surtout le cheptel bovin. Avec le système proposé, il est possible de maintenir, voire de renforcer les efforts justifiés en faveur de cette production.

Dans le cadre de la consultation de l'avant-projet, la proposition a été faite d'introduire dans la loi la possibilité pour l'Etat de percevoir des redevances afin d'encourager des activités d'information, de promotion et de mise en valeur portant sur l'ensemble des produits de l'agriculture fribourgeoise. Celles-ci seraient fixées après consultation de l'ensemble des producteurs. Ces redevances pourraient être perçues sur l'ensemble de la production et de la transformation provenant du canton de Fribourg. A l'appui de cette proposition, il a été relevé qu'il serait souhaitable que l'Etat ait la possibilité de promouvoir certaines activités d'information, de vente, de mise en valeur afin que ces projets aient plus de chance d'aboutir et de se développer sereinement et en impliquant de manière financière aussi bien les milieux de la production que ceux de la transformation, car l'avantage de cette mesure consisterait dans la potentialité de la «force obligatoire», vis-à-vis de l'ensemble des producteurs et des transformateurs.

Cette proposition pratiquée dans certains cantons dont le Valais a été jugée récemment par le Tribunal fédéral conforme au droit. Elle contient des aspects positifs indéniables. Elle n'a toutefois pas été retenue pour les motifs essentiels suivants:

- le concept retenu dans le projet de loi est principalement orienté par projets, dans lesquels sont impliqués d'abord les intéressés en les initiant et en y participant financièrement. Un projet d'ensemble nuirait sans doute à cet esprit d'entreprise, l'Etat n'intervenant que de manière subsidiaire;
- la répartition de cette redevance entre les branches de production s'avérerait, au surplus, difficile, chacune

d'entre-elles pouvant faire valoir de bons motifs pour justifier une part accrue;

- enfin, le prélèvement de cette redevance impliquerait des mesures administratives supplémentaires, alors que le projet de loi tend à simplifier au maximum les procédures.

Art. 23 Principles

Cet article définit les quatre domaines principaux d'intervention, soit:

- les activités des branches de production (cf. al. 1 let. a), par exemple dans la recherche ou le développement de nouveaux modes, procédés, moyens ou variétés de production ou de méthodes zootechniques;
- la qualité intrinsèque des produits (al. 1 let. b), par exemple par la recherche et le développement des produits sains favorisant une alimentation de qualité, des appellations d'origine, des labels ou encore en participant aux procédures visant à promouvoir et à contrôler les processus de qualité des différentes productions primaires par la mise sur pied de services de conseil ou de contrôle et par le soutien de leurs activités ou enfin, par des mesures de publicité ou de marketing;
- les activités de vente (art. 1 let. c), telles que les marchés publics ou surveillés, les foires, les expositions, les concours officiels;
- les projets intersectoriels (al. 1 let. d), tels que par exemple une laiterie de démonstration, la construction d'un centre de production de biocarburant.

A noter que dans la mesure où il est question de mesures publiques de promotion, les éventuels bénéficiaires ne pourront pas faire valoir un droit à l'obtention de l'aide. D'où la mention spécifique que l'Etat «peut»...

Art. 24 Cercle des activités

Eu égard à la grande diversité des situations, une définition des champs d'application des activités, des projets, des mesures envisagées et des domaines proposés s'avère difficile. De nombreuses propositions ont été faites à cet égard dans les réponses à la consultation. La solution proposée apparaît dans ces circonstances la plus idoine. Elle permet par ailleurs d'éviter les difficultés d'interprétation entre le droit fédéral et cantonal. L'article 3 de la loi fédérale sur l'agriculture dispose notamment que l'agriculture comprend:

- a) la production des denrées alimentaires se prêtant à la consommation et à la transformation et provenant de la culture des végétaux et de la garde des animaux de rente;
- b) le traitement, le stockage et la vente des produits dans l'exploitation de production.

Art. 25 Prestations

Cet article distingue clairement les prestations de service des aides financières. A citer par exemple parmi les prestations de service, la participation administrative ou technique à des organisations professionnelles ou de production ou encore des activités en faveur des processus d'assurance de la qualité ou de certification de produits agricoles.

Art. 26 à 29

Ces articles fixent à la fois les conditions générales d'octroi, les bénéficiaires des prestations définies à l'article 25, le Conseil d'Etat étant chargé de les préciser dans une ordonnance d'exécution, dans laquelle il sera aussi tenu compte des règles définies dans la loi sur les subventions. Il devra aussi définir la procédure d'octroi de ces aides et les modalités de contrôle.

Art. 30 à 33 Estivage

Actuellement une aide financière est octroyée au titre de contribution cantonale à l'estivage, par vache estivée. Comme déjà mentionné au début de ce rapport, la question du devenir du secteur alpestre a fait l'objet d'une étude particulière à laquelle ont participé les représentants de l'ensemble des acteurs économiques qui interviennent dans les régions des Préalpes, à savoir les milieux agricoles, en particulier la Société d'économie alpestre, la promotion économique, le tourisme et la sylviculture. Le groupe d'étude avait en particulier pour mission:

- d'examiner l'intérêt public au maintien, voire au développement de l'économie alpestre;
- de rechercher des pistes en vue de consolider l'attrait des activités agricoles de l'économie alpestre;
- d'examiner les possibilités de développement des synergies avec la sylviculture, le tourisme et les autres secteurs économiques artisanaux;
- d'examiner l'opportunité de renforcement du soutien de l'Etat et, le cas échéant, de définir les mesures à mettre en œuvre.

Ce rapport, après une étude fouillée de la situation existante comprend de nombreuses pistes d'actions en vue de la revitalisation de l'économie alpestre qui seront très utiles à futur, afin d'orienter les interventions dans cette partie importante du territoire cantonal.

Le soutien étatique de ce secteur devrait aussi permettre de favoriser la pâture des herbages, afin de prévenir les avalanches et autres mouvement de terrain et empêcher une afforestation indésirable.

Sur le plan législatif, le principe d'une contribution d'estivage a été maintenu, dès lors qu'elle joue un rôle capital, pour soutenir, notamment des fabrications de gruyère et de vacherin d'alpage ou d'autres produits laitiers similaires. Elle permet aussi de maintenir un certain professionnalisme. En revanche, le critère d'application de cette aide ne se réfère plus au nombre de vaches alpées, mais au volume de production produit sur les sites d'estivage mêmes. D'autres interventions publiques sont aussi possibles dans ce secteur dans le cadre à la fois des aides structurelles et de promotion de production, singulièrement de réalisation de l'objectif qui vise à encourager le développement de l'espace rural.

Art. 30 Contribution d'estivage a) Principes

Il est proposé que le soutien étatique porte uniquement sur la production fromagère.

Art. 31 b) Forfait

Au vu des difficultés d'établir des critères généraux précis, la solution du forfait apparaît la plus opportune; elle

permet de mieux correspondre aux besoins effectifs et évolutifs.

Art. 32 c) Bénéficiaires

Les remarques faites à propos de l'article précédent sont aussi valables pour ce qui concerne la définition du cercle des bénéficiaires.

Art. 33 d) Autres conditions et procédure

Comme déjà mentionné ci-dessus, il sera aussi tenu compte de la législation en général sur les subventions lors de l'élaboration des normes d'exécution.

Art. 34 Innovation

Au vu des expériences faites, le prix à l'innovation a connu jusqu'à ce jour un bon succès. Il est donc proposé de le maintenir. L'article 34 arrête les dispositions nécessaires à son organisation. Comme jusqu'à présent, lors de l'organisation de ce prix il sera veillé à ce que des moyens limités soient engagés.

Art. 35 à 38

Suite à la prise en considération de la motion Ueli Johner-Etter, ces articles reprennent pour l'essentiel le décret du 26 juin 2003 sur l'application des méthodes culturales préservant le sol. Il est rappelé que ces mesures ont pour but d'encourager des méthodes culturales qui visent à prévenir les dommages dus à l'érosion, à lutter contre le compactage du sol, à limiter les risques d'inondation et à garantir des réserves d'eau potable suffisantes.

Art. 39 Aides aux exploitations paysannes en difficulté

Cet article vise trois buts, à savoir:

- permettre la mise en place d'un encadrement minimum pour les exploitations qui connaissent des difficultés momentanées, dont feront notamment partie nécessairement les spécialistes de l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg à Grangeneuve (vulgarisation);
- le suivi du point de vue économique des exploitations qui ont bénéficié des aides publiques;
- l'octroi par le canton des aides prévues par la Confédération, en application des articles 78 ss de la LAgr, en faveur des exploitations paysannes.

Il est rappelé à ce propos que ces aides sont octroyées sous forme de prêts sans intérêt permettant aux exploitations paysannes de convertir des dettes et d'alléger ainsi le service des intérêts et de surmonter des difficultés financières exceptionnelles qui ne sont pas imputables aux exploitants.

Art. 40 Frais de procédure

L'alinéa 1^{er} est la concrétisation du principe prévu par le CPJA, selon lequel en première instance, les frais sont mis à la charge de celui qui requiert une décision.

Toutefois, l'exonération des frais en matière administrative est imposée par la loi fédérale sur l'agriculture (cf. art. 112 LAgr). Cette exonération peut être étendue à l'octroi des prêts accordés par le Fonds rural en ce qui concerne les droits sur les gages immobiliers.

Art. 42 Droit transitoire

Comme déjà exposé ci-avant, la reprise des activités de la CADA en matière de crédits d'investissement et du Fonds rural, implique la reprise par l'Etat de ses engagements. Cette reprise est purement formelle. Elle n'implique aucune conséquence particulière de l'Etat, dès lors que celui-ci est déjà responsable vis-à-vis de la Confédération des engagements contractés jusqu'à ce jour. S'agissant des prêts du Fonds rural, il s'agit en fait de créances à l'égard de l'Etat.

Art. 44 Modifications

Les modifications législatives qu'implique ce projet de loi concernent surtout la loi sur les améliorations foncières. Ces modifications sont essentiellement formelles du fait de l'intégration du Service des améliorations foncières au Service de l'agriculture.

S'agissant de la modification de la loi d'application du Code civil, il s'agit de la reprise de l'article 6^{bis} de la loi du 27 novembre 1962 d'application de la loi fédérale du 23 mars 1962 sur les crédits d'investissement dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes qui sera abrogé (cf. 42 let. h). Par ailleurs, il est proposé, s'agissant des fonds destinés à la culture de la vigne, de préciser les distances entre fonds voisins non-viticoles en relation avec la hauteur des plantations admises, afin de ne pas privilier la qualité des vendanges dans un environnement toujours plus urbanisé.

Du fait de la reprise des activités de la Caisse d'amortissement de la dette agricole (CADA) par le «nouveau» Service de l'agriculture, il y a lieu de désigner une autorité compétente chargée de valider «officiellement» les estimations de la valeur de rendement en application de l'article 87 de la loi fédérale sur le droit foncier rural. L'Autorité foncière cantonale (AFC) étant d'ores et déjà chargée d'une façon générale d'appliquer cette loi, il est proposé, pour des motifs d'efficacité de lui attribuer cette compétence, ce qui ne signifie pas que l'Autorité foncière, autorité désignée, sera chargée de procéder à toutes les estimations, celles-ci pourront comme jusqu'à présent être exécutées par des organismes publics ou privés.

La modification se rapportant au bail à ferme agricole vise principalement à supprimer d'une part l'obligation pour les collectivités publiques de privilégier l'ancien fermier en cas de reconduction des contrats de baux à fermes et d'autre part à préciser que les décisions du Conseil communal quant à l'attribution sous forme d'affermage sont susceptibles de recours auprès du préfet et non auprès de l'Autorité foncière cantonale.

4. DES INCIDENCES DU PROJET

4.1 Incidences financières

Plusieurs intervenants à la consultation ont relevé que les objectifs de la politique agricole définis par le projet de loi ne pouvaient être mis en œuvre que s'ils étaient accompagnés de moyens financiers adaptés, qui, de leur avis, apparaissent insuffisants, certains qualifiant même le projet de «coquille vide».

Si l'on se réfère aux comptes de «l'agriculture» (totalité de l'excédent des charges du compte de fonctionnement, donc y compris notamment les charges salariales et les amortissements des subventions des services concernés

par rapport aux charges totales de fonctionnement de l'Etat), la situation se présente comme suit:

Compte	Rubrique	Années (par millions de francs)					
		1998	1999	2000	2001	2002	2003
3425	AGRI	6.2	8.1	7.3	6.9	8.0	8.1
3435	AFON	7.6	7.8	8.4	5.8	7.3	7.5
3440	IAGR	13.3	13.5	13.3	12.9	14.1	14.3
3441	SICL	0.6	0.6	0.7	0.8	0.8	0.8
Total des excédents de charges de fonctionnement (A)		27.7	30.0	29.7	26.4	30.2	30.7
Montant total des charges de fonctionnement des comptes de l'Etat (B)		1 795.6	1 909.3	1 968.5	2 048.8	2 122.9	2 258.8
							2 409.7

Ce tableau laisse ainsi apparaître que la part totale des charges de fonctionnement concernant «l'agriculture en général», par quoi il faut entendre les charges en personnel, les frais administratifs, les dépenses de l'enseignement, les aides financières (propre au canton et celles du canton liées aux aides fédérales) des services concernés (le Service de l'agriculture, le Service des améliorations foncières, l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg et le Service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière), par rapport au montant total des charges de fonctionnement de l'Etat est minime et qu'elle est pour le moins restée stable.

En ce qui concerne les subventions à proprement parler en faveur de l'agriculture, ce par quoi il faut entendre les aides financières cantonales liées à une aide de la Confédération et celles qui ne relèvent que du droit cantonal, elles se présentent comme suit:

Centre de charge	3425 AGRI	Années (en francs)					
		1998	1999	2000	2001	2002	2003
Protection de l'environnement		0	10 000	18 585	16 931	34 944	60 169
Elevage chevalin		157 590	170 177	91 508	129 176	136 692	154 002
Elevage bovin		2 145 984	2 087 904	1 647 901	1 540 577	1 731 172	1 829 239
Elevage porcin		88 145	97 638	63 512	103 401	98 639	100 652
Elevage ovin et caprin		126 727	113 391	96 365	160 740	101 524	128 509
Estivage du bétail		180 462	184 160	189 645	176 190	174 159	197 408
Reconstitution du vignoble		38 279	37 727	38 429	33 174	39 162	47 610
Promotion des produits agricoles		171 533	360 533	373 772	385 327	450 000	426 038
Apiculture		9 462	8 189	8 318	7 093	6 337	9 045
Economie alpestre		22 700	22 700	22 600	21 700	23 000	23 000

Centre de charge	3435 AFON	Années (en francs)					
		1998	1999	2000	2001	2002	2003
Améliorations foncières		6 045 696	5 691 028	7 283 405	6 328 397	7 762 722	7 732 729
Total des aides financières (A)		8 986 578	8 783 447	9 834 040	8 902 706	10 558 351	10 708 401
Montant total des charges de fonctionnement des comptes de l'Etat (B)		1795 600 000	1 909 300 000	1 968 500 000	2 048 800 000	2 122 900 000	2 258 800 000
							2 409 700 000

¹⁾ Ce montant comprend l'aide exceptionnelle (1,5 million de francs) octroyée à la Fédération fribourgeoise des sociétés de laiterie dans le cadre de la faillite de la Société Swiss Dairy Food (SDF).

Il en ressort là aussi que la part des contributions par rapport au compte de fonctionnement de l'Etat est minime et qu'elle est aussi restée très stable.

A signaler aussi que dans le cadre de la nouvelle péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), les trois domaines de tâches concernés de l'agriculture seront les domaines de l'élevage, de la vulgarisation agricole et des améliorations structurelles. Selon le projet, il est prévu que les tâches définies en matière d'élevage par le droit fédéral seront financées par la Confédération uniquement. Les aides financières prévues actuellement (environ 1 million de francs) par le droit cantonal demeureront et seront intégrées dans les mesures prévues au chapitre VI au titre des mesures générales de promotion des produits agricoles.

En ce qui concerne la vulgarisation agricole, l'organisation et sa mise en œuvre au niveau cantonal seront supportées uniquement par les cantons, (environ 1 million de francs), les subventions fédérales affectées à cette tâche seront supprimées. Enfin, s'agissant des améliorations structurelles, ce domaine sera réglé par la voie de conventions/programmes entre la Confédération et les cantons.

Eu égard principalement à l'évolution générale de la situation financière, le Conseil d'Etat estime devoir maintenir son objectif général de contenir l'enveloppe budgétaire en faveur de l'agriculture. Il appartient ensuite au Conseil d'Etat, sur proposition de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, dans le cadre du programme prévu à l'article 5 lettre a de répartir de manière idoine ce crédit global.

A signaler en particulier, en ce qui concerne le montant qui sera affecté au Fonds rural, il sera limité à 27 millions de francs (cf. art. 45), ce montant s'élevant à fin 2005 à environ 30 millions.

4.2 Incidences en matière de personnel

La réorganisation des entités administratives telle que proposée (cf. art. 7) devrait dégager à terme une économie d'un montant équivalent à environ deux équivalents plein temps dont deux postes de chef de service. Il est prévu que ces montants seraient réaffectés au financement des nouvelles mesures prévues par le présent projet de loi.

4.3 Incidence sur la répartition des tâches Etat-communes.

Le dispositif tel qu'il est conçu relève de la seule compétence de l'Etat.

4.4 Conformité au droit fédéral et eurocompatibilité

Il est rappelé que le projet de loi constitue à la fois une loi d'adaptation de la loi fédérale sur l'agriculture et une loi «cantionale» sur l'agriculture. Selon l'Office fédéral de l'agriculture, ce projet ne contient aucune mesure légale qui irait à l'encontre du droit fédéral. En ce qui concerne le droit cantonal, il n'apparaît pas non plus contraire au droit européen, étant donné qu'il ne contient aucune mesure qui intervient directement sur le prix des produits agricoles.

A signaler en particulier que ce projet, dans son ensemble et par rapport à l'état actuel des travaux en cours dans le canton, est compatible à la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT). Ces travaux s'orientent vers

la mise en place d'un système qui maintienne la participation des pouvoirs publics au niveau actuel.

BOTSCHAFT Nr. 246 *6. Februar 2006*
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Entwurf des Landwirtschaftsgesetzes

In seinen Regierungsrichtlinien und dem Finanzplan für die Legislaturperiode 2002–2006 tat der Staatsrat im Rahmen der Massnahmen, die er zu ergreifen beabsichtigte, seiner festen Absicht kund, sich für eine konsolidierte kantonale Landwirtschaftspolitik einzusetzen.

Er hob in diesem Zusammenhang hervor, dass die Agrarpolitik des Bundes, wie sie in den Berichten zur AP 2002 und 2007 festgelegt ist, eine Anpassung der kantonalen Gesetzgebung über den landwirtschaftlichen und paralandwirtschaftlichen Bereich erforderlich macht. Das Ziel bestand namentlich darin, ein kantonales Gesetz über die Landwirtschaft auszuarbeiten. Dieses sollte einerseits einen Teil mit reinen Ausführungsbestimmungen zum Bundesgesetz enthalten und andererseits in den Bereichen, die in der Zuständigkeit der Kantone belassen wurden, die kantonale Landwirtschaftspolitik festschreiben. Dabei wurden zwei Prioritäten ganz klar festgeschrieben: die Verwertung der Vorzüge der freiburgischen Landwirtschaft mit ihren Erzeugnissen einerseits und der Unterstützung des Erhalts und der Entwicklung gesunder und somit lebensfähiger Landwirtschaftsbetriebe andererseits. Der Entwurf des Landwirtschaftsgesetzes leistet den Regierungsrichtlinien somit Folge.

Die in der Volksabstimmung vom 16. Mai 2004 angenommene neue Kantonsverfassung verfügt ausserdem Folgendes:

«Der Staat fördert und unterstützt in Zusammenarbeit mit dem Bund die Land- und Forstwirtschaft in ihrer Schutz-, Ökologie-, Nutz- und Wohlfahrtsfunktion.» (Art. 74 KV).

Der vorgeschlagene Gesetzesentwurf entspricht dem Verfassungsauftrag.

Am 14. September 2005 hat das eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement im Rahmen des Berichts zur Agrarpolitik 2011 ein Vernehmlassungsverfahren zu den Änderungen des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft (LwG) eröffnet. Auch darauf wird Bezug genommen.

Die vorliegende Botschaft zur Erläuterung des Gesetzesentwurfs ist in die folgenden Kapitel eingeteilt:

1. Allgemeine Betrachtungen
2. Aufbau und Inhalt des Gesetzesentwurfs
3. Kommentar zu den wichtigsten Gesetzesbestimmungen
4. Auswirkungen des Entwurfs.

1. ALLGEMEINE BETRACHTUNGEN

1.1 Die Notwendigkeit, ein neues Gesetz zu schaffen

Der Landwirtschaftsbereich ist in der freiburgischen Gesetzgebung in zahlreiche Texte zerstreut, die nicht mehr an die Entwicklung der Agrarpolitik angepasst und zum Teil überholt sind.

Zu diesem formellen Grund kommt ein weiterer triftiger Grund hinzu, nämlich die Verantwortung des Staates – auch die kantonale – das Recht auf eine angemessene Ernährung zu gewährleisten und in diesem Zusammenhang die dafür notwendigen Strukturen aufrechtzuerhalten. Das oft in Vergessenheit geratene Recht auf Nahrung geht aus Artikel 11 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte hervor. Darin anerkennen die Vertragsstaaten einerseits das «Recht eines jeden auf einen angemessenen Lebensstandard für sich und seine Familie an, einschliesslich ausreichender Ernährung, Bekleidung und Unterbringung» und andererseits das «grundlegende Recht eines jeden, vor Hunger geschützt zu sein». Diese Bestimmung mag gegenwärtig zu einem Lächeln veranlassen, zumal die Schweiz und noch vielmehr unser Kanton, die Landwirtschaft eigentlich einstellen könnten, ohne dass dies für die Bevölkerung sofort markante Auswirkungen hätte, kann doch der Grundbedarf an Nahrungsmitteln importiert werden. Man vergisst jedoch, dass sich die Situation sehr schnell verschlechtern kann. Gewisse bedeutende Vorkommnisse haben uns vor kurzem daran erinnert. Das Vorsorgeprinzip findet hier seine Berechtigung und seine Anwendung. In Zukunft muss die Umsetzung des Rechts auf Nahrung sich an Vorgehen orientieren, die sich durch Sicherheit, Nachhaltigkeit, Verfügbarkeit der landwirtschaftlichen Produkte und Akzeptanz neuer Produktionsmethoden wie den GVO definieren. Dieser Gesetzesentwurf trägt diesen verschiedenen Problemkreisen Rechnung.

Die Landwirtschaft ist gleichzeitig Konsumentin und Produzentin von Gütern und von Dienstleistungen. Wie weiter unten erläutert, ist sie ein wichtiger Bestandteil der Wirtschaft, vor allem im Kanton Freiburg, in dem der Ernährungssektor besonders dynamisch ist. Unter diesem Gesichtspunkt muss im Entwurf des Landwirtschaftsgesetzes eine Politik festgelegt werden, die einen Anreiz zur Wirtschaftlichkeit bietet und gleichzeitig dafür sorgt, dass alle Akteure ein akzeptables Einkommen haben.

Es dürfte kaum nötig sein, darauf hinzuweisen, dass die Landwirtschaft mit ihren Aktivitäten zur Förderung einer nachhaltigen Entwicklung in den Bereichen regionale Entwicklung, Tourismus, Landschafts- und Naturschutz bei der dezentralen Besiedelung des Landes eine vorrangige Rolle spielt, zumal der grösste Teil des Kantonsgebiets für die landwirtschaftliche Tätigkeit genutzt wird. Auch dies ist ein wesentlicher Punkt dieses Gesetzesentwurfs, da er Instrumente zur Harmonisierung der verschiedenen Politikbereiche schafft.

1.2 Über die Rolle des Kantons in der Agrarpolitik

Die Agrarpolitik in der Schweiz fällt in erster Linie in die Zuständigkeit des Bundes. Dies bedeutet jedoch nicht notwendigerweise, dass die Kantone keinen Einfluss auf die Formulierung dieser Politik haben. So können sie einerseits auf dem Vernehmlassungsweg und über ihre Vertreter in den eidgenössischen Räten und andererseits über die Konferenz der kantonalen Landwirtschaftsdirektoren oder andere kantonale oder interkantonale Organisationen Einfluss nehmen.

Was die Umsetzung der Agrarpolitik des Bundes entsprechend der traditionellen Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen und unter Berücksichtigung des kooperativen Föderalismus betrifft, so sind zahlreiche Vollzugsaufgaben den Kantonen überlassen. Diese verfügen somit über einen gewissen Handlungsspielraum, ob es sich nun

um reine Vollzugsmassnahmen oder um Kompetenzdelegation handelt. Dies betrifft vor allem die Anwendung des Dispositivs zu den Strukturhilfen in den Bereichen Investitionskredite und Bodenverbesserungsbeiträge.

In einzelnen Bereichen sind die Kantone ausserdem ermächtigt, aus eigener Initiative zusätzliche Massnahmen zu jenen des Bundes vorzusehen oder eigene Instrumente zu entwickeln, was es ihnen ermöglicht, ihren Besonderheiten Rechnung zu tragen.

Dieser Entwurf des Landwirtschaftsgesetzes weist gleichzeitig die Züge eines Ausführungsgesetzes der Bundesgesetzgebung und eines «kantonalen» Gesetzes auf, das den Rahmen des staatlichen Einschreitens und/oder der staatlichen Unterstützung zugunsten der kantonalen Landwirtschaft regelt.

1.3 Ergebnis eines langen Konzertierungs- und Denkprozesses

Es wird niemandem entgangen sein, dass die Agrarpolitik des Bundes im Laufe der letzten 10 Jahre einen tief greifenden Wandel durchgemacht hat: von einem (vereinfacht gesagt) stark zentral gelenkten Wirtschaftssystem zu einer staatlichen Unterstützung über Direktzahlungen. Die Berichte des Bundes mit den Titeln «AP 2002», «AP 2007» und «AP 2011» sind Ausdruck dieser Entwicklung. Die freiburgische Landwirtschaft hat diese Entwicklung vor allem dank ihrer Strukturen und spezifischen Stärken meistern können, was jedoch mit grossen Anstrengungen verbunden war. Auch von Seiten der kantonalen Behörden wurden diese Veränderungen genau verfolgt, was in den Lageberichten von 1984 (Landwirtschaft 2000), 1993 (Landwirtschaft 2000+) und 2001 (Anpassung an die AP 2002) zum Ausdruck kommt. Es wurden neue Instrumente geschaffen, unter anderem der kantonale Landwirtschaftsfonds (1994), das Gesetz über Sömmerrungsbeiträge (1992) und das Gesetz über die Förderung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse (1997). Eine kurze Gesamteinschätzung dieses Dispositivs vermittelt den Eindruck, dass die festgelegten Zielsetzungen erreicht wurden und es nichts an Aktualität eingebüsst hat. Es sollte jedoch den neuen Anforderungen angepasst werden.

Kürzlich wurde eine eingehende Auseinandersetzung mit drei Bereichen abgeschlossen. Es ging um:

- die kantonale Zuchtpolitik im Zusammenhang mit dem Projekt zur Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA), namentlich die Übertragung der gesamten Zuständigkeit in der Zuchtpolitik an den Bund, wobei die ausschliesslich kantonalen Massnahmen in diesem Bereich von dieser Kompetenzübertragung nicht betroffen sind (vgl. Kapitel IV Punkt 1 S. 23);
- die Revitalisierung der Alpwirtschaft;
- die Optimierung der landwirtschaftlichen Kontrollen.

Auf die Schlussfolgerungen dieser Studien wird in Kapitel 3 eingegangen.

1.4 Die Ergebnisse der Vernehmlassung

Der Vorentwurf wurde während der Monate April, Mai und Juni 2005 bei den Direktionen des Staatsrats, ihren in erster Linie betroffenen Ämtern, den betroffenen Bundesämtern, den politischen Parteien, den landwirtschaftli-

chen und paralandwirtschaftlichen Organisationen und den Wirtschaftskreisen in die Vernehmlassung gegeben. Aus den 38 erfassten Antworten geht hervor, dass der Vorentwurf sowohl inhaltlich als auch strukturell wohlwollend beurteilt wurde. Vor allem gegen die Grundzüge des Entwurfs wurden keine Einwände vorgebracht. Als wichtigste positive Punkte wurden die folgenden genannt:

- erhöhte Transparenz im Bereich der Agrarpolitik, insbesondere verbesserte Lesbarkeit der Anwendung der Gesetzgebung;
- zweckmässige Zusammenfassung der Erlasse;
- verbesserte Koordination und Kohärenz der einzelnen Politikbereiche, insbesondere was die einheimischen und erneuerbaren Ressourcen betrifft;
- der Wille des Staatsrats, das Potential der freiburgischen Landwirtschaft aufrechtzuerhalten und zu entwickeln;
- die Konkretisierung der Unterstützung der Landwirtschaft, vor allem im Rahmen der Verarbeitung landwirtschaftlicher Produkte und der Produktion im Hinblick auf die Entwicklung erneuerbarer Energien, der technischen Entwicklung und der vor- und nachgelagerten Produktionszweige;
- die Notwendigkeit, dass sich der Kanton Freiburg ein starkes kantonales Landwirtschaftsgesetz zur Ergänzung der Bundesgesetzgebung gibt mit den folgenden Zielsetzungen:
 - allen Massnahmen, die zu einer Verbesserung und Lockerung des wirtschaftlichen Umfelds beitragen, Priorität einzuräumen;
 - innovative Massnahmen zu unterstützen;
 - die Ursprungsbezeichnungen und die für die Region typischen Produkte zu fördern;
 - die Bevölkerung über die Bedeutung der Beibehaltung einer starken, konsumentennahen Landwirtschaft zu informieren;
 - die wirtschaftliche Entwicklung in Interaktion mit andern Wirtschaftssektoren, insbesondere mit dem Tourismus, durch eine starke regionale Politik anzuregen und zu unterstützen;
 - den Handlungsspielraum der Raumplanung bestmöglich zu nutzen, um die nötige Flexibilität zu erhalten und neuen Herausforderungen gerecht zu werden;
 - die Rahmenbedingungen festzulegen, die einen Ausbau des Landwirtschaftssektors ermöglichen;
 - die Hervorhebung der nicht auf die Produktion bezogenen Aspekte der Landwirtschaft, namentlich Vermarktung, Werbung und Tourismus;
 - die Aufrechterhaltung der Landwirtschaftsbetriebe;
 - die Bedeutung der Unterstützung der Ernährungssouveränität, d.h. das Recht der Bevölkerung über die Herkunft und Qualität ihrer Nahrung entscheiden zu können;
 - die Absicht, die Verwaltungsarbeit und die Kontrollen zu vereinfachen;
 - die partnerschaftliche Haltung bei zahlreichen Tätigkeiten, die zu äusserst effizienten Synergien führen und zu den angestrebten Bemühungen beitragen kann.

Von den negativen Punkten oder den Aspekten, denen vermehrt Rechnung getragen werden sollte, seien die folgenden erwähnt:

- bessere Berücksichtigung der Interessen des Umweltschutzes;
- Stärkung des sozialen Aspekts der Bauernfamilie, der Stellung der Bäuerin in den Landwirtschaftsbetrieben, der Einkommen, der Arbeitsplätze, von Personen ohne Anstellung, von Landwirten in Pension und von der Niederlassung von Junglandwirten;
- klare Festlegung der Anzahl Landwirtschaftsbetriebe, die notwendig sind, um die Aufgaben der Landwirtschaft zu erfüllen, wie dies in gewissen Kantonen gehabt wird;
- klare Ablehnungshaltung gegenüber der Produktion gentechnisch veränderter Organismen (GVO);
- verbesserte Konkretisierung der Unterstützung der Landwirtschaft, insbesondere in finanzieller Hinsicht, und Bekräftigung der Absicht des Staatsrats in diesem Bereich; im gegenwärtigen Zustand erscheine der Vorentwurf als «praktisch leere Hülse»;
- die staatliche Unterstützung der Landwirtschaft sollte ganz allgemein nicht mehr als prioritäre Aufgabe des Staates betrachtet werden; das Eingreifen des Staates sei an diese Entwicklung anzupassen;
- Einführung einer Möglichkeit für den Staat, Gebühren zu erheben, um Aktivitäten in den Bereichen Information, Promotion und Verwertung für die Gesamtheit der freiburgischen Agrarprodukte zu fördern.

Diese Anmerkungen sowie weitere konkrete Vorschläge werden in den Kapiteln 3 und 4 besprochen oder berücksichtigt.

1.5 Perspektiven

Was die Agrarpolitik des Bundes betrifft, so hat der Bundesrat kürzlich die Handlungssachsen für die Strategie seiner Agrarpolitik für die Periode 2008–2011 formuliert. Sie lassen sich folgendermassen zusammenfassen:

- die Konkurrenzfähigkeit von Produktion und Verarbeitung durch Umlagerung von Marktstützungsmitteln in Direktzahlungen und durch Massnahmen zur Kostenenkung verbessern;
- die gemeinwirtschaftlichen Leistungen der Landwirtschaft unter Einbezug der umgelagerten Mittel in einem vereinfachten Direktzahlungssystem sicherstellen;
- die Wertschöpfung und die nachhaltige Entwicklung des ländlichen Raums fördern durch Erweiterung der Möglichkeiten zur Differenzierung der Produkte, Straffung der Absatzförderung und Unterstützung landwirtschaftlicher Projektinitiativen;
- den Strukturwandel, namentlich durch eine Lockerung des Boden- und Pachtrechts, erleichtern und ihn sozial abfedern;
- die Administration vereinfachen und die Kontrollen besser koordinieren.

Der vom Bundesrat gefasste Kurs wurde in die Bundesgesetzgebung übertragen und die entsprechenden Entwürfe sind in die Vernehmlassung gegeben worden. In

seiner Antwort hat der Staatsrat im Wesentlichen wie folgt Stellung genommen:

- Seiner Ansicht nach ist eine Konsolidierung der Reformen nötig. Er ist daher gegen eine Umlagerung von Marktstützungsmitteln in Direktzahlungen, die, grob geschätzt, für die kantonale Landwirtschaft mit einer Bruttoertragseinbusse von 30 Millionen Franken verbunden wäre. Der Staatsrat ist jedoch für die vorgeschlagenen Massnahmen zur Senkung der Produktionskosten und die Massnahmen zur Stärkung der Absatzförderung. Anreizsubventionen stellen zweifellos eine unerlässliche Ergänzung zur laufenden Liberalisierung dar;
- Die vorgeschlagenen Änderungen des bäuerlichen Bodenrechts, die dahingehen, dass die Schwelle für die Anerkennung als landwirtschaftliches Gewerbe erhöht und die Belastungsgrenze aufgehoben werden soll, scheinen unangemessen und müssen abgelehnt werden. Der Staatsrat ist auch der Ansicht, dass die Kontrolle der Kauf- und Pachtpreise beibehalten werden muss. Diese verschiedenen Werkzeuge haben sich bewährt und eine gewisse Stabilität in diesem Bereich stellt eine Sicherheit im Rahmen der laufenden Reformen dar;
- Der Staatsrat erachtet die Änderungen im Bereich Familienzulagen als wichtig und fortschrittlich, vor allem unter einem familienpolitischen Blickwinkel. Er begrüßt auch die Absicht, die Kontrollen zu vereinfachen, was im Übrigen auf kantonaler Ebene ein ständiges Anliegen ist. Gewisse Änderungen, die für die Kontrolle des ökologischen Leistungsnachweises vorgeschlagen wurden, sind jedoch nicht sinnvoll, zumal sie eine Praxis ändern, die weitgehend akzeptiert ist;
- Der Staatsrat stellt schliesslich fest, dass sich die AP 2011 auf den Einkommensvergleich und somit auf die soziale Nachhaltigkeit negativ auswirkt. Angesichts dieser Situation, die er als besorgniserregend erachtet, ist es wichtig, dass der finanzielle Rahmen auf keinen Fall reduziert wird, er muss vielmehr den ansteigenden Lebenskosten angepasst werden.

1.6 Der kantonale Kontext

Der Entwurf des kantonalen Landwirtschaftsgesetzes, der in seinen Grundzügen den zukünftigen Zielsetzungen der Agrarpolitik des Bundes entspricht, stärkt die befürworteten Massnahmen, die es im Hinblick auf die Stärken und Besonderheiten der freiburgischen Landwirtschaft zu konkretisieren gilt.

In Zahlen¹⁾ präsentiert sich die freiburgische Landwirtschaft für das Jahr 2003 wie folgt:

	FR	CH
→ Anzahl Betriebe	3 628	65 866
→ Im landwirtschaftlichen Sektor Vollzeitbeschäftigte		
– Männer	5 094	72 341
– Frauen	1 059	18 085
→ Im landwirtschaftlichen Sektor Teilzeitbeschäftigte		
– Männer	725	15 945
– Frauen	923	19 688
→ Landwirtschaftliche Nutzfläche (LN in ha)		
– insgesamt	77 008	1 067 055
– pro Betrieb	21,2	16,2

→ Fläche der wichtigsten Kulturen in ha		
– Brotgetreide	8 345	88 419
– Futtergetreide	7 175	78 138
– Kartoffeln	1 508	13 578
– Zuckerrüben	1 271	17 589
→ Milchproduktion		
– Rohmilch in Tonnen	305 438	3 228 247
→ Anzahl Tiere		
– Kühe	55 506	703 432
– Schweine	82 383	1 528 933
– Geflügel	1 239 091	7 444 591

¹⁾ Quelle: Bundesstatistik

Nach den gleichen Quellen des Bundesamts für Statistik entspricht der Wert der freiburgischen Produktion rund 7% der gesamtschweizerischen Produktion, während die landwirtschaftliche Bevölkerung des Kantons Freiburg rund 5,5% der landwirtschaftlichen Bevölkerung der ganzen Schweiz ausmacht.

Es sei darauf hingewiesen, dass sich die landwirtschaftliche Gesamtrechnung des Kantons Freiburg (LGR, Umsatz der Primärproduktion, die sich aus der eigentlichen landwirtschaftlichen Tätigkeit ergibt) gemäss den neuesten (noch nicht veröffentlichten) Daten des Bundesamts für Statistik von 1999 bis 2003 im Durchschnitt auf 717 Millionen Franken (gerundete Zahl) beläuft. Hinzu kommt ein Betrag in der Höhe von rund 160 Millionen Franken für Direktzahlungen. Berücksichtigt man auch die vor- und nachgelagerten wirtschaftlichen Aktivitäten, so kann das erzeugte Wirtschaftsvolumen auf über zweieinhalb Milliarden Franken geschätzt werden, da der erwähnte Umsatz bekanntlich mit drei multipliziert werden kann. Es ist somit offensichtlich, worum es für den Kanton geht: die Wirtschaftsleistung muss beibehalten, bzw. verstärkt werden.

In diesem Zusammenhang lässt sich nicht verschweigen, dass die Landwirtschaft von 1975 bis 2003 einem bedeutenden Wandel unterzogen war, vor allem was die folgenden wichtigsten statistischen Wirtschaftsdaten betrifft:

	FR/1975	CH/1975	FR/2003	CH/2003
Anzahl Betriebe	7 544	133 126	3 628	65 866
Im landwirtschaftlichen Sektor tätige Personen	10 209	147 921	6 153	90 516

Der direkte Beitrag des primären Sektors zum Bruttoinlandprodukt wird auf 2,6% geschätzt (Perspektiven Freiburger Wirtschaft, Amt für Statistik, Frühling 2005), d.h. rund 270 Millionen.

Eine summarische Beurteilung dieser Wirtschaftsdaten zeigt auf, dass auch wenn die Agrarwirtschaft im Kanton in puncto Arbeitsplätzen und Betrieben an Bedeutung verloren hat, ihr Beitrag an die freiburgische Wirtschaft mit einem auf über 2,5 Milliarden Franken geschätzten Volumen zumindest stabil geblieben ist. Diese Situation ist erfreulich: sie zeigt auf, dass die Strukturentwicklung die Produktivität der Landwirtschaft nicht gebremst hat. Eines der Hauptziele dieses Gesetzesentwurfs besteht in der Beibehaltung, bzw. Stärkung dieser Produktivität mit ihrem nicht zu vernachlässigenden Beitrag an die Freiburger Wirtschaft.

Es wäre offensichtlich falsch, die Aktivitäten des Landwirtschaftssektors lediglich unter rein wirtschaftlichen Gesichtspunkten zu beurteilen. Die Landwirtschaft geht darüber hinaus: Als Partner in der regionalen Entwicklung und der Entwicklung der damit verbundenen Wirtschaftssektoren, wie dem Tourismus oder allen Tätigkeiten, die insgesamt das Netz der kleinen und mittleren

Unternehmen bilden, kommt ihr auch ein wichtiger sozialer Aspekt zu.

Die Rolle der Landwirtschaft bei der Erhaltung einer lebenswerten, natürlichen Umwelt – eine nicht unbedeutende Funktion – braucht nicht mehr aufgezeigt zu werden. Der vorliegende Entwurf macht diesen Aspekt daher zu einer prioritären Zielsetzung. Der Slogan der kantonalen Wirtschaftsförderung «High-tech in the Green» hat nichts von seiner Stichhaltigkeit eingebüsst.

2. AUFBAU UND INHALT DES GESETZESENTWURFS

Bezug nehmend auf die oben erwähnten wichtigsten Aspekte, d.h.

- die Beibehaltung, bzw. Entwicklung des wirtschaftlichen Potentials der landwirtschaftlichen und mit der Landwirtschaft verbundenen Tätigkeiten,
- die Stärkung der Komplementarität der regionalen Wirtschaftsaktivitäten,
- die soziale Funktion der Landwirtschaft und ihre Rolle im Umweltbereich,
- die Gewährleistung einer kohärenten und rationalen Verwaltungsorganisation,

wurde der Entwurf in vier Hauptteile gegliedert, nämlich:

1. einen allgemeinen Teil, in dem sowohl der Anwendungsbereich des Gesetzes, als auch seine Zielsetzungen und die wichtigsten Massnahmen für deren Umsetzung festgelegt sind, wobei das Ganze einen allgemeinen Rahmen darstellt, in dem der Staat zugunsten der Landwirtschaft tätig zu sein gedenkt;
2. die Bestimmungen zur politischen Führung und der Verwaltung öffentlicher Aufgaben betreffend die Landwirtschaft, insbesondere die Bezeichnung von Organen und ihren Befugnissen;
3. die Beschreibung von staatlichen Interventionsmassnahmen, vor allem im Zusammenhang mit Strukturhilfen, der Förderung landwirtschaftlicher Erzeugnisse und dem Bodenschutz. In diesem Teil sind auch die allgemeinen Bedingungen und die Empfänger dieser verschiedenen Massnahmen, die in Vollzugsverordnungen noch genauer ausgeführt werden müssen, festgelegt;
4. im letzten Kapitel mit der Überschrift Schlussbestimmungen ist schliesslich die Aufhebung zahlreicher kantonaler Gesetze, von denen viele überholt sind oder die durch dieses Gesetz ersetzt oder angepasst werden, vorgesehen.

Dieser Gesetzesentwurf ist als Rahmengesetz konzipiert, in dem einerseits die zur Umsetzung vorgeschlagenen wesentlichen Massnahmen und andererseits die dazu notwendigen Bedingungen festgelegt werden. Es wäre nicht angebracht, in diesem Zusammenhang zahlreiche Details vorzusehen, die in Anbetracht der raschen und unvermeidlichen Entwicklung der betroffenen Bereiche schnell überholt wären. Es ist Aufgabe des Staatsrats, das allgemeine gesetzliche Instrumentarium, das ausgearbeitet werden wird, den Umständen entsprechend anzupassen. Dies umso mehr, als die Mehrzahl der vorgeschlagenen Massnahmen sich auf präzise und unterschiedliche Zielsetzungen bezieht. So lässt sich vermeiden, dass gewisse Massnahmen permanent angewendet werden müssen. Dieses Ziel lässt sich nur dann umsetzen, wenn die rechtlichen Grundlagen eine gewisse Flexibilität ermöglichen.

lichen. Hinzukommt, dass der Bundesrat gemäss dem Bundesgesetz über die Landwirtschaft (Art. 6) gehalten ist, seine Agrarpolitik alle vier Jahre zu überprüfen.

3. KOMMENTAR ZU DEN WICHTIGSTEN GESETZESBESTIMMUNGEN

Art. 1 *Gegenstand*

Wie weiter oben ausgeführt, nimmt dieser Artikel im Wesentlichen den Verfassungsauftrag für die Landwirtschaft auf, vor allem unter dem Blickwinkel der nachhaltigen Entwicklung. Es wird auch darauf hingewiesen, dass in diesem Gesetz sowohl Ausführungsbestimmungen des Bundesrechts, die als reinen Vollzug oder die Übertragung von Aufgaben zu betrachten sind, als auch Bestimmungen, die den dem Kanton eigenen Tätigkeitsbereich zugunsten der Landwirtschaft festlegen, enthalten sind. In seiner Antwort auf die Vernehmlassung war das Bundesamt für Landwirtschaft der Ansicht, dass der Entwurf nicht im Widerspruch zur Agrarpolitik des Bundes steht, und es nahm die kantonspezifischen politischen Massnahmen zur Kenntnis.

Der Staatsrat bringt auch klar seine Absicht zum Ausdruck, dass jegliche durch den Gesetzesentwurf eingeführte staatliche Aktivität unter Berücksichtigung der Anforderungen der nachhaltigen Entwicklung und ihren wirtschaftlichen, ökologischen und sozialen Komponenten erfolgen müsse. In einer Stellungnahme zum Konsultationsverfahren wurde der Wunsch geäussert, dass den Interessen des Umweltschutzes in diesem Zusammenhang mehr Platz eingeräumt werde. Es sei darauf hingewiesen, dass sich mehrere Gesetzesbestimmungen ausdrücklich oder implizit auf die Berücksichtigung der Umweltanliegen beziehen (vgl. namentlich Art. 2 Bst. b, Art. 3 Bst. f, Art. 16 Abs. 1 Bst. d, Art. 34 und Art. 35–38). Im Übrigen bindet das Bundesgesetz über die Landwirtschaft alle Bundeshilfen, insbesondere die Ausrichtung von Direktzahlungen, an den ökologischen Leistungsnachweis. Dieser Gesetzesentwurf ist, wie gesagt, als Rahmengesetz konzipiert; es muss nicht sämtliche konkreten Situationen regeln, insbesondere was den Aspekt der Produktionsbedingungen betrifft. In diesem Zusammenhang stellen die Spezialgesetze noch grössere Anforderungen, wie z.B. in den Bereichen Gewässerschutz, Naturschutz und Luftreinhaltung. Das Gesetz ermöglicht außerdem die Unterstützung von speziellen Investitionen im Hinblick auf eine bessere Berücksichtigung gewisser Umweltaspekte. Eine effiziente und bewährte Massnahme im Zusammenhang mit der Produktion, die Anbaumethoden zum Schutz landwirtschaftlicher Böden nach dem Dekret vom 26. Juni 2003 (SGF 811.2), wurde aufgrund der Motion von Ueli Johner-Etter, die vom Grossen Rat in der Dezembersession 2005 für erheblich erklärt wurde, aufgenommen.

Art. 2 *Zielsetzungen*

Artikel 2 legt die Rahmenbedingungen fest, unter denen der Saat zu handeln beabsichtigt. Diese Bedingungen dienen vor allem als Leitlinien des staatlichen Handelns, sowohl im Hinblick auf die Umsetzung von Zielsetzungen als auch für die Auslegung und den Vollzug der in diesem Entwurf vorgesehenen Massnahmen. Es sei vor allem auf die folgenden Punkte hingewiesen:

- Buchstabe a) erinnert als Erstes klar an die traditionelle Aufgabe der Nahrungsmittelproduktion, entsprechend dem allgemeineren Auftrag des Staates, die Versorgung

seiner Bevölkerung zu gewährleisten. Dies impliziert nicht nur, dass dem Produzenten für seine Arbeit ein angemessener Preis bezahlt werden sollte, sondern auch, dass unter den gegebenen Umständen der einheimischen Produktion der Vorzug gegeben werden sollte.

In dieser Bestimmung ist außerdem festgehalten, dass die Nahrungsmittelproduktion qualitativ hochstehend sein und den Bedürfnissen der Bevölkerung entsprechen muss. Diese qualitativen Anforderungen betreffen nicht nur Erzeugnisse mit hoher Wertschöpfung, wie z.B. Produkte mit kontrollierter Ursprungsbezeichnung (AOC), sondern auch Erzeugnisse, die zumindest die gesetzlichen Anforderungen im Bereich Konsumentenschutz erfüllen. Daraus folgt, dass der Staat sowohl die Verfahren, die der Produktion und den Erzeugnissen einen Mehrwert verleihen und das Vertrauen der Konsumenten durch angemessene Kontrollen stärken, unterstützen, als auch zur Schaffung von Qualitätssicherungsverfahren beitragen sollte (vgl. Artikel 3 Bst. e). Es versteht sich von selbst, dass für die Umsetzung dieser Zielsetzungen in erster Linie die betreffenden Personen selbst verantwortlich sind, also die Nahrungsmittelproduzenten und Verarbeiter. Diese anerkannten Vorteile stärken somit die Nahrungsmittelproduktion in der Nähe, die bestimmte Personen gerne durch gesetzliche Massnahmen besonders geschützt sehen würden.

Was die Produktion von qualitativ hochstehenden Produkten betrifft, so wurde im Rahmen der Vernehmlassung der Vorschlag gemacht, dass das Gesetz die Produktion von gentechnisch veränderten Lebensmitteln (GVO) klar verbieten sollte. Diese für die Zukunft unsrer Nahrungsmittel äusserst wichtige Frage (vgl. Kap. I. Punkt 1.1) wird breit diskutiert und die Positionen sind sowohl auf der einen als auch auf der anderen Seite sehr bestimmt. Das Volk hat erst kürzlich, bei der Abstimmung vom 27. November 2005 über die Volksinitiative «für Lebensmittel aus gentechnikfreier Landwirtschaft», dazu Stellung nehmen müssen. Der Staatsrat ist der Ansicht, dass diese Frage auf jeden Fall nicht in den Zuständigkeitsbereich des Kantons gehört, sondern auf Bundes- oder auf europäischer Ebene geregelt werden sollte. Es sei in diesem Zusammenhang auch daran erinnert, dass es bereits ein Gentechnikgesetz gibt, das den Kantonen keinen Spielraum lässt, um auf diesem Gebiet gesetzgeberisch tätig zu werden. Es ist im Übrigen auch offensichtlich, dass sich eine solche Einschränkung auf dem Kantonsgebiet aufgrund der Verarbeitungsmethoden und komplexen Handelsbeziehungen nur schwer umsetzen liesse. Es liegt hingegen bei den Produzenten oder Verarbeitern selbst, durch eine geeignete Kennzeichnung geltend zu machen, dass ihre Produkte GVO-frei sind, und andererseits bei den Konsumenten, ihre Wahl zu treffen. Gemäss dem Gesetzesentwurf ist es die Aufgabe des Staates, dafür zu sorgen, dass die Vorschriften in diesem Bereich transparent sind und strikte angewendet werden. In Artikel 27a des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft ist die Produktion, Züchtung, Einführung, Freisetzung oder das Inverkehrbringen gentechnisch veränderter landwirtschaftlicher Erzeugnisse oder Hilfsstoffe genau geregelt. Im Reglement über die Herstellung von Freiburger Vacherin ist beispielsweise unter Beachtung des gesetzlichen Rahmens garantiert, dass das Produkt GVO-frei sein muss.

Gewisse landwirtschaftliche Organisationen haben den Wunsch geäussert, dass genau erläutert werde, um

welche Produktion es sich handle, also z.B. um Tierproduktion oder Zucht. Solche Präzisierungen sind überflüssig, zumal sich diese Bestimmung auf die ganze landwirtschaftliche Produktion bezieht, auch wenn selbstverständlich gewisse Produktionsarten von grösserer Bedeutung sind.

b) Aus Buchstabe b) dieses Absatzes geht hervor, dass die landwirtschaftliche Produktion auch der Herstellung von Brennstoffen, Treibstoffen oder anderen erneuerbaren Rohstoffen gewidmet sein kann. Es stimmt, dass für ein solches Programm vor allem der Bund zuständig ist. Der Kanton kann jedoch auch hier eine Rolle übernehmen, wenn Verarbeitungslösungen in der Nähe des Produktionsortes in Betracht gezogen werden können; er könnte vor allem zu einer Reduktion des CO₂-Ausstosses beitragen und in Anbetracht des unvermeidlichen Versiegens fossiler Energien geeignete Voraussetzungen schaffen.

Es sei auch darauf hingewiesen, dass der Grosser Rat kürzlich eine Motion von Joseph Fasel über die Energiebewirtschaftung im Kanton/Energie aus Biomasse (TGR 2005, S. 1015 ff.) für erheblich erklärt hat. In der unausweichlichen Debatte über die Zukunft der Energieversorgung muss die Landwirtschaft ihre Rolle volumnäglich wahrnehmen, zumal die Schweizer Landwirtschaft verglichen mit anderen Ländern in diesem Bereich einen grossen Rückstand zu verzeichnen hat. Absatz b) verfolgt somit zwei Zielsetzungen: einerseits die Herstellung erneuerbarer Energiestoffe und andererseits die Förderung der Verwendung solcher nicht fossiler Energien in der Landwirtschaft.

c) Unter Buchstabe c) von Artikel 2 wird erläutert, dass Landwirtschaftsbetriebe, die als Familienbetriebe geführt werden, unterstützt werden sollen. Betriebe mit industriellem Charakter sind somit nicht inbegriffen. Diese naheliegende Unterscheidung lässt natürlich einen Interpretationsspielraum offen; erst in der Praxis werden sich präzise Kriterien etablieren. Diese Unternehmen müssen leistungsfähig sein, und zwar unabhängig von ihrer Grösse. Aus dem Vernehmlassungsverfahren ging hervor, dass es von gewissen Personen als sinnvoll erachtet wurde, festzulegen, wie viele Betriebe beibehalten werden sollten, damit die freiburgische Landwirtschaft ihre Aufträge erfüllen kann. Diese Zielsetzung ist zwar legitim, jedoch nur schwer umsetzbar. Es liegt in erster Linie bei den Betroffenen selbst, über die Zukunft ihres Betriebs zu entscheiden. Das Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht legt seinerseits fest, unter welchen Bedingungen ein landwirtschaftliches Gewerbe, das als solches anerkannt ist, aufgeteilt werden kann. Aus einem allgemeinen politischen Standpunkt betrachtet, scheint es wenig sinnvoll, jeglicher strukturellen Entwicklung der Landwirtschaftsbetriebe den Riegel zu schieben; dies umso mehr, als in gewissen Fällen die öffentliche Hand einschreiten müsste, um Betriebe zu unterstützen, deren wirtschaftliche Zukunft nicht gesichert ist. Daher wird in dieser Bestimmung der Anspruch gestellt, dass die Betriebe «leistungsfähig» sein müssen.

In Anbetracht des immer grösser werdenden Interesses vieler Betriebe an einer Zusammenarbeit wird erwähnt, dass Betriebsgemeinschaften in gleichem Masse Hilfen erhalten können wie Einzelbetriebe; sie können sogar von Vorzugsbedingungen profitieren (vgl. Art. 21 Abs. 2).

d) Buchstabe d) dieses Artikels weist darauf hin, dass die Agrarwirtschaft eine entscheidende Komponente in der Entwicklung des ländlichen Raumes darstellt und gemeinsam mit anderen Politiken zur Entwicklung des ländlichen Raumes, insbesondere des Tourismus, und zum Aufschwung verschiedener Wirtschaftszweige im ländlichen Milieu beitragen kann. Unter diesem Aspekt ist die Koordination mit der Gesetzgebung in den Bereichen regionale Entwicklung und Tourismus gewährleistet.

So sieht das Gesetz über den Tourismus (TG), das im Grossen Rat vor kurzem behandelt wurde (TGR 2005, S. 876 ff.), unter seinen Zielsetzungen vor, die Synergien zwischen dem Tourismus und den anderen Wirtschaftsaktivitäten, insbesondere jene des Primärsektors zu nutzen, und so den Agrotourismus zu fördern. Was die regionale Entwicklung betrifft, so wird den Interessen der Landwirtschaft im Rahmen der laufenden Arbeiten in Folge des Postulats Bourgeois/Kuennlin (TGR 2003 S. 395 ff.) und der Überprüfung der zukünftigen Regionalpolitik Rechnung getragen. Es sei vor allem darauf hingewiesen, dass die Zielsetzungen dieses Gesetzes den neuen Ausrichtungen der Regionalpolitik des Bundes entsprechen.

e) Mit der unter Buchstabe e) vorgesehenen Zielsetzung soll auf kantonaler Ebene ein Ziel der Agrarpolitik des Bundes verstärkt werden, nämlich die Pflege der Kulturlandschaft und die Erhaltung der natürlichen Ressourcen. In der Praxis geht es darum, für die Harmonisierung manchmal gegensätzlicher Zielsetzungen in den erwähnten Bereichen zu sorgen, wobei selbstverständlich auch in diesem Zusammenhang die Bedeutung der Gesetzgebung über die Kulturgüter berücksichtigt werden muss, insofern als ein Teil des in unserem Kanton erbauten Kulturgutes landwirtschaftlichen Ursprungs ist und nach wie vor vom landwirtschaftlichen Sektor bewirtschaftet wird.

f) Mit der Bestimmung unter Buchstabe f) wurde ein im Rahmen der Vernehmlassung gemachter Vorschlag übernommen. Diese Zielsetzung ist insofern zulässig, als offenbar zahlreiche Tätigkeiten, die im Rahmen der grünen Berufe ausgeübt werden und im allgemeinen Interesse sind, von der Allgemeinheit verkannt werden. Die in Kapitel 5 vorgesehenen allgemeinen Förderungsmassnahmen ermöglichen eine Konkretisierung dieser Zielsetzung.

g) Unter Buchstabe g) wird die klare Absicht ausgedrückt, die Verwaltungstätigkeit an sich im landwirtschaftlichen Bereich so rationell wie möglich zu organisieren und die Schritte und administrativen Verfahren für den Einzelnen so weit als möglich zu vereinfachen. Es ist eine allgemein bekannte Tatsache, dass die Zunahme der gesetzlichen Anforderungen in so verschiedenen Bereichen wie Raumplanung, Produktionsarten (integrierte Produktion oder biologischer Landbau), Umwelt- und Tierschutz eine Vervielfachung und Verkomplizierung der administrativen Verfahren zur Folge hat. Um diese zum Teil unvermeidliche Entwicklung besser steuern zu können, wurden zwei Ansätze verfolgt, nämlich die Reorganisation der Dienststellen der Verwaltung und die Optimierung der Kontrollen. Der Gesetzesentwurf sieht somit eine Zusammenlegung verschiedener Ämter und die Vereinigung der ihnen zugewiesenen Aufgaben unter dem gleichen Dach vor. Davon betroffen sind das Amt für Landwirtschaft (LwA), das Meliorationsamt (MeLA) und die kantonale Zentralstelle für

Agrarkredite (ZAKF), ein Organ der Autonomen landwirtschaftlichen Amortisationskasse (ALAK). Nebst den daraus resultierenden Einsparungen, die zur Finanzierung der Ausweitung der vorgeschlagenen Massnahmen vorgesehen sind, wird mit der Integration der Dienststellen auch einer Zielsetzung des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) Rechnung getragen. Dieses verlangt, dass die Kantonsverwaltung rationell, leistungsfähig und transparent organisiert und die Zahl der Verwaltungseinheiten möglichst klein gehalten werden muss (Art. 44 Abs. 2 SVOG).

Was die Kontrollen betrifft, so setzte man sich mit dieser Frage, wie bereits erwähnt, in einer Studie eingehend auseinander. Die Gesamtproblematik wurde erfasst, indem ein Inventar aller gesetzlich festgelegten und von der Produktion (private Labels) selbst vorgesehenen Kontrollen erstellt wurde, um einerseits ihre Notwendigkeit besser abschätzen und sie andererseits besser aufeinander abstimmen zu können. Es wurden verschiedene Varianten zur Sprache gebracht, namentlich eine verbesserte Koordination der Kontrollen innerhalb der Ämter und die Einsetzung einer Koordinationsstelle. Die weiter oben vorgeschlagene Zusammenlegung der Dienststellen, die für Aufgaben im landwirtschaftlichen Bereich zuständig sind, würde zweifellos die angestrebte Konzentration der Kontrollen ermöglichen, wobei davon ausgegangen wird, dass es danach Sache des Amtes ist, sich entsprechend zu organisieren, damit das gewünschte Ziel erreicht wird. Diese Studie dient ausserdem als unerlässliche Quelle für die Verordnungen, die die Befugnisse, Kompetenzen und die Organisation regeln und die der Staatsrat wird erlassen müssen.

Nach der Annahme der Motion Bourgeois (TGR 2004, S.8) ist ein Projekt in Planung, das die Optimierung der Kontrollen und der Bekämpfung von Betrug im Lebensmittelbereich zum Ziel hat. Dieses Projekt wird offensichtlich einen bedeutenden Einfluss auf die Organisation der Kontrollen im Zusammenhang mit Nahrungsmitteln, namentlich in der Landwirtschaft, haben.

h) Buchstabe h) kommt ein ausgeprägter sozialer Aspekt zu, auch wenn er sicherlich weniger explizit ist, als dies viele Vernehmlassungsteilnehmer gewünscht hätten, die vorgeschlagen hatten, diese Bestimmung im Zusammenhang mit dem Platz der Bauernfamilie, der Bäuerinnen, der landwirtschaftlichen Angestellten, der Personen ohne Anstellung infolge einer Betriebsaufgabe, der Landwirte in Pension und der Niederlassung von Junglandwirten zu verstärken. Es wurde ausserdem vorgeschlagen, Finanzhilfen für Landwirte zu schaffen, die sich zu einer Umschulung gezwungen sehen und in der Landwirtschaft nur noch Teilzeit beschäftigt sind, z.B. durch die Schaffung eines kantonalen Umschulungsfonds. Die gestellten Fragen mögen zwar angebracht sein, ein Landwirtschaftsgesetz kann jedoch eine Gesetzgebung, die hauptsächlich auf den sozialen Bereich ausgerichtet ist, nicht ersetzen. Insofern als jedoch ein Bezug zur landwirtschaftlichen Tätigkeit besteht, wurden in den betreffenden Bereichen die folgenden Lösungen übernommen:

- Die Bauernfamilie: Ihr kommt ein bedeutender Platz zu, da die Unterstützung der Tätigkeit von Familienbetrieben eine vorrangige Zielsetzung ist.
- Die Bäuerin: Sie erfüllt in den meisten Fällen eine doppelte Funktion, die entweder gleichzeitig oder getrennt wahrgenommen werden kann. Es geht ei-

nerseits um die Unternehmensleitung und andererseits um die Mitarbeit. In beiden Situationen besteht die wichtigste Funktion des Staates darin, eine effiziente berufliche Ausbildung anzubieten. Diese Bildungs- und Beratungsleistung ist in Artikel 3 Bst. b des Entwurfs definiert; sie richtet sich an alle in den Bereichen Landwirtschaft und Paralandwirtschaft tätigen Personen, wobei sich bestimmte Bildungsbereiche in erster Linie und wunschgemäß an die Bäuerinnen richten, wie z. B. Gästebewirtung, Agrotourismus oder Direktverkauf ab dem Hof. Diese Leistungen existieren bereits.

- Die landwirtschaftlichen Angestellten: Die getroffenen Massnahmen sollen die Existenzbedingungen der landwirtschaftlichen Bevölkerung verbessern. Sie sollen es den verantwortlichen Einheiten ermöglichen, vor allem mit der Schaffung von Normalarbeitsverträgen für verbesserte Arbeitsbedingungen zu sorgen.
- Die pensionierten Landwirte: Wie in den anderen Sektoren der Wirtschaft liegt es vor allem bei den Betroffenen selbst, dafür zu sorgen, dass sie eine angemessene Rente erhalten. Im Übrigen haben sie ein Anrecht auf die üblichen Sozialleistungen.
- Die berufliche Umschulung: Der Bund kann Beihilfen für die Umschulung in einen nicht landwirtschaftlichen Beruf leisten (vgl. Art. 86a LwG). Diese Hilfe scheint ausreichend zu sein. Eine zusätzliche kantonale Hilfe drängt sich nicht auf.
- Die Niederlassung von Junglandwirten: Gemäss dem Bundesgesetz über die Landwirtschaft kann Junglandwirten bei der Übernahme eines Betriebs eine einmalige Starthilfe in der Form eines Investitionskredits gewährt werden. Auch hier drängt sich eine zusätzliche kantonale Hilfe nicht auf.
- Betriebshilfen: Siehe Kommentar zu Artikel 39.

Art. 3 Massnahmen

In diesem Artikel werden die allgemeinen Massnahmen zur Sprache gebracht, die der Staat ergreifen will, um die erwähnten Zielsetzungen zu konkretisieren. Nebst einer allgemeinen Verbesserung der Produktionsgrundlagen durch die Entwicklung von Infrastrukturen, Techniken und der Förderung der Produktivität (Bst. a) bestätigt der Gesetzesentwurf einerseits die vorrangig staatliche Aufgabe der Ausbildung, Beratung und angewandten Forschung (Bst. b und c) und andererseits die Unterstützung verschiedener Verfahren zur Entwicklung neuer Produkte, der Sicherung ihrer Qualität und ihres Absatzes (Bst. d und e) sowie die Integration regionaler Entwicklungspolitiken und die Stärkung sozialer Massnahmen.

Es sei insbesondere darauf hingewiesen, dass im Gegensatz zur bestehenden Situation der Bereich Hauswirtschaft unter Artikel 3 Bst. b nicht ausdrücklich erwähnt wird. Dieser Bereich wird gegenwärtig sowohl auf kantonaler als auch auf Bundesebene einer Prüfung unterzogen und es sollte daher abgewartet werden, was entschieden wird. In diesem Zusammenhang sei auch auf Artikel 8 verwiesen.

Art. 4 Anwendungsbereich

In diesem Artikel wird der Anwendungsbereich des Gesetzes festgelegt, der, um jegliches Missverständnis zu vermeiden, jenem des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft entspricht, vor allem auch, da ja das kantonale

Gesetz (LandwG) ein Anwendungsgesetz des Bundesgesetzes ist (vgl. Art. 1. Abs. 2).

Die Vorschriften des Bundesgesetzes im Bereich Bodenverbesserungen sind jedoch im kantonalen Gesetz über die Bodenverbesserungen geregelt. Diese Lösung ist zweckmäßig aufgrund der Einheit und der Besonderheit der Materie, insbesondere im Zusammenhang mit Güterzusammenlegungen. Daher der Vorbehalt in Artikel 2. Es sei ausserdem auf Artikel 43 des Entwurfs verwiesen.

Art. 5 Staatsrat

Unter Buchstabe a) dieses Artikels ist vorgesehen, dass der Staatsrat alle vier Jahre agrarpolitische Richtlinien festlegt. Dieses neue Instrument sollte einen Überblick über die Entwicklung der verschiedenen Landwirtschaftssektoren ermöglichen. Mit dieser umfassenden Analyse sollte die Umsetzung geeigneter Massnahmen und die Bereitstellung der damit verbundenen Mittel ermöglicht werden. In besonderen Fällen, d.h. im Falle von äusserst umfangreichen Finanzhilfen, wird der Staatsrat auch über deren Gewährung entscheiden müssen (vgl. Art. 5 Bst. b). In der Ausführungsverordnung wird genau festgelegt, wie die Befugnisse zwischen dem Staatsrat und der Direktion in diesem Bereich aufgeteilt werden. Dabei werden sowohl der Betrag als auch die Art der betreffenden Hilfen berücksichtigt.

Art. 6 Direktion

Der für Landwirtschaftsfragen zuständigen Direktion werden in diesem Artikel allgemeine Befugnisse übertragen. Dieses Vorgehen entspricht den Bestimmungen des Gesetzes über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG). Die Direktion hat den Auftrag, allgemein über Finanzhilfen zu entscheiden, mit Ausnahme der Direktzahlungen, für die das Amt für Landwirtschaft zuständig ist. Die Direktion hat ausserdem die Möglichkeit, diese Aufgabe bei Beträgen von geringer Bedeutung zu delegieren.

Die vorgeschlagene Kompetenzdelegation entspricht im Übrigen mehr oder weniger der gegenwärtigen Situation. Ausserdem legt die administrative Regorganisation sowohl aus Gründen der Transparenz als auch der Vereinfachung nahe, dass eine einzige Instanz über alle Finanzhilfen entscheidet, die nicht als Direktzahlung im Sinne der Bundesgesetzgebung gelten. Diese Instanz müsste in einem von der Bundesgesetzgebung und der kantonalen Ausführungsgesetzgebung genau festgelegten Rahmen entscheiden. Bedeutende Projekte werden sowohl vom Bund als auch vom Kanton einer Vorprüfung unterzogen. Es sei ausserdem auf Artikel 43 verwiesen.

Art. 7 Amt für Landwirtschaft

Wie weiter oben erwähnt, ist vorgesehen, dass das zukünftige Amt für Landwirtschaft das gegenwärtige Amt für Landwirtschaft, das Meliorationsamt und die kantonale Zentralstelle für Agrarkredite der Autonomen Landwirtschaftlichen Amortisationskasse (ALAK), die vor allem für die Verwaltung von Investitionskrediten zuständig ist, unter sich vereinigt.

Aufgrund der umfangreichen Zusammenlegung verschiedener Aufgaben, die zwei anderen Dienststellen übertragen sind, und der Bedeutung der Entscheide, die es im Bereich Direktzahlungen zu fällen haben wird, ist es besonders gerechtfertigt, das Amt für Landwirtschaft

in der Spezialgesetzgebung als solches zu bezeichnen (Art. 71 SVOG).

Art. 8 Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg

In diesem Artikel wird die Übertragung der Bildungs-, Beratungs- und Dienstleistungsaufgaben in den Bereichen Landwirtschaft, Paralandwirtschaft und Lebensmitteltechnologie an das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg in Grangeneuve (LIG) bestätigt. Ziel ist es, aus dem Institut ein Kompetenzzentrum in den «Grünen Berufen», der Landwirtschaft und der Lebensmitteltechnologie zu machen, seine Dienstleistungen auszuweiten und somit den in Artikel 3 Bst. b–e festgelegten Zielsetzungen gerecht zu werden.

Mit der vorgeschlagenen Lösung wird somit im Wesentlichen die gegenwärtige Lösung übernommen, die sich bis heute bewährt hat. Es sei in diesem Zusammenhang auf die Wechselwirkung zwischen der Bildungs- und Beratungstätigkeit einerseits sowie dem landwirtschaftlichen und paralandwirtschaftlichen Bereich und den mit der Lebensmitteltechnologie verwandten Branchen andererseits hingewiesen. Die Effizienz einer solchen Lösung ergibt sich aus dem Nebeneinander von Bildungsaufgaben und solchen technischer Natur im Zusammenhang mit der beruflichen Praxis (Dienstleistungs- oder Beratungstätigkeit), die von den gleichen Personen wahrgenommen werden. Mit einer Stärkung dieser Lösung lässt sich vor allem die Zielsetzung in Artikel 3 gewährleisten, nämlich Ausbildungen anzubieten, die den Bedürfnissen der Wirtschaft und der Gesellschaft (also den Empfängern dieser Leistungen) angepasst sind. So ergeben sich Synergien, Quellen einer optimalen Nutzung der nötigen Ressourcen und der Effizienz (vgl. ausserdem Bemerkungen zu Artikel 15).

Im Rahmen der Vernehmlassung wurde verschiedentlich geäussert, dass die Bildungstätigkeit im Bereich Hauswirtschaft ebenfalls dem LIG übertragen werden sollte (vgl. Bemerkung zu Artikel 3). Wie bereits unter Artikel 3 erwähnt wurde, wäre es in Anbetracht der Entwicklung dieses Fachs auf Bundesebene verfrüht, eine Wahl zu treffen.

Um jegliche Zweifel, die im Rahmen der Vernehmlassung in diesem Zusammenhang laut geworden sind, aus dem Weg zu räumen, sei darauf hingewiesen, dass die Ausbildung in den traditionellen Berufen, und genau genommen auch die Unterbringung und die Restauration, beim gegenwärtigen Stand nicht in den Bereich dieses Gesetzes gehören.

Die angewandte Forschung und die Versuche werden von den Berufsleuten sehr geschätzt, zumal sie ein äusserst wichtiges Bindeglied zur Grundlagen- oder mehr theoretischen Forschung darstellen. Dies ist vor allem der Fall bei der Anwendung neuer Produktionsmethoden und der Verwendung neuer Produktionsmittel. Konkret kann es darum gehen, neue Verfahren oder Produkte zu testen, z.B. neue Behandlungs-, Dünger- oder Zuchtvarianten (Kreuzung oder Fütterung), oder Fabrikationsmethoden im Lebensmittelbereich, insbesondere in der Milch- und Käseindustrie. Daher muss das LIG über eine angemessene Infrastruktur verfügen (Landwirtschaftsbetriebe oder Produktionswerkstätten). Die Ergebnisse der angewandten Forschung und der so durchgeföhrten Versuche sind deshalb besonders wertvoll, weil sie unter ähnlichen Bedingungen wie auf den Landwirtschafts- oder Lebens-

mittelbetrieben durchgeführt werden. Sie können somit direkt angewendet werden und ergänzen andere, grundlegendere Forschungstätigkeiten.

Absatz 2 ist wie auch schon heute eine allgemeine Kompetenznorm zugunsten des LIG im Zusammenhang mit der Wahrnehmung von Aufgaben oder Dienstleistungen, die von der Gesetzgebung des Bundes oder des Kantons – nicht nur im Bereich Landwirtschaft, sondern auch in der Spezialgesetzgebung – vorgesehen oder vorgeschrieben sind und die wissenschaftliche oder technische Kenntnisse in den erwähnten Bereichen voraussetzen. Dies ist zum Beispiel der Fall beim kantonalen Pflanzenschutdzienst (vgl. Art. 150 LwG), bei den für die Qualitätssicherung zuständigen Diensten (vgl. Art. 11 LwG) oder auch für Dienstleistungen nach Artikel 25 dieses Gesetzes. So kann das LIG nach Modalitäten, die noch festgelegt werden müssen, aufgefordert werden, mit anderen landwirtschaftlichen Organisationen zusammenzuarbeiten.

Die Aufgabenteilung zwischen dem Amt für Landwirtschaft und dem Landwirtschaftlichen Institut des Kantons Freiburg (LIG) geht somit aus den Artikeln 7 und 8 hervor, wobei sich das Amt für Landwirtschaft vor allem um administrative Aufgaben und das LIG um die Ausbildung und technische Dienstleistungen kümmert.

Art. 9 Örtliche Landwirtschaftsverantwortliche

Dieser Artikel sieht die Einsetzung von örtlichen Landwirtschaftsverantwortlichen vor, deren Aufgabe in erster Linie in der Mitarbeit bei gewissen administrativen Aufgaben besteht. Die Direktion ist dafür zuständig, ihre Tätigkeitsgebiete festzulegen. Nach der gegenwärtigen Praxis entsprechen die Tätigkeitsgebiete jeweils einer Gemeinde, wobei je nach Anzahl der Landwirtschaftsbetriebe Gemeindegebiete auch zusammengelegt oder aufgeteilt werden können. Die Gemeindebehörden können somit von ihrer Hilfe profitieren. Die Aufgaben der örtlichen Landwirtschaftsverantwortlichen werden von der Direktion festgelegt. Da die örtlichen Landwirtschaftsverantwortlichen durch dieses Gesetz eingesetzt werden, kann das Gesetz über die örtlichen Landwirtschaftsverantwortlichen aufgehoben werden (vgl. Art. 42).

Art. 10 Weinbaukommissäre

Die Erfahrung hat gezeigt, dass die Zusammenarbeit mit einem Ansprechpartner der Kantons- und Gemeindeverwaltung für jeden Rebberg des Kantons Freiburg sowohl für die Berufsleute als auch für die Dienststellen der Verwaltung einem offensichtlichen Bedürfnis entsprechen. Wie bei den örtlichen Landwirtschaftsverantwortlichen werden auch ihre Aufgaben von der Direktion festgelegt.

Art. 11 Landwirtschaftskommission

Die Landwirtschaftskommission ist als beratendes Organ konzipiert und soll die verschiedenen, gegenwärtig vor allem im Zuchtbereich bestehenden Kommissionen unter sich vereinigen. Mit dieser Zusammenlegung der Kommissionen soll eine umfassendere und kohärentere Annährung an die ihr unterstellten Bereiche ermöglicht werden. Die vorgesehene Mitwirkung anderer Wirtschaftskreise sollte zum Erreichen dieser Zielsetzung auf einer allgemeineren Ebene noch zusätzlich beitragen.

Mehrere Vernehmlassungsteilnehmer schlagen vor, dass die Berufskreise oder die von der landwirtschaftlichen

Produktion betroffenen Kreise, auf die Bezug genommen wird, im Gesetz genauer definiert werden, z.B. indem die Vertreter der Produktionszweige (Zucht, Milchwirtschaft, Alpwirtschaft) oder anderer an der Agrarpolitik interessierten Organisationen, insbesondere Umwelt- und Konsumentenschutzverbände, bezeichnet werden. In einer Antwort wurde vorgeschlagen, die Verarbeiter in Anbetracht ihres zu grossen Einflusses auf dem Agrarnahrungsmittelmarkt nicht einzubeziehen.

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass er seinen Entwurf nicht zu ändern braucht. Dies vor allem aus dem Grund, dass es kaum möglich wäre, eine vollständige Liste aller in Frage kommenden Gruppierungen aufzustellen und gegebenenfalls eine Wahl zu treffen, zumal jede von ihnen gute Argumente, die für ihre Teilnahme sprechen würden, geltend machen könnte. Damit der unvermeidlichen Entwicklung der Agrarpolitik, insbesondere unter dem Blickwinkel der strukturellen Anpassungen, Rechnung getragen werden kann, braucht es außerdem eine gewisse Öffnung. Um einen effizienten Betrieb dieser Kommission zu gewährleisten, wird der Staatsrat die Mitglieder aus den verschiedenen betroffenen Tätigkeitsgebieten bezeichnen, Verarbeitungssektor inbegriffen. Es ist offensichtlich, dass die Verarbeiter auf dem Agrarproduktemarkt, den dieses Projekt unterstützen will, eine wichtige Rolle spielen.

Art. 12 Kommission für Strukturverbesserungen in der Landwirtschaft

Die vorgeschlagene Kommission wird sich aus Berufsläuten aus der Landwirtschaft und aus Spezialisten und Technikern der betroffenen Bereiche zusammensetzen, die die diversen Projekte unter verschiedenen technischen Aspekten wie Durchführbarkeit und Rentabilität einschätzen werden.

Art. 13 Dritte

Diese Bestimmung ermöglicht es, den zuständigen Rechtsorganen, also grundsätzlich der Direktion (vgl. Art. 6), die Durchführung bestimmter Aufgaben, vor allem die Umsetzung der in den Kapiteln 5 und 6 vorgesehenen Massnahmen, privaten Organisationen zu übertragen. Dies betrifft insbesondere Organisationen mit Förderungs-, Zertifizierungs- oder Kontrollaufgaben. Absatz 2 erlaubt es außerdem, ebendiese Organisationen offiziell anzuerkennen, so dass ihre Stellung einem öffentlich-rechtlichen Status gleichgestellt werden kann.

Art. 14 Verwaltung von landwirtschaftlichen und rebbaulichen Liegenschaften

Der Staatsrat muss darüber beschliessen, welche Direktion für die Verwaltung der landwirtschaftlichen und rebbaulichen Betriebe und Liegenschaften des Staates zuständig ist. Es wird außerdem präzisiert, dass die Betriebe, wenn sie zum Finanzvermögen des Staates gehören, grundsätzlich so verwaltet werden müssen, dass sie den bestmöglichen Gewinn abwerfen, außer wenn sie eine Aufgabe im öffentlichen Interesse zu erfüllen haben. Dies ist zum Beispiel der Fall für die Betriebe von Bellechasse, Grangeneuve und «Abbaye» in Sorens.

Falls erforderlich und sofern sie über die notwendigen technischen und wissenschaftlichen Kompetenzen in diesen Bereichen verfügt, muss die für die Landwirtschaft zuständige Direktion ihre Unterstützung für die allgemeine Verwaltung dieser Betriebe anbieten.

Art. 15

Unter den wichtigsten Massnahmen, die es in erster Linie umzusetzen gilt, (vgl. Art. 3 Bst. b und c) ist die auf die Bedürfnisse der Empfänger ausgerichtete Bildungs- und Beratungstätigkeit aufgeführt. In dieser Bestimmung ist festgehalten, dass diese dem Landwirtschaftlichen Institut des Kantons Freiburg übertragenen Aufgaben in einem Spezialgesetz geregelt werden. Nebst den einschlägigen organisatorischen Bestimmungen dieser öffentlich-rechtlichen Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit und den Bestimmungen über die Ausführung der Dienstleistungen werden in diesem Gesetz auch ihre Befugnisse und Kompetenzen, namentlich für die ihr übertragenen Ausbildungen, ihre Verantwortung und die Stellung der Personen in Ausbildung geregelt. Insofern als die Grund- und Weiterbildung von einem allgemeinen Standpunkt aus betrachtet in den Zuständigkeitsbereich der Volkswirtschaftsdirektion (VWD) gehört, sollte eine Harmonisierung oder Koordination mit dieser Direktion und ihrem Amt für Berufsbildung gewährleistet werden. Daher der Vorbehalt unter Absatz 3.

Art. 16–21 Landwirtschaftsfonds

Der vorgesehene Landwirtschaftsfonds ist das wichtigste Instrument zur Umsetzung der in Artikel 3 vorgesehenen wichtigsten Massnahmen, nämlich:

- Bst. a): der Verbesserung der Produktionsgrundlagen;
- Bst. d): der Innovation und der Entwicklung von Strukturen für die Produktion und Verwertung landwirtschaftlicher Produkte;
- Bst. f): der Entwicklung des ländlichen Raumes.

In den Artikeln 16–21 wird im Wesentlichen das Gesetzesdispositiv des Dekrets vom 27. Mai 1994 über die Schaffung eines kantonalen Landwirtschaftsfonds übernommen, dessen Auswirkungen sich als positiv erwiesen haben. Es sei darauf hingewiesen, dass Darlehen aus dem Landwirtschaftsfonds auch für den Kauf von Landwirtschaftsbetrieben oder zusätzlichem Boden gewährt werden können, was nach der geltenden Gesetzgebung nicht möglich war. Mit dieser Erweiterung des Anwendungsbereichs des Landwirtschaftsfonds wird einem Postulat von Grossrat Georges Godel und dem ehemaligen Grossrat Francis Maillard, das vom Grossen Rat angenommen wurde, Rechnung getragen. Im Vergleich zur gegenwärtigen Situation ist die Tätigkeitsdauer des Fonds nicht mehr beschränkt.

Art. 16 Form und Zweck

Es wurde diskutiert, ob für alle Darlehen günstige Zinsen gewährt werden sollten. Letztlich entschied man sich dafür, für jedes Darlehen einen Zins vorzusehen, selbst einen äusserst geringen, um den Darlehensempfängern eine gewisse Verantwortung zu übertragen. Im Übrigen verfügen die verantwortlichen Vollzugsbehörden in jedem Fall über einen gewissen Ermessensspielraum. Dabei berücksichtigen sie, ob es sich um Darlehen für einen landwirtschaftlichen Betrieb oder um Darlehen für die unter Absatz 2 vorgesehenen Massnahmen handelt. Es ist ausserdem möglich, die Laufzeit der Darlehen zu beschränken und so eine schnellere Rückerstattung zu ermöglichen.

Zu Absatz 1 Bst. d ist auch zu vermerken, dass nicht nur innovative Projekte zugunsten der Umwelt, sondern auch Projekte, die ein Entwicklungspotential von Synergien

mit anderen Wirtschaftszweigen aufweisen, Unterstützung erhalten können. Dies ist vor allem in den Bereichen Tourismus, Lebensmittel und der nicht der Ernährung dienenden Produktionen möglich.

Was die «regionalen» Infrastrukturen gemäss Absatz 2 Bst. b betrifft, so versteht es sich von selbst, dass ein direkter Zusammenhang zum Entwicklungspotential der landwirtschaftlichen Produktion bestehen muss; je nach Fall könnte eine Kofinanzierung in Betracht gezogen werden.

Es muss auch präzisiert werden, dass die «nicht landwirtschaftlichen Nebenbetriebe», vor allem im Bereich des Agrotourismus (Abs. 1 Bst. f) unterstützt werden können, unter der Bedingung, dass sie keine Wettbewerbsverzerrung nach sich ziehen. Im Übrigen müssen diese Tätigkeiten mit den Normen der Raumplanung vereinbar sein.

Mit Buchstabe e) von Absatz 1 soll vor allem die Begleichung von Restkosten nach Güterzusammenlegungen erleichtert werden.

Art. 17 Mittel

Die gegenwärtig für den Landwirtschaftsfonds zur Verfügung stehenden Mittel werden für die Finanzierung der in Artikel 16 vorgesehenen Massnahmen bereitgestellt (vgl. ausserdem Artikel 43).

Art. 18 Voraussetzungen

a) Landwirtschaftsbetriebe

Zur Vereinfachung und aus Gründen der Transparenz wird in Artikel 18 ausgeführt, dass die Darlehen aus dem Landwirtschaftsfonds zu den gleichen Voraussetzungen gewährt werden, wie sie im Bundesgesetz über die Landwirtschaft für die Hilfen im Bereich Strukturverbesserung vorgesehen sind.

Die wichtigsten Voraussetzungen sind in Artikel 89 LwG festgehalten. Es wird vorausgesetzt, dass:

- der Betrieb längerfristig eine Existenz bietet;
- der Betrieb rationell bewirtschaftet wird;
- die Verschuldung nach der Investition tragbar ist;
- der Gesuchsteller, soweit es zumutbar ist, eigene Mittel und Kredite einsetzt;
- der Gesuchsteller über eine geeignete Ausbildung verfügt.

b) Verwertungsbetriebe

Durch die festgelegten Bedingungen lässt sich der Kreis der Darlehensadressaten auf jene Betriebe beschränken, deren Hauptbeschäftigung in der Verwertung lokaler und regionaler Agrarprodukte besteht und über die die betreffenden Bewirtschafter einen Einfluss auf die Darlehensempfänger ausüben können. So muss für Betriebe, die für eine Hilfsmassnahme in Frage kommen könnten, nachgewiesen werden können, dass es sich um Gewerbebetriebe handelt, die ihre Tätigkeit vor allem auf lokaler oder regionaler Ebene ausüben.

c) Infrastrukturen von regionalem Interesse

Der Ausdruck «Infrastrukturen» muss in dieser Bestimmung in einem weiteren Sinne verstanden werden, wie übrigens auch der Begriff «Region». Ziel ist es, die Landwirtschaft in Projekte einzubeziehen, in denen sie auch

auf ihre Rechnung kommt. Diese wäre zum Beispiel der Fall bei der Entwicklung touristischer Infrastrukturen.

Art. 21 Höchstbetrag

Die so festgelegten Darlehensgrenzen entsprechen den vorgesehenen Zielsetzungen, nämlich

- die finanziellen Mittel der Darlehensempfänger in vernünftigem Masse einzubeziehen;
- Gemeinschaftsprojekte zu fördern;
- die schwierigeren Produktionsbedingungen in Bergregionen zu berücksichtigen.

Art. 22 Garantie und Verfahren

Nebst den üblichen Bestimmungen in den Bereichen Garantie und Verfahren muss der Staatsrat den gesetzlichen Auflagen im Bereich Subventionen Rechnung tragen.

Art. 23–29 Produktion, Zucht, Förderung, Vermarktung und Selektion

In diesen Artikeln werden im Wesentlichen die Bestimmungen des Gesetzes vom 27. November 1997 über die Förderung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse übernommen, insbesondere die Vollzugsmodalitäten für Hilfen für individuelle Förderungsmassnahmen. Auch Massnahmen zu Gunsten der Zucht wurden integriert.

Seit dem 19. Jahrhundert ist die Förderung der Zucht Gegenstand von Massnahmen und Normen von Bund und Kantonen. Ziel dieser Massnahmen war die Unterstützung der Landwirte bei der Förderung der Gesundheit und der Produktivität der Tiere durch angemessene Selektion, so dass die Kosten der Tierproduktion möglichst tief und die Qualität auf hohem Niveau gehalten werden konnte. In diesem Zusammenhang hat der Kanton Freiburg nicht nur seine Pflichten erfüllt, er ging sogar noch weiter, indem er auch den kommerziellen Aspekt der Zucht förderte, um die besonderen allgemein anerkannten Vorzüge vor allem des Rindviehbestands aufzuwerten. Mit dem vorgeschlagenen System lässt sich der gerechtfertigte Aufwand zugunsten dieser Produktion, beibehalten bzw. verstärken.

Im Rahmen der Vernehmlassung des Vorentwurfs wurde der Vorschlag gemacht, im Gesetz dem Staat die Möglichkeit einzuräumen, Abgaben zu beziehen, um die Informations-, Promotions- und Verwertungstätigkeit für die gesamten freiburgischen Agrarprodukte zu fördern. Die Abgaben würden nach Anhörung aller Produzenten festgelegt. Sie könnten für die gesamte Produktion und Verarbeitung im Kanton Freiburg erhoben werden. Zur Stützung dieses Vorschlags wurde dargelegt, dass es wünschenswert wäre, dem Staat die Möglichkeit zu geben, gewisse Informations-, Verkaufs- und Verwertungstätigkeiten zu fördern, um diesen Projekten eine grössere Erfolgschance und die Möglichkeit einzuräumen, sich in Ruhe zu entwickeln. Es sollten jedoch sowohl Produktions- als auch Verarbeitungskreise finanziell einbezogen werden, da diese Massnahme den Vorteil der «Verbindlichkeit», gegenüber allen Produzenten und Verarbeitern hätte.

Dieses Vorgehen wird in gewissen Kantonen, unter anderem dem Kanton Wallis, praktiziert und wurde vor kurzem vom Bundesgericht als gesetzeskonform beurteilt. Seine positiven Aspekte sind unbestritten. Der Vorschlag wurde aus den folgenden, wesentlichen Gründen

jedoch nicht übernommen:

- Das im Gesetzesentwurf übernommene Konzept ist vor allem auf Projekte ausgerichtet, an denen in erster Linie die Betroffenen beteiligt sind. Sie initiieren die Projekte und beteiligen sich finanziell daran. Ein Gesamtprojekt wäre diesem Unternehmergeist zweifellos abträglich. Der Staat greift daher nur subsidiär ein.
- Die Verteilung dieser Abgabe unter den Produktionszweigen würde sich außerdem als schwierig erweisen, da jeder gute Gründe geltend machen würde, um einen grösseren Anteil zu rechtfertigen.
- Die Erhebung dieser Abgabe wäre mit zusätzlichen administrativen Massnahmen verbunden. Mit dem Gesetzesentwurf sollen die Verfahren jedoch so weit als möglich vereinfacht werden.

Art. 23 Grundsätze

In diesem Artikel werden die vier Hauptinterventionsbereiche festgelegt, nämlich:

- die Tätigkeiten der Produktionszweige (vgl. Abs. 1 Bst. a), z.B. die Forschung oder die Entwicklung in den Bereichen neue Produktionsarten, -verfahren, -mittel oder -sorten und Zuchtechniken;
- die eigentliche Produktequalität (Abs. 1 Bst. b), z.B. durch die Forschung zugunsten oder Entwicklung von gesunden Produkten für eine qualitativ hochstehende Ernährung, Ursprungsbezeichnungen, Label, durch die Mitwirkung an Verfahren zur Förderung und Kontrolle der Qualität verschiedener Primärprodukte, durch die Schaffung von Beratungs- oder Kontrolldiensten und die Unterstützung ihrer Tätigkeit oder durch Werbe- und Marketingmassnahmen;
- die Absatztätigkeiten (Art. 1 Bst. c), wie öffentliche oder überwachte Märkte, Messen, Ausstellungen und offizielle Viehschauen;
- die sektorübergreifenden Projekte (Abs. 1 Bst. d), wie z.B. eine Schaumolkerei, Bau eines Produktionszentrums für Biotreibstoff.

Wenn es bei den fraglichen Massnahmen um öffentliche Förderungsmassnahmen geht, können die möglichen Leistungsempfänger kein Anrecht auf Unterstützung geltend machen. Daher die Formulierung: «Der Staat kann»...

Art. 24 Tätigkeitsgebiet

Aufgrund der vielen unterschiedlichen Situationen, gestaltet sich eine Definition des Anwendungsbereichs der Tätigkeiten, Projekte, geplanten Massnahmen und vorgeschlagenen Bereiche als schwierig. In den Antworten auf die Vernehmlassung wurden in diesem Zusammenhang zahlreiche Vorschläge gemacht. Die vorgeschlagene Lösung erscheint unter diesen Umständen am geeignetsten. Sie ermöglicht es außerdem, Auslegungsschwierigkeiten zwischen dem Kantons- und dem Bundesrecht zu vermeiden. In Artikel 3 des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft ist festgelegt, was der Begriff Landwirtschaft umfasst, nämlich:

- a) die Produktion verwertbarer Erzeugnisse aus Pflanzenbau und Nutztierhaltung;
- b) die Aufbereitung, die Lagerung und den Verkauf der entsprechenden Erzeugnisse auf den Produktionsbetrieben.

Art. 25 Leistungen

Unter dem Begriff Leistungen wird in diesem Artikel klar zwischen Dienstleistungen und Finanzhilfen unterschieden. Als Beispiele für die Dienstleistungen seien die administrative oder technische Mitwirkung bei Berufs- oder Produktionsorganisationen oder auch Aktivitäten im Rahmen von Qualitätssicherungs- oder Zertifizierungsverfahren für Agrarprodukte erwähnt.

Art. 26–29

In diesen Artikeln werden einerseits die allgemeinen Voraussetzungen für die Gewährung der Leistungen und die Empfänger der in Artikel 25 festgelegten Leistungen bestimmt und der Staatsrat wird damit beauftragt, diese Leistungen in einer Ausführungsverordnung zu präzisieren, wobei die Bestimmungen im Subventionsgesetz zu berücksichtigen sind. Er muss ausserdem das Verfahren für die Gewährung dieser Hilfen und die Kontrollmodalitäten festlegen.

Art. 30–33 Sömmering

Gegenwärtig wird pro gesömmerte Kuh eine Finanzhilfe in Form eines kantonalen Beitrags ausgerichtet. Wie bereits zu Beginn dieses Berichts erwähnt, wurde der Frage über die Zukunft des alpwirtschaftlichen Sektors eine besondere Studie gewidmet, an der sich Vertreter aller wirtschaftlichen Akteure, die im Voralpengebiet tätig sind, beteiligten, d.h. die landwirtschaftlichen Kreise, insbesondere der Alpwirtschaftliche Verein, die Wirtschaftsförderung, der Tourismus und die Waldwirtschaft. Die Studiengruppe hatte insbesondere den Auftrag:

- das öffentliche Interesse an einer Aufrechterhaltung, bzw. Entwicklung der Alpwirtschaft zu prüfen;
- nach Möglichkeiten zur Konsolidierung des Reizes landwirtschaftlicher Tätigkeiten in der Alpwirtschaft zu suchen;
- Entwicklungsmöglichkeiten von Synergien mit der Waldwirtschaft, dem Tourismus und anderen handwerklichen Wirtschaftssektoren zu prüfen;
- die Zweckmässigkeit einer verstärkten staatlichen Unterstützung zu prüfen und gegebenenfalls Massnahmen festzulegen.

Diesem Bericht ging eine genaue Untersuchung der vorherrschenden Situation voraus. Er enthält zahlreiche Handlungsvorschläge für eine Revitalisierung der Alpwirtschaft, die sich für die Zukunft als sehr nützlich erweisen werden, damit in diesem wichtigen Teil des Kantonsgebiets gezielt Massnahmen ergriffen werden können.

Mit der staatlichen Unterstützung in diesem Sektor sollte auch die Weide gefördert werden, um Lawinen und anderen Terrainbewegungen vorzubeugen und unerwünschtes Waldwachstum zu verhindern.

Im Gesetz wurde das Prinzip des Sömmerungsbeitrags beibehalten, zumal er für die Aufrechterhaltung der Herstellung von Gruyère d'Alpage und Vacherin d'Alpage oder anderen ähnlichen Milchprodukten eine entscheidende Rolle spielt. Der Sömmerungsbeitrag ermöglicht ausserdem die Beibehaltung einer gewissen Professionalität. Dieser Beitrag richtet sich jedoch nicht mehr nach der Anzahl gesömmter Kühe, sondern nach dem Produktionsvolumen am Sömmerungsort. Im Rahmen von

Strukturhilfen und der Produktionsförderung, insbesondere der Förderung der Entwicklung des ländlichen Raumes, einer Zielsetzung dieses Entwurfs, ist in diesem Sektor auch andere öffentliche Unterstützung möglich.

Art. 30 Sömmerungsbeiträge

a) Grundsatz

Es wird vorgeschlagen, dass die staatliche Unterstützung ausschliesslich die Käseproduktion betrifft.

b) Pauschale

In Anbetracht der Schwierigkeiten, präzise allgemeine Kriterien festzulegen, scheint die Lösung einer Pauschale am besten geeignet; so kann den tatsächlichen, sich ändernden Bedürfnissen am besten entsprochen werden.

c) Empfänger

Die Bemerkungen zum vorhergehenden Artikel gelten auch für die Definition des Kreises der Beitragsempfänger.

d) Andere Bedingungen und Verfahren

Wie bereits erwähnt, wird bei der Ausarbeitung der Vollzugsbestimmungen auch der allgemeinen Gesetzgebung über die Subventionen Rechnung getragen.

Art. 34 Innovation

In Anbetracht der bisherigen Erfahrungen findet der Innovationspreis grossen Anklang. Es wird daher vorgeschlagen, ihn beizubehalten. Artikel 34 enthält die für seine Organisation notwendigen Bestimmungen. Wie bis anhin soll bei der Organisation dieses Preises darauf geachtet werden, dass nur beschränkte Mittel eingesetzt werden.

Art. 35–38

Nachdem die Motion von Ueli Johner-Etter für erheblich erklärt worden ist, wird in diesen Artikeln im Wesentlichen das Dekret vom 26. Juni 2003 über die Anwendung von Anbaumethoden zum Schutz landwirtschaftlicher Böden übernommen. Es sei daran erinnert, dass mit diesen Massnahmen die Anbaumethoden zur Vorbeugung von Erosionsschäden, zur Bekämpfung der Bodenverdichtung sowie zur Einschränkung von Überschwemmungsrisiken und zur Gewährleistung ausreichender Trinkwasserreserven gefördert werden sollen.

Art. 39 Betriebshilfen für Betriebe in Schwierigkeiten

Mit diesem Artikel werden drei Ziele verfolgt, nämlich:

- die Betreuung von Betrieben zu ermöglichen, die sich vorübergehend in Schwierigkeiten befinden; an der Betreuung beteiligen sich zwangsläufig die Spezialisten des Landwirtschaftlichen Instituts des Kantons Freiburg (Beratung);
- die Begleitung aus wirtschaftlicher Sicht von Betrieben, die öffentliche Hilfen erhalten;
- die Gewährung der vom Bund vorgesehenen Betriebshilfen durch den Kanton in Anwendung von Artikel 78 ff. LwG.

Diese Hilfen werden in Form von zinslosen Darlehen gewährt, was den Bewirtschaftern eine Ablösung der Schulden ermöglicht, die Verzinsung erleichtert und es erlaubt, eine unverschuldete, ausserordentliche finanzielle Bedrängnis zu überbrücken.

Art. 40 Verfahrenskosten

Mit Absatz 1 wird der im VRG vorgesehene Grundsatz umgesetzt, nach dem die Verfahrenskosten in erster Instanz demjenigen übertragen werden, der einen Entcheid verlangt.

Das Bundesgesetz über die Landwirtschaft schreibt jedoch die Befreiung von Verwaltungskosten vor (vgl. Art. 112 LwG). Diese Befreiung kann auch auf die Darlehen des Landwirtschaftsfonds ausgeweitet werden, was die Grundpfandrechtssteuern betrifft.

Art. 42 Übergangsrecht

Wie bereits ausgeführt, macht die Übernahme der Tätigkeiten der ALAK im Bereich Investitionskredite und Landwirtschaftsfonds eine Übernahme ihrer Verpflichtungen durch den Staat erforderlich. Diese Übernahme ist rein formell. Sie hat keine besonderen Auswirkungen für den Staat, zumal dieser gegenüber dem Bund bereits verantwortlich ist, was seine bis heute eingegangenen Verpflichtungen betrifft. Bei den Darlehen aus dem Landwirtschaftsfonds handelt es sich um eine Schuld gegenüber dem Staat.

Art. 44 Änderung bisherigen Rechts

Die Änderungen, die dieser Entwurf nach sich zieht, betreffen vor allem das Gesetz über die Bodenverbesserungen. Es handelt sich im Wesentlichen um formelle Änderungen aufgrund der Eingliederung des Meliorationsamts in das Amt für Landwirtschaft.

Was die Änderung des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch betrifft, so handelt es sich um die Übernahme von Artikel 6^{bis} des Einführungsgesetzes vom 27. November 1962 zum Bundesgesetz vom 23. März 1962 über Investitionskredite und Betriebshilfe in der Landwirtschaft, das aufgehoben wird (vgl. Art. 42 Bst. h). Es wird ausserdem vorgeschlagen, eine Präzisierung im Zusammenhang mit der zugelassenen Höhe von Pflanzen (die nicht auf Rebland stehen) und ihrer Entfernung zu benachbarten Rebbaugrundstücken vorzunehmen. Damit sollen negative Auswirkungen auf die Qualität der Weinlese in einem immer urbanerem Umfeld verhindert werden.

Aufgrund der Übernahme der landwirtschaftlichen Amortisationskasse (ALAK) durch das «neue» Amt für Landwirtschaft, muss eine Behörde bezeichnet werden, die dafür zuständig ist, die Schätzungen des Ertragswerts in Anwendung von Artikel 87 des Bundesgesetzes über das bäuerliche Bodenrecht «offiziell» zu genehmigen. Da die Behörde für Grundstückverkehr (BGV) bereits im Allgemeinen für die Anwendung dieses Gesetzes zuständig ist, wird aus Gründen der Effizienz vorgeschlagen, ihr diese Zuständigkeit zu übertragen. Dies heisst nicht, dass die Behörde für Grundstückverkehr als bezeichnete Behörde sämtliche Schätzungen vornehmen muss. Diese können wie bis anhin auch von öffentlichen oder privaten Organisationen vorgenommen werden.

Mit den Änderungen im Bereich landwirtschaftliche Pacht soll die Pflicht für Gemeinwesen, den ehemaligen Pächter bei der Verlängerung des Pachtvertrags zu bevorzugen, aufgehoben werden. Ausserdem wird präzisiert, dass gegen Verfügungen des Gemeinderats über die Verpachtung beim Oberamtmann und nicht bei der Behörde für Grundstückverkehr Beschwerde erhoben werden kann.

4. AUSWIRKUNGEN DES ENTWURFS

4.1 Finanzielle Auswirkungen

Mehrere Vernehmlassungsteilnehmer haben geltend gemacht, dass die im Gesetzesentwurf festgelegten Zielsetzungen der Landwirtschaftspolitik nur mit angemessenen finanziellen Mitteln umgesetzt werden können. Diese schienen ihnen ihrer Meinung nach jedoch ungenügend. Einige beurteilten den Entwurf gar als «leere Hülse».

Wenn man sich auf die Rechnung der «Landwirtschaft» bezieht (Gesamtheit des Aufwandüberschusses der laufenden Rechnung, inklusive Lohnkosten und Abschreibungen der Subventionen der betreffenden Dienststellen im Verhältnis zum Gesamtbetrag der laufenden Ausgaben des Staates), so präsentiert sich die Situation wie folgt:

Rechnung	Rubrik	Jahr (in Millionen Franken)						
		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
3425	AGRI	6.2	8.1	7.3	6.9	8.0	8.1	9.6
3435	AFON	7.6	7.8	8.4	5.8	7.3	7.5	6.2
3440	IAGR	13.3	13.5	13.3	12.9	14.1	14.3	15.1
3441	SICL	0.6	0.6	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8
Total der Ausgaben-überschüsse der laufenden Staatsrechnung (A)		27.7	30.0	29.7	26.4	30.2	30.7	31.7
Gesamtbetrag der laufenden Ausgaben der Staatsrechnung (B)		1 795.6	1 909.3	1 968.5	2 048.8	2 122.9	2 258.8	2 409.7

Diese Tabelle zeigt auf, dass das Total der laufenden Ausgaben für die «Landwirtschaft im Allgemeinen», d.h. die Personalkosten, die Verwaltungskosten, die Ausgaben für den Unterricht, die (dem Kanton eigenen sowie die an die Bundeshilfen gebundenen) Finanzhilfen der betreffenden Dienststellen (Amt für Landwirtschaft, Meliorationsamt, Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg und Milchwirtschaftlicher Inspektions- und Beratungsdienst), im Verhältnis zum Gesamtbetrag der laufenden Ausgaben des Staates minimal und stabil geblieben sind.

Die eigentlichen Beiträge zugunsten der Landwirtschaft, also die kantonalen Finanzhilfen, die an eine Hilfe des Bundes gebunden sind und jene, die sich aus dem kantonalen Recht ergeben, lassen sich wie folgt auflisten:

Kostenstelle	Jahre (in Franken)						
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
3425 AGRI	0	10 000	18 585	16 931	34 944	60 169	223 946
Umweltschutz	157 590	170 177	91 508	129 176	136 692	154 002	159 725
Pferdezucht	2 145 984	2 087 904	1 647 901	1 540 577	1 731 172	1 829 239	1 818 323
Rindviehzucht	88 145	97 638	63 512	103 401	98 639	100 652	101 382
Schweinezucht	126 727	113 391	96 365	160 740	101 524	128 509	124 892
Sömmerung	180 462	184 160	189 645	176 190	174 159	197 408	181 045
Rebbergerneuerung	38 279	37 727	38 429	33 174	39 162	47 610	67 466
Förderung landw. Erzeugnisse	171 533	360 533	373 772	385 327	450 000	426 038	1 937 141 ¹⁾
Bienenzucht	9 462	8 189	8 318	7 093	6 337	9 045	8 584
Alpwirtschaft	22 700	22 700	22 600	21 700	23 000	23 000	23 000

Kostenstelle 3435 AFON	Jahre (in Franken)						
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Bodenverbesserungen	6 045 696	5 691 028	7 283 405	6 328 397	7 762 722	7 732 729	8 032 820
Total der Finanzhilfen (A)	8 986 578	8 783 447	9 834 040	8 902 706	10 558 351	10 708 401	12 678 324
Gesamtbetrag der laufenden Ausgaben der Staatsrechnung (B)	1 795 600 000	1 909 300 000	1 968 500 000	2 048 800 000	2 122 900 000	2 258 800 000	2 409 700 000

¹⁾ Dieser Betrag enthält die ausserordentliche Finanzhilfe (1,5 Millionen Franken), die dem Freiburgischen Milchverband im Rahmen des Konkurses von Swiss Dairy Food (SDF) gewährt worden ist.

Auch hier zeigt sich, dass der Anteil der Beiträge im Verhältnis zur laufenden Staatsrechnung geringfügig und ebenfalls äusserst stabil geblieben ist.

Von der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) sind bei der Landwirtschaft die drei Aufgabenbereiche Zucht, landwirtschaftliche Beratung und Strukturverbesserungen betroffen. Im Entwurf ist vorgesehen, dass die vom Bundesrecht im Bereich Zucht vorgesehenen Aufgaben ausschliesslich vom Bund finanziert werden. Die gegenwärtig im kantonalen Recht vorgesehenen Finanzhilfen (rund eine Million Franken) werden beibehalten und in die in Kapitel 6 vorgesehenen Massnahmen als allgemeine Massnahmen zur Förderung landwirtschaftlicher Produkte integriert.

Was die landwirtschaftliche Beratung betrifft, so wird die Organisation und die Umsetzung auf kantonaler Ebene ausschliesslich von den Kantonen unterstützt (rund 1 Million Franken), die Unterstützung seitens des Bundes wird aufgehoben. Der Bereich Strukturverbesserungen wird seinerseits mit Programmvereinbarungen zwischen Bund und Kantonen geregelt.

Vor allem in Anbetracht der allgemeinen Entwicklung der finanziellen Situation, ist der Staatsrat der Ansicht, an seiner allgemeinen Zielsetzung, das Globalbudget für die Landwirtschaft zu begrenzen, festhalten zu müssen. Es liegt danach beim Staatsrat diesen Rahmenkredit auf Antrag der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft im Rahmen des in Artikel 5 Bst. a vorgesehenen Programms geeignet zu verteilen.

Der für den Landwirtschaftsfonds bereitgestellte Betrag wird wie vorgesehen auf 27 Millionen Franken be-

schränkt (vgl. Art. 45). Ende 2005 belief er sich auf rund 30 Millionen.

4.2 Personelle Auswirkungen

Die vorgeschlagene Reorganisation der administrativen Einheiten (vgl. Art. 7) sollte zu gegebener Zeit mit der Einsparung eines Betrags, der zwei Vollzeitäquivalenten, davon zwei Dienstchefstellen, entspricht, verbunden sein. Es ist vorgesehen, diese Beträge für die Finanzierung der in diesem Gesetzesentwurf neu vorgesehenen Massnahmen zu verwenden.

4.3 Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

Der vorgesehene Entwurf untersteht einzig der Zuständigkeit des Staates.

4.4 Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Eu-rokompatibilität

Bei diesem Gesetzesentwurf handelt es sich gleichzeitig um eine Anpassung an das Bundesgesetz über die Landwirtschaft und um ein «kantonales» Landwirtschaftsgesetz. Gemäss dem Bundesamt für Landwirtschaft enthält der Entwurf keine gesetzlichen Massnahmen, die gegen das Bundesrecht verstossen würden. Auch was das kantonale Recht betrifft, so scheint es dem europäischen Recht nicht entgegengesetzt, zumal es keine Massnahme enthält, die einen direkten Einfluss auf den Preis der Agrarprodukte hätte.

Es sei vor allem darauf hingewiesen, dass dieser Entwurf insgesamt und im Verhältnis zum gegenwärtigen Stand der laufenden Arbeiten im Kanton mit der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) vereinbar ist. Diese Arbeiten sind auf die Schaffung eines Systems ausgerichtet, bei dem die Beteiligung der öffentlichen Hand auf dem gegenwärtigen Stand beibehalten wird.

**Loi
du
sur l'agriculture (LAgri)**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr);

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 6 février 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Objet

¹ La présente loi fixe les buts et les mesures de soutien et de développement durable de l'agriculture sur les plans économique, écologique et social.

² Elle comprend les dispositions d'application de la législation fédérale sur l'agriculture et celles qui se rapportent aux mesures propres au canton de Fribourg.

Art. 2 Buts

L'Etat veille à la réalisation des buts suivants:

- a) assurer une production alimentaire de qualité et répondant aux besoins de la population;
- b) favoriser une production et une utilisation de matières non alimentaires, en particulier en vue du développement des énergies renouvelables;
- c) soutenir les activités des exploitations agricoles de type familial performantes, indépendamment de leurs formes juridiques;

Landwirtschaftsgesetz (LandwG)

vom

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 29. April 1998 über die Landwirtschaft (LwG);

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 6. Februar 2006;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

¹ Dieses Gesetz legt die Zielsetzungen und Massnahmen für die Unterstützung und die nachhaltige Entwicklung der Landwirtschaft auf wirtschaftlicher, ökologischer und sozialer Ebene fest.

² Es enthält die Vollzugsbestimmungen zur Bundesgesetzgebung über die Landwirtschaft und die Bestimmungen über die kantonseigenen Massnahmen.

Art. 2 Ziele

Der Staat sorgt dafür, dass:

- a) die Produktion hochwertiger Nahrungsmittel, die den Bedürfnissen der Bevölkerung entsprechen, gewährleistet ist;
- b) die Produktion und die Verwendung von nicht der Ernährung dienenden Stoffen, insbesondere im Hinblick auf die Entwicklung von erneuerbaren Energien, gefördert wird;
- c) die Tätigkeiten leistungsfähiger landwirtschaftlicher Familienbetriebe unabhängig von ihrer Rechtsform unterstützt werden;

- d) participer au développement de l'espace rural;
- e) contribuer à la préservation du paysage, de la nature et de l'environnement;
- f) favoriser les liens entre les milieux agricoles et non agricoles;
- g) garantir une organisation administrative efficiente et rationnelle, orientée vers la qualité des prestations;
- h) améliorer les conditions d'existence de la population paysanne.

Art. 3 Mesures

L'Etat prend notamment les mesures aptes à:

- a) améliorer les bases de production agricole, en particulier sous les angles du progrès technique, de la productivité et des collaborations entre les exploitations agricoles;
- b) mettre en œuvre la formation professionnelle adaptée aux besoins de l'économie et de la société, en particulier dans les domaines agricole, para-agricole et agro-alimentaire;
- c) soutenir et renforcer la formation continue à des fins professionnelles, la vulgarisation et le conseil ainsi que la recherche appliquée;
- d) contribuer à l'innovation, l'évolution des structures de production, de mise en valeur et d'écoulement des produits agricoles;
- e) promouvoir des produits diversifiés, sains et de qualité;
- f) favoriser le développement des espaces ruraux en harmonie notamment avec les politiques de développement local et régional, d'aménagement du territoire, d'environnement, de tourisme et de sylviculture.

Art. 4 Champ d'application

¹ Le champ d'application de la présente loi correspond à celui de la loi fédérale sur l'agriculture.

² La loi sur les améliorations foncières est réservée.

- d) er sich an der Entwicklung des ländlichen Raumes beteiligt;
- e) Natur, Landschaft und Umwelt erhalten werden;
- f) die Verbindung zwischen landwirtschaftlichen und nicht landwirtschaftlichen Kreisen gefördert wird;
- g) eine effiziente, rationelle und auf die Qualität der Leistungen ausgerichtete Verwaltungsorganisation gewährleistet wird;
- h) die Existenzbedingungen der landwirtschaftlichen Bevölkerung verbessert werden.

Art. 3 Massnahmen

Der Staat ergreift namentlich geeignete Massnahmen, um:

- a) die Grundlagen für die landwirtschaftliche Produktion insbesondere unter dem Blickwinkel des technischen Fortschritts, der Produktivität und der Zusammenarbeit zwischen den Landwirtschaftsbetrieben zu verbessern;
- b) die Berufsbildung so zu gestalten, dass sie den wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Bedürfnissen insbesondere in den Bereichen Landwirtschaft, Paralandwirtschaft und Lebensmitteltechnologie angepasst ist;
- c) die berufsorientierte Weiterbildung, die Beratung und die angewandte Forschung zu fördern und zu intensivieren;
- d) zur Innovation und Entwicklung von Produktions-, Verwertungs- und Absatzstrukturen für landwirtschaftliche Erzeugnisse beizutragen;
- e) zur Vielfalt von gesunden und hochwertigen Erzeugnissen beizutragen;
- f) die Entwicklung des ländlichen Raumes namentlich im Einklang mit der Politik in den Bereichen der lokalen und regionalen Entwicklung, der Raumplanung sowie von Umwelt, Tourismus und Waldbau zu fördern.

Art. 4 Anwendungsbereich

¹ Der Anwendungsbereich dieses Gesetzes entspricht dem Anwendungsbereich des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft.

² Das Gesetz über die Bodenverbesserungen bleibt vorbehalten.

CHAPITRE II

Organisation

Art. 5 Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes:

- a) il fixe, pour chaque période de quatre ans, les objectifs généraux de politique agricole, en particulier de promotion de produits agricoles, les priorités, les moyens et les ressources prévisibles pour la mise en œuvre des mesures légales;
- b) il statue sur les aides financières qui relèvent de sa compétence;
- c) il se détermine sur les questions de la politique agricole qui ont une portée générale, notamment lors des procédures de consultation de la Confédération;
- d) il favorise la collaboration intercantonale et approuve les conventions intercantionales et les accords conclus avec les tiers en vue de l'application de la présente loi;
- e) il nomme les membres des commissions désignées ci-après;
- f) il remplit les autres tâches qui lui sont expressément attribuées par la loi.

Art. 6 Direction

¹ La Direction chargée des affaires agricoles (ci-après: la Direction) exerce la surveillance de la présente loi et toutes les compétences qui ne sont pas attribuées à une autre autorité ou unité administrative.

² Elle statue sur toutes les aides financières de sa compétence et qui ne constituent pas des paiements directs. Elle peut déléguer cette tâche pour les aides de moindre importance.

Art. 7 Service de l'agriculture

¹ Le service responsable de l'agriculture (ci-après: le Service) est l'unité administrative chargée des questions agricoles, y compris celles qui se rapportent aux aides structurelles et aux mesures d'accompagnement social.

² Il exécute les tâches qui lui sont confiées par la législation spéciale ou qui lui sont déléguées; il décide en particulier de l'octroi de toutes les contributions directes prévues par la législation fédérale (paiements directs au sens des articles 70 à 77 LAg) et par la législation cantonale qui répondent aux mêmes critères.

2. KAPITEL

Organisation

Art. 5 Staatsrat

Der Staatsrat hat folgende Befugnisse:

- a) Er legt für einen Zeitraum von jeweils 4 Jahren die allgemeinen agrarpolitischen Ziele, insbesondere diejenigen zur Förderung der Agrarprodukte, sowie die Prioritäten und die voraussichtlichen Mittel und Ressourcen für die Umsetzung der gesetzlichen Massnahmen fest.
- b) Er entscheidet über die Finanzhilfen, für die er zuständig ist.
- c) Er nimmt namentlich im Rahmen von Vernehmlassungen des Bundes Stellung zu agrarpolitischen Fragen von allgemeiner Tragweite.
- d) Er fördert die interkantonale Zusammenarbeit und genehmigt die im Hinblick auf die Anwendung dieses Gesetzes geschlossenen interkantonalen Vereinbarungen und Abkommen mit Dritten.
- e) Er ernennt die Mitglieder der nachfolgend bezeichneten Kommissionen.
- f) Er nimmt die übrigen Aufgaben wahr, die ihm durch dieses Gesetz ausdrücklich übertragen werden.

Art. 6 Direktion

¹ Die für Landwirtschaftsfragen zuständige Direktion (die Direktion) übt die Aufsicht über dieses Gesetz und alle Befugnisse aus, die nicht einer anderen Behörde oder Verwaltungseinheit übertragen sind.

² Sie entscheidet über sämtliche Finanzhilfen, für die sie zuständig ist und die keine Direktzahlungen sind. Für weniger umfangreiche Hilfen kann sie diese Aufgabe delegieren.

Art. 7 Amt für Landwirtschaft

¹ Das für die Landwirtschaft zuständige Amt (das Amt) ist die Verwaltungseinheit, die für Fragen der Landwirtschaft, einschliesslich der Fragen im Zusammenhang mit Strukturhilfen und sozialen Begleitmassnahmen, zuständig ist.

² Es nimmt die Aufgaben wahr, die ihm übertragen werden oder für die es gemäss der Spezialgesetzgebung zuständig ist; es entscheidet insbesondere über die Ausrichtung der in der Bundesgesetzgebung vorgesehenen Direktbeiträge (Direktzahlungen im Sinne von Artikel 70–77 LwG) sowie der Beiträge nach kantonaler Gesetzgebung, die denselben Kriterien entsprechen.

Art. 8 Institut agricole de l'Etat de Fribourg

¹ L'Institut agricole de l'Etat de Fribourg assure la formation professionnelle (formation professionnelle initiale, formation professionnelle supérieure et formation continue à des fins professionnelles), la vulgarisation et le conseil, la recherche appliquée et les essais dans les domaines agricole, para-agricole (tels que la technologie laitière et en denrées alimentaires, l'agro-commerce), de l'économie forestière et dans les domaines apparentés.

² Il est chargé en outre de l'exécution de tâches et des activités de service de nature technique relevant de ces mêmes domaines et de celles qui lui sont confiées par la législation spéciale.

Art. 9 Préposés locaux à l'agriculture

¹ Des préposés locaux chargés de collaborer à l'exécution, au niveau local, des tâches administratives dans les différents domaines de l'agriculture sont institués.

² Les cercles d'activité des préposés locaux sont définis par la Direction.

³ Leur statut et leurs tâches sont fixés par la Direction.

Art. 10 Commissaires viticoles

¹ Un commissaire viticole est désigné pour chacun des vignobles fribourgeois du Vully et de Cheyres/Font.

² Ils sont chargés de collaborer à l'exécution, au niveau local, des tâches inhérentes à l'Etat dans les différents domaines de la viticulture.

³ Leur statut et leurs tâches sont fixés par la Direction.

Art. 11 Commission de l'agriculture

¹ Une Commission consultative de neuf à onze membres est instituée.

² Elle est principalement appelée à se déterminer sur les questions de portée générale concernant la politique agricole, en particulier sur le programme quadriennal de politique agricole (art. 5 let. a) et les dispositions d'exécution.

³ Elle est composée de membres représentant les milieux concernés, en particulier ceux de la production et de la transformation.

⁴ La Commission est présidée par le conseiller d'Etat-Directeur chargé de l'agriculture.

Art. 8 Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg

¹ Das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg (LIG) gewährleistet die Berufsbildung (berufliche Grundbildung, höhere Berufsbildung und berufsorientierte Weiterbildung), die Beratung, die angewandte Forschung und die Versuche in den landwirtschaftlichen und paralandwirtschaftlichen Bereichen (wie Milch- und Lebensmitteltechnologie und dem agro-kaufmännischen Bereich) im Bereich Waldwirtschaft und in den verwandten Bereichen.

² Es ist ausserdem für Aufgaben und Dienstleistungen technischer Natur in diesen Bereichen und für diejenigen, die ihm durch die Spezialgesetzgebung übertragen werden zuständig.

Art. 9 Örtliche Landwirtschaftsverantwortliche

¹ Es werden örtliche Landwirtschaftsverantwortliche eingesetzt, die den Auftrag haben, auf lokaler Ebene bei der Ausführung der Verwaltungsaufgaben in den verschiedenen Bereichen der Landwirtschaft mitzuarbeiten.

² Die Tätigkeitsgebiete der örtlichen Landwirtschaftsverantwortlichen werden von der Direktion festgelegt.

³ Ihre Stellung und ihre Aufgaben werden von der Direktion festgelegt.

Art. 10 Weinbaukommissäre

¹ Für die freiburgischen Rebberge Vully und Cheyres/Font wird je ein Weinbaukommissär ernannt.

² Sie haben den Auftrag, auf lokaler Ebene bei der Ausführung der staatlichen Aufgaben in den verschiedenen Bereichen des Weinbaus mitzuarbeiten.

³ Ihre Stellung und ihre Aufgaben werden von der Direktion festgelegt.

Art. 11 Landwirtschaftskommission

¹ Es wird eine Konsultativkommission von 9 bis 11 Mitgliedern eingesetzt.

² Sie hat in erster Linie die Aufgabe, zu Fragen allgemeiner Tragweite zur Agrarpolitik, insbesondere zur Vierjahresagrarpolitik (Art. 5 Bst. a) und zu den Ausführungsbestimmungen, Stellung zu nehmen.

³ Sie setzt sich aus Vertretern der betroffenen Kreise, insbesondere denjenigen der Produktion und der Verarbeitung, zusammen.

⁴ Der für die Landwirtschaft zuständige Direktionsvorsteher hat den Vorsitz der Kommission inne.

Art. 12 Commission pour l'amélioration des structures en agriculture

¹ Il est institué une Commission composée de neuf membres au plus, chargée d'examiner et de préaviser les requêtes importantes d'aide en matière d'améliorations des structures et d'aide aux exploitations paysannes.

² Le Conseil d'Etat fixe les montants des aides à partir desquelles le préavis de la Commission est requis ainsi que son mode de fonctionnement.

Art. 13 Tiers

¹ L'Etat peut, par voie contractuelle, confier à des tiers (organisations professionnelles et interprofessionnelles, privées et autres) des tâches d'exécution de la présente loi.

² Il peut reconnaître officiellement des organisations qui remplissent des tâches d'intérêt public conformes aux objectifs de la présente loi.

Art. 14 Gestion des propriétés agricoles et viticoles

¹ La gestion des domaines agricoles et viticoles, propriété de l'Etat, relève de la Direction dont ils dépendent administrativement.

² La Direction assure la coordination des principales activités et investissements effectués par l'Etat.

³ Les propriétés de l'Etat sont gérées selon les principes usuels d'économie d'entreprise. Elles peuvent toutefois être aussi utilisées à des fins de recherche ou à d'autres fins d'utilité publique.

CHAPITRE III**Formation professionnelle, vulgarisation et conseil,
recherche appliquée, essais et prestations de service****Art. 15**

¹ Les activités et les mesures en faveur de la formation professionnelle, de la vulgarisation, du conseil, de la recherche appliquée, d'essais ou de services sont régies par la loi sur l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg.

² La législation sur la formation professionnelle initiale et continue est réservée.

Art. 12 Kommission für Strukturverbesserungen in der Landwirtschaft

¹ Es wird eine Kommission mit höchstens 9 Mitgliedern eingesetzt, die umfangreiche Gesuche um Hilfen für Strukturverbesserungen und um Betriebshilfen prüft und dazu Stellung nimmt.

² Der Staatsrat bestimmt, ab welchen Beträgen die Stellungnahme der Kommission erforderlich ist, und regelt deren Arbeitsweise.

Art. 13 Dritte

¹ Der Staat kann Dritten (Berufs- und Branchenverbänden, privaten Organisationen und anderen) vertraglich Vollzugsaufgaben übertragen.

² Er kann Organisationen, die den Zielsetzungen dieses Gesetzes entsprechende Aufgaben von öffentlichem Interesse erfüllen, offiziell anerkennen.

Art. 14 Verwaltung von landwirtschaftlichen und rebbaulichen Liegenschaften

¹ Für die Verwaltung der landwirtschaftlichen und rebbaulichen Betriebe des Staates ist die Direktion zuständig; sie sind ihr administrativ zugewiesen.

² Die Direktion stellt die Koordination der wichtigsten Aktivitäten und Investitionen des Staates sicher.

³ Die Liegenschaften des Staates werden nach den üblichen betriebswirtschaftlichen Grundsätzen verwaltet. Sie können jedoch auch zu Forschungszwecken oder zu anderen Zwecken von öffentlichem Interesse verwendet werden.

3. KAPITEL**Berufsbildung, Beratung, angewandte Forschung, Versuche
und Dienstleistungen****Art. 15**

¹ Die Tätigkeiten und Massnahmen zugunsten der Berufsbildung, der Beratung, der angewandten Forschung, von Versuchen oder Dienstleistungen werden im Gesetz über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg geregelt.

² Die Gesetzgebung über die berufliche Grundbildung und die berufsorientierte Weiterbildung bleibt vorbehalten.

CHAPITRE IV

Fonds rural

Art. 16 Formes et buts

¹ L'Etat alloue à titre subsidiaire et, le cas échéant, en complément des mesures fédérales des prêts à intérêt réduit pour:

- a) la construction ou la rénovation de bâtiments ou d'installations liés à une exploitation agricole, y compris l'habitation;
- b) l'acquisition d'équipements fixes;
- c) l'acquisition d'entreprises agricoles ou de terres complémentaires;
- d) le développement de projets novateurs, en particulier d'installations, d'équipements ou de techniques, préservant l'environnement ou qui tendent à renforcer des synergies avec d'autres secteurs de l'économie;
- e) l'exécution de mesures ou d'opérations de remaniements parcellaires;
- f) la réalisation d'installations et infrastructures permettant des activités accessoires non agricoles dans le cadre du développement interne des exploitations agricoles, singulièrement en matière de tourisme rural.

² Des prêts peuvent aussi être octroyés aux conditions identiques en vue de favoriser:

- a) la réalisation de projets de construction ou de rénovation d'infrastructures de mise en valeur, d'écoulement et de commercialisation des produits agricoles;
- b) l'aménagement d'infrastructures d'intérêt régional, liées au développement de l'espace rural.

Art. 17 Moyens

¹ Les prêts sont financés par le Fonds rural constitué par décret du 27 mai 1994 portant création d'un Fonds rural cantonal.

² Les intérêts des prêts sont versés chaque année à la Caisse générale de l'Etat.

4. KAPITEL

Landwirtschaftsfonds

Art. 16 Form und Zweck

¹ Der Staat gewährt subsidiär, gegebenenfalls als Ergänzung zu den Massnahmen des Bundes, zinsgünstige Darlehen für:

- a) den Bau oder die Renovation von Gebäuden und Anlagen, einschliesslich des Wohnteils, die zu einem landwirtschaftlichen Betrieb gehören;
- b) den Erwerb von festen Einrichtungen;
- c) den Erwerb eines landwirtschaftlichen Gewerbes oder von zusätzlichem Land;
- d) die Entwicklung innovativer Projekte, insbesondere umweltschonender Anlagen, Einrichtungen und Techniken, oder solcher, die eine Stärkung der Synergien mit anderen Wirtschaftssektoren zum Ziel haben;
- e) Massnahmen und Operationen im Zusammenhang mit Güterzusammenlegungen;
- f) den Bau von Anlagen und Infrastrukturen für nicht landwirtschaftliche Nebenbetriebe im Rahmen der internen Entwicklung von Landwirtschaftsbetrieben, insbesondere im Bereich Agrotourismus.

² Zu denselben Bedingungen können auch Darlehen gewährt werden für die Förderung:

- a) von Projekten für den Bau oder die Renovation von Infrastrukturen für die Verwertung, den Absatz und die Vermarktung landwirtschaftlicher Erzeugnisse;
- b) der Errichtung von Infrastrukturen von regionalem Interesse im Zusammenhang mit der Entwicklung des ländlichen Raumes.

Art. 17 Mittel

¹ Die Darlehen werden durch den Landwirtschaftsfonds, der mit dem Dekret vom 27. Mai 1994 über die Schaffung eines kantonalen Landwirtschaftsfonds errichtet wurde, finanziert.

² Die Zinsen der Darlehen werden jährlich in die allgemeine Staatskasse eingezahlt.

Art. 18 Conditions
a) Exploitations agricoles

Les conditions prévues par la législation fédérale en matière de crédits d'investissements dans l'agriculture sont applicables par analogie aux prêts prévus à l'article 16 al. 1.

Art. 19 b) Entreprises de mise en valeur

¹ Des prêts sont accordés aux entreprises de mise en valeur des productions agricoles, selon l'article 16 al. 2, pour autant que:

- a) les mesures à encourager sont rationnelles du point de vue de la politique agricole et supportables économiquement;
- b) les mesures envisagées profitent directement aux exploitants agricoles;
- c) le requérant engage ou a employé ses propres ressources (fonds propres) et son crédit personnel autant qu'on peut en attendre de lui;
- d) la viabilité de l'entreprise est assurée;
- e) la mise en valeur des productions agricoles est la principale activité du requérant;
- f) les productions agricoles proviennent essentiellement des exploitations agricoles de la région concernée;
- g) les producteurs concernés participent à titre prépondérant aux entreprises bénéficiaires des prêts.

² Le Conseil d'Etat fixe au surplus les conditions des prêts.

Art. 20 Infrastructures d'intérêt régional

Peuvent être mis au bénéfice des prêts prévus à l'article 16 al. 2 let. b les projets qui servent également les intérêts de l'agriculture.

Art. 21 Montant maximal

¹ Le montant des prêts ne peut dépasser par projet 40% de l'investissement total, après déduction des éventuelles autres aides publiques.

² Ce taux peut atteindre au plus 50% pour des projets communautaires et 60% au plus pour des projets réalisés en région de montagne.

Art. 18 Voraussetzungen
a) Landwirtschaftsbetriebe

Die in der Bundesgesetzgebung vorgesehenen Voraussetzungen im Bereich der Investitionskredite in der Landwirtschaft gelten sinngemäss auch für die Darlehen nach Artikel 16 Abs. 1.

Art. 19 b) Verwertungsbetriebe

¹ Betriebe nach Artikel 16 Abs. 2, die Agrarprodukte verwerten, können Darlehen erhalten, wenn:

- a) die zu fördernden Massnahmen aus agrarpolitischer Sicht rationell und wirtschaftlich tragbar sind;
- b) die geplanten Massnahmen den Bewirtschaftern direkt zugute kommen;
- c) der Gesuchsteller seine eigenen Mittel und seinen Privatkredit bereits so weit zumutbar einsetzt oder eingesetzt hat;
- d) der Betrieb längerfristig eine Existenz bietet;
- e) die Verwertung von Agrarprodukten die Hauptbeschäftigung des Gesuchstellers darstellt;
- f) die Agrarprodukte hauptsächlich aus Landwirtschaftsbetrieben der betreffenden Region stammen;
- g) die betreffenden Produzenten massgeblich an den Betrieben, die Darlehen erhalten, beteiligt sind.

² Der Staatrat legt ausserdem die Bedingungen für die Gewährung der Darlehen fest.

Art. 20 b) Infrastrukturen von regionalem Interesse

Projekte, die auch landwirtschaftlichen Interessen dienen, können Darlehen nach Artikel 16 Abs. 2 Bst. b erhalten.

Art. 21 Höchstbetrag

¹ Pro Projekt kann das Darlehen nach Abzug möglicher anderer öffentlicher Hilfen 40% der Gesamtinvestition nicht überschreiten.

² Für Gemeinschaftsprojekte kann dieser Satz jedoch bis zu 50% und für Projekte im Berggebiet bis zu 60% ausmachen.

Art. 22 Garantie et procédure

Le Conseil d'Etat fixe les exigences en matière de garantie des prêts et les dispositions de procédure quant à leur octroi.

CHAPITRE V

Production, élevage, promotion, commercialisation et sélection

Art. 23 Principes

¹ L'Etat, dans les limites des crédits alloués, peut contribuer au développement de la capacité concurrentielle de l'agriculture fribourgeoise:

- a) en favorisant les activités des différentes branches de production, en particulier la promotion de l'élevage;
- b) en encourageant les efforts visant à renforcer la qualité et la protection des produits agricoles, leur identification, leur sélection et leur mise en valeur;
- c) en soutenant la promotion des ventes;
- d) en favorisant des mesures ou projets intersectoriels, en particulier en matière de développement de l'espace rural.

² Les mesures prévues à cet effet sont complémentaires aux efforts déployés par les producteurs, les transformateurs, les commerçants et les organisations professionnelles et aux mesures prises par la Confédération.

³ La Direction peut prendre les initiatives adéquates en vue de procéder à des études et à l'examen de la faisabilité de projets novateurs.

Art. 24 Cercle des activités

¹ Les mesures de soutien s'appliquent aux activités définies à l'article 3 de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture.

² Les activités du tourisme rural bénéficient de prestations identiques.

Art. 25 Prestations

¹ Pour atteindre les objectifs cités à l'article 23, l'Etat fournit notamment les prestations suivantes:

- a) des prestations de service par la collaboration et la mise à disposition de ses propres ressources au profit d'organismes chargés de tâches de promotion, de conseil, de certification et de contrôles;

Art. 22 Garantie und Verfahren

Der Staatsrat regelt die Anforderungen, die an die Darlehensgarantien und das Gewährungsverfahren zu stellen sind.

5. KAPITEL

Produktion, Zucht, Förderung, Vermarktung und Selektion

Art. 23 Grundsätze

¹ Der Staat kann die Entwicklung der Konkurrenzfähigkeit der freiburgischen Landwirtschaft im Rahmen der gewährten Kredite fördern, indem er:

- a) sich für die Aktivitäten der verschiedenen Betriebszweige, insbesondere für die Förderung der Zucht, einsetzt;
- b) Bemühungen zur Stärkung der Qualität und des Schutzes landwirtschaftlicher Erzeugnisse und ihrer Kennzeichnung, Selektion und Verwertung fördert;
- c) die Absatzförderung unterstützt;
- d) sektorenübergreifende Massnahmen und Projekte, insbesondere im Bereich Entwicklung des ländlichen Raumes, fördert.

² Die dazu vorgesehenen Massnahmen ergänzen die Bemühungen der Produzenten, Verarbeiter, Händler und Berufsorganisationen sowie die Massnahmen des Bundes.

³ Die Direktion kann angemessene Initiativen ergreifen, um innovative Projekte auf ihre Machbarkeit hin zu prüfen und entsprechende Studien vorzunehmen.

Art. 24 b) Tätigkeiten

¹ Die Unterstützungsmaßnahmen gelten für Tätigkeiten nach Artikel 3 des Bundesgesetzes vom 29. April 1998 über die Landwirtschaft.

² Die Tätigkeiten im Bereich Agrotourismus erhalten dieselben Leistungen.

Art. 25 d) Leistungen

¹ Um die Zielsetzungen nach Artikel 23 zu erreichen, erbringt der Staat nämlich die folgenden Leistungen:

- a) Dienstleistungen, die darin bestehen, dass er mit den Organisationen mit Förderungs-, Beratungs-, Zertifizierungs- und Kontrollaufgaben zusammenarbeitet und ihnen seine eigenen Ressourcen zur Verfügung stellt;

b) une aide financière en faveur des activités de promotion, de marketing, de marchés, de concours, de projets ou d'études, de recherche et de sélection.

² La Direction fixe le degré de couverture du financement des activités de service (let. a).

Art. 26 Priorité et importance

La priorité et l'importance des prestations sont fixées selon le poids économique de la branche de production, en particulier de l'élevage, leur intérêt économique général, l'urgence et la situation financière de l'Etat.

Art. 27 Bénéficiaires

En règle générale, les prestations prévues à l'article 25 al. 1 sont destinées à des organisations collectives, en particulier aux organisations de promotion ou de production, aux interprofessions et aux associations professionnelles.

Art. 28 Modalités

En principe, les aides financières octroyées au titre de promotion selon l'article 25 al. 1 let. b sont destinées à la réalisation d'activités, d'actions ou de projets individuels, déterminés dans le cadre du programme prévu à l'article 5 let. a et des crédits budgétaires alloués.

Art. 29 Exécution, procédure et contrôle

Le Conseil d'Etat fixe, par voie d'ordonnance, les mesures détaillées d'exécution et les modalités procédurales et de contrôle.

CHAPITRE VI

Mesures particulières

Art. 30 Contributions d'estivage

a) Principes

Une aide cantonale sous forme de contribution d'estivage est allouée, en vue d'encourager la mise en valeur de la production fromagère dans la région d'estivage.

Art. 31 b) Forfait

Le montant global annuel de cette contribution est fixé par voie budgétaire dans le cadre du programme de politique agricole, conformément à l'article 5 let. b.

b) Finanzhilfen zugunsten von Aktivitäten in den Bereichen Promotion, Marketing, Märkte, Wettbewerb, Projekte, Studien, Forschung und Züchtung.

² Die Direktion legt den Deckungsgrad der Finanzierung der Dienstleistungstätigkeiten nach Absatz 1 Bst. a fest.

Art. 26 Vorrang und Umfang

Der Vorrang und der Umfang der Leistungen werden entsprechend der wirtschaftlichen Bedeutung des Produktionszweigs, ihrem allgemeinen wirtschaftlichen Interesse, der Dringlichkeit und der Finanzlage des Staates festgelegt, wobei der Zucht Priorität eingeräumt wird.

Art. 27 Empfänger

In der Regel sind die Leistungen nach Artikel 25 Abs. 1 für gemeinschaftliche Organisationen, insbesondere für Promotions- oder Produktionsorganisationen, Branchenorganisationen und Berufsverbände bestimmt.

Art. 28 Modalitäten

Grundsätzlich sind die Finanzhilfen für Förderungszwecke nach Artikel 25 Abs. 1 Bst. b für einzelne Tätigkeiten, Aktionen oder Projekte bestimmt, die im Rahmen der Zielsetzungen nach Artikel 5 Bst. a festgelegt wurden und für die Voranschlagskredite gewährt wurden.

Art. 29 Ausführung, Verfahren und Kontrolle

Der Staatsrat legt auf dem Verordnungsweg die Ausführungsmassnahmen, das Verfahren und die Kontrolle im Einzelnen fest.

6. KAPITEL

Besondere Massnahmen

Art. 30 Sömmerungsbeiträge

a) Grundsatz

Mit dem Ziel, die Verwertung der Käseproduktion im Sömmerungsgebiet zu fördern, zahlt der Kanton Sömmerungsbeiträge.

Art. 31 b) Pauschale

Der jährliche Gesamtbetrag der Sömmerungsbeiträge wird im Voranschlag im Rahmen der agrarpolitischen Richtlinien gemäss Artikel 5 Bst. b festgelegt.

Art. 32 c) Bénéficiaires

Le montant des contributions est réparti entre les exploitants d'estivage, selon le volume des productions engendré sur les sites d'estivage et destiné à la commercialisation.

Art. 33 d) Autres conditions et procédure

Le Conseil d'Etat fixe les modalités administratives et la procédure d'octroi de ces contributions.

Art. 34 Innovation

¹ La Direction organise un prix à l'innovation destiné à faire connaître les auteurs et les projets novateurs dans l'ensemble des activités agricoles ou assimilées, les activités accessoires liées à une entreprise agricole et celles qui se rapportent au développement de l'espace rural ou à la mise en valeur de matières premières destinées à l'énergie renouvelable.

² La Direction désigne à cet effet un jury de cinq membres, qui peut faire appel à des experts.

³ Les montants affectés à ce prix sont fixés annuellement par voie budgétaire, en tenant compte du programme selon l'article 5 let. a.

⁴ La décision du jury est définitive.

Art. 35 Méthodes et techniques culturales

a) Principes

¹ Par des aides financières, sous forme de contributions non remboursables, l'Etat encourage l'application de méthodes et techniques culturales préservant le sol agricole.

² Le Conseil d'Etat fixe les mesures y relatives qui peuvent être encouragées.

Art. 36 b) Bénéficiaires

Les contributions peuvent être octroyées aux exploitations qui s'engagent à pratiquer les méthodes concernées pour une durée minimale de cinq ans.

Art. 37 c) Montants des contributions

Les contributions s'élèvent annuellement au plus à 600 francs par hectare.

Art. 32 c) Empfänger

Der Gesamtbetrag wird entsprechend dem am Sömmerungsort erzeugten und zur Vermarktung bestimmten Produktionsvolumen auf die Sömmerungsbetriebe verteilt.

Art. 33 d) Weitere Bedingungen und Verfahren

Der Staatsrat legt die administrativen Einzelheiten und das Verfahren für die Gewährung der Beiträge fest.

Art. 34 Innovation

¹ Die Direktion schreibt einen Innovationspreis aus, der den Urhebern innovativer Projekte in der Landwirtschaft oder verwandten Gebieten, im Zusammenhang mit Nebentätigkeiten zu einem Landwirtschaftsbetrieb, mit der Entwicklung des ländlichen Raumes oder mit der Verwertung von Rohstoffen für erneuerbare Energie zu Bekanntheit verhelfen soll.

² Die Direktion bestimmt zu diesem Zweck eine fünfköpfige Jury, die Experten beziehen kann.

³ Die für diesen Preis verwendeten Beträge werden jährlich im Voranschlag festgelegt, wobei die agrarpolitischen Zielsetzungen gemäss Artikel 5 Bst. a berücksichtigt werden.

⁴ Der Entscheid der Jury ist endgültig.

Art. 35 Anbaumethoden und -techniken

a) Grundsätze

¹ Der Staat fördert die Anwendung von Anbaumethoden und -techniken zum Schutz landwirtschaftlicher Böden, indem er Finanzhilfen in Form von nicht rückzahlbaren Beiträgen gewährt.

² Der Staatsrat legt die entsprechenden Massnahmen, die gefördert werden können, fest.

Art. 36 b) Empfänger

Die Beiträge können Betrieben gewährt werden, die sich verpflichten, die betreffenden Methoden während mindestens fünf Jahren anzuwenden.

Art. 37 c) Höhe der Beiträge

Die Beiträge belaufen sich je Hektare und Jahr auf höchstens 600 Franken.

Art. 38 d) Autres conditions et procédure

Le Conseil d'Etat fixe les modalités et la procédure d'octroi de ces contributions.

Art. 39 Aides aux exploitations paysannes en difficulté

¹ La Direction met en place sur demande ou d'office, au besoin avec la collaboration des organisations professionnelles, un plan de mesures d'assainissement, de conseil ou de suivi, adapté aux circonstances, pour les exploitations en difficulté. La Direction intervient d'office si les exploitations en difficulté sont bénéficiaires de soutiens financiers publics importants.

² Elle peut par ailleurs octroyer à ce titre l'aide financière prévue par la législation fédérale, afin de remédier ou de parer aux difficultés financières des exploitations agricoles, pour autant que ces difficultés ne leur sont pas imputables.

³ Elle dispose à cet effet des fonds mis à disposition par la Confédération et du crédit budgétaire affecté à cet effet.

CHAPITRE VII**Frais de procédure et voies de droit****Art. 40** Frais de procédure

¹ Les frais de procédure liés à l'application de la présente loi peuvent être mis partiellement à la charge du requérant. Sont réservées les prescriptions spéciales en la matière.

² La constitution et la modification d'une hypothèque, ainsi que la cession d'un gage immobilier servant à garantir les crédits d'investissements fédéraux, les prêts du Fonds rural et les prêts au titre de l'aide aux exploitations paysannes sont exonérés des droits sur les gages immobiliers.

Art. 41 Voies de droit

¹ Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

² Toutefois, les décisions relatives aux demandes d'aides financières rendues par le Service sont sujettes à réclamation auprès de celui-ci, dans les dix jours dès leur communication.

³ La réclamation est écrite; elle contient une brève indication des motifs et des conclusions.

Art. 38 d) Weitere Bedingungen und Verfahren

Der Staatsrat legt die Einzelheiten und das Verfahren für die Gewährung dieser Beiträge fest.

Art. 39 Betriebshilfen für Betriebe in Schwierigkeiten

¹ Die Direktion erstellt auf Anfrage oder von Amtes wegen einen den Umständen angepassten Massnahmenplan für die Sanierung, Beratung oder Begleitung von Betrieben in Schwierigkeiten; bei Bedarf arbeitet sie dabei mit den Berufsorganisationen zusammen. Die Direktion schreitet von Amtes wegen ein, wenn die Betriebe in Schwierigkeiten in grossem Umfang mit öffentlichen Geldern unterstützt werden.

² Sie kann in diesem Rahmen die von der Bundesgesetzgebung vorgesehene Finanzhilfe gewähren, um unverschuldete finanzielle Schwierigkeiten zu beheben oder das Entstehen von Schwierigkeiten zu verhindern.

³ Sie verfügt zu diesem Zweck über die vom Bund dafür bereitgestellten Mittel und über einen dafür vorgesehenen Voranschlagskredit.

7. KAPITEL**Verfahrenskosten und Rechtsmittel****Art. 40** Verfahrenskosten

¹ Die Kosten für Verfahren im Zusammenhang mit der Anwendung dieses Gesetzes können teilweise dem Gesuchsteller übertragen werden. Besondere Vorschriften in diesem Bereich bleiben vorbehalten.

² Die Begründung oder Änderung einer Grundpfandverschreibung sowie die Abtretung eines Grundpfandrechts zur Sicherung der Investitionskredite des Bundes, der Darlehen des Landwirtschaftsfonds und der Darlehen im Rahmen der Betriebshilfe werden von Grundpfandrechtssteuern befreit.

Art. 41 Rechtsmittel

¹ Gegen Entscheide, die in Anwendung dieses Gesetzes gefällt werden, kann gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege Beschwerde erhoben werden.

² Gegen die vom Amt gefällten Entscheide über Gesuche um Finanzhilfen kann innert 10 Tagen seit der Mitteilung beim Amt Einsprache erhoben werden.

³ Die Einsprache muss schriftlich eingereicht werden und eine kurze Begründung sowie Rechtsbegehren enthalten.

CHAPITRE VIII

Dispositions finales

Art. 42 Droit transitoire

a) Reprise de contrats

¹ L'ensemble des prêts conclus au nom de la Caisse autonome d'amortissement de la dette agricole ou de l'Office cantonal du crédit agricole est repris par l'Etat dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

² Le Conseil d'Etat fixe les modalités de cette reprise.

³ Les contrats de conversion conclus en application du décret du 26 juin 2003 sur l'application de méthodes culturelles préservant le sol agricole sont maintenus dans les termes convenus.

Art. 43 b) Transfert du Fonds rural

¹ Le capital actuel du Fonds rural constitué sur la base du décret du 27 mai 1994 portant création d'un Fonds rural cantonal est transféré formellement au «nouveau» Fonds rural, au titre d'apport au sens de l'article 17 de la présente loi, jusqu'à concurrence d'un montant de 27 millions de francs.

² Le solde du Fonds rural disponible au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi est restitué à la Caisse générale de l'Etat.

Art. 44 Modifications

1. Code civil

La loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1) est modifiée comme il suit:

Art. 232 titre médian et al. 3

CCS 688 al. 3

³ Si le fonds voisin est une vigne, tout arbre et toute plante doivent être en principe d'une hauteur inférieure à la distance séparant ledit fonds du lieu de leur implantation.

8. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 42 Übergangsrecht

a) Übernahme von Verträgen

¹ Alle im Namen der Autonomen Landwirtschaftlichen Amortisationskasse oder Kantonalen Zentralstelle für Agrarkredite gewährten Darlehen werden mit dem Inkrafttreten dieses Gesetzes vom Staat übernommen.

² Der Staatsrat legt die Einzelheiten dieser Übernahme fest.

³ Die in Anwendung des Dekrets vom 26. Juni 2003 über die Anwendung von Anbaumethoden zum Schutz landwirtschaftlicher Böden abgeschlossenen Umstellungsverträge werden zu den vereinbarten Bedingungen beibehalten.

Art. 43 b) Überweisung des Landwirtschaftsfonds

¹ Das gegenwärtige Kapital des aufgrund des Dekrets vom 27. Mai 1994 über die Schaffung eines kantonalen Landwirtschaftsfonds gebildeten Landwirtschaftsfonds wird bis zu einem Betrag von 27 Millionen Franken formell an den «neuen» Landwirtschaftsfonds als Einlage nach Artikel 17 dieses Gesetzes überwiesen.

² Der zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes verfügbare Restbetrag wird der allgemeinen Staatskasse zurückgestattet.

Art. 44 Änderung bisherigen Rechts

1. Zivilgesetzbuch

Das Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1) wird wie folgt geändert:

Art. 232 Artikelüberschrift und Abs. 3

ZGB 688 Abs. 3

³ Ist das anstossende Grundstück Rebland, so müssen alle Bäume und Pflanzen grundsätzlich niedriger sein als der Abstand zwischen besagtem Grundstück und ihrem Standort.

Art. 233, 1^e phr.

Le voisin peut exiger la suppression ou l'écimage des végétaux plantés à une moindre distance dans un délai de dix ans dès la fin de l'année où la plantation a dépassé la hauteur légale. (...).

Art. 318^{bis} (nouveau) CCS 799

¹ La qualité d'officier public est conférée aux conservateurs des registres fonciers pour la constitution des droits de gages immobiliers destinés à garantir les prêts accordés au titre d'aides structurelles à l'agriculture (crédits d'investissements fédéraux et prêts du Fonds rural) et d'aides aux exploitations paysannes.

² L'acte authentique est reçu en la forme simplifiée.

³ Les opérations relatives à la constitution de ces droits de gages, sous forme d'hypothèques, sont exemptées des droits sur les gages immobiliers.

2. Droit foncier rural

La loi du 28 septembre 1993 d'application de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LALDFR; RSF 214.2.1) est modifiée comme il suit:

Art. 4 al. 2 let. d (nouvelle)

[² En particulier, elle [*l'Autorité foncière rurale*] est compétente pour:]
d) estimer la valeur de rendement ou approuver l'estimation de la valeur de rendement (art. 87 LDFR).

Art. 8

Abrogé

3. Bail à ferme agricole

La loi du 24 février 1987 d'application de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole (RSF 222.4.3) est modifiée comme il suit:

Art. 3 al. 3

2^e phrase abrogée

Art. 233, 1. Satz

Der Nachbar kann verlangen, dass Pflanzen, die in geringerer Entfernung gepflanzt wurden, innerhalb einer Frist von 10 Jahren ab Ende des Jahres, in dem die Pflanze die gesetzlich vorgeschriebene Grösse überschritten hat, beseitigt oder gekappt werden.

Art. 318^{bis} (neu) ZGB 799

¹ Für die Bestellung von Grundpfandrechten zur Sicherung der Darlehen, die als Strukturhilfen für die Landwirtschaft (Investitionskredite des Bundes und Darlehen des Landwirtschaftsfonds) und als Betriebshilfen gewährt wurden, hat der Grundbuchverwalter die Eigenschaft einer öffentlichen Urkundsperson.

² Die öffentliche Urkunde wird in der vereinfachten Form errichtet.

³ Die Handlungen zur Bestellung dieser Grundpfandrechte in Form von Grundpfandverschreibungen sind von den Grundpfandrechtssteuern befreit.

2. Bäuerliches Bodenrecht

Das Ausführungsgesetz vom 28. September 1993 zum Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht (SGF 214.2.1) wird wie folgt geändert:

Art. 4 Abs. 2 Bst. d (neu)

[² Sie [*die Behörde für Grundstückverkehr*] ist insbesondere zuständig:]
d) den Ertragswert zu schätzen oder die Schätzung des Ertragswerts zu genehmigen (Art. 87 BGBB).

Art. 8

Aufgehoben

3. Landwirtschaftliche Pacht

Das Ausführungsgesetz vom 24. Februar 1987 zum Bundesgesetz über die landwirtschaftliche Pacht (SGF 222.4.3) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 3

Der 2. Satz wird aufgehoben.

Art. 21 al. 3

Abrogé

Art. 21 al. 5

2^e phrase abrogée

Art. 24 al. 2

² Le Service de l'agriculture a qualité pour former opposition.

Art. 28 al. 2 (nouveau)

² Les décisions du conseil communal quant à l'attribution des terres communales sous forme d'affermage sont sujettes à recours conformément à l'article 153 de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes.

4. Améliorations foncières

La loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (RSF 917.1) est modifiée comme il suit:

Art. 3 let. c

Abrogée

Art. 5 al. 1

¹ Le Service de l'agriculture est le service chargé des améliorations foncières agricoles et viticoles et le Service des forêts et de la faune, celui à qui incombent les améliorations forestières.

Art. 6 4. Commission pour l'amélioration des structures en agriculture et experts

¹ L'article 12 de la loi du ... sur l'agriculture s'applique aux requêtes importantes de subventions d'améliorations foncières.

² Le Conseil d'Etat peut faire appel à des experts.

Art. 14 al. 1

¹ Lors de l'élaboration de projets d'améliorations foncières, le Service de l'agriculture ou le Service des forêts et de la faune assure la coordination avec les services et les commissions cantonales que concernent ces projets.

Art. 21 Abs. 3

Aufgehoben

Art. 21 Abs. 5

Der 2. Satz wird aufgehoben.

Art. 24 Abs. 2

² Das Amt für Landwirtschaft kann Einsprache erheben.

Art. 28 Abs. 2 (neu)

² Verfügungen des Gemeinderats über die Verpachtung von Gemeindeland können gemäss Artikel 153 des Gesetzes über die Gemeinden mit Beschwerde angefochten werden.

4. Bodenverbesserungen

Das Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (SGF 917.1) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Bst. c

Aufgehoben

Art. 5 Abs. 1

¹ Das Amt für Landwirtschaft ist zuständig für die landwirtschaftlichen und rebbaulichen Bodenverbesserungen, das Amt für Wald, Wild und Fischerei für die forstwirtschaftlichen Bodenverbesserungen.

Art. 6 4. Kommission für Strukturverbesserungen in der Landwirtschaft und Sachverständige

¹ Artikel 12 des Landwirtschaftsgesetzes vom ... ist für umfangreiche Gesuche um Bodenverbesserungsbeiträge anwendbar.

² Der Staatsrat kann Sachverständige beziehen.

Art. 14 Abs. 1

¹ Bei der Ausarbeitung von Bodenverbesserungsprojekten stellt das Amt für Landwirtschaft oder das Amt für Wald, Wild und Fischerei die Koordination mit den von den Projekten betroffenen Diensten und kantonalen Kommissionen sicher.

Art. 18b al. 1

Supprimer les mots «, après avoir obtenu l'accord préalable du Conseil d'Etat»,.

Art. 152 al. 2

Remplacer «Service des améliorations foncières» par «Service de l'agriculture».

Art. 166

Abrogé

Art. 180 titre médian, al. 1 et al. 2, phr. intr.

2. En particulier

a) Décision d'octroi

¹ La Direction décide, pour chaque entreprise, de l'octroi de la subvention et du montant maximal subventionné. Elle peut déléguer cette tâche pour les aides de moindre importance. L'article 5 let. b de la loi du ... sur l'agriculture est réservé.

² Elle en fixe le taux en tenant compte:

...

Art. 181 b) Décision de principe

¹ Le Conseil d'Etat prend une décision de principe, lorsque l'allocation de la contribution fédérale correspondante fait l'objet d'une décision de principe de la Confédération.

² La décision alloue une subvention sous réserve.

³ La décision de principe se fonde sur un avant-projet, une estimation des frais et un programme d'exécution indiquant les crédits annuels qui seront probablement nécessaires.

Art. 193 Procédure

¹ La demande de subvention est adressée au Service de l'agriculture.

² La subvention est décidée par la Direction. Celle-ci peut déléguer cette tâche pour les aides de moindre importance.

³ Remplacer «du Conseil d'Etat» par «de la Direction».

Art. 18b Abs. 1

Den Ausdruck «nachdem sie die Zustimmung des Staatsrates eingeholt hat» streichen.

Art. 152 Abs. 2

Den Ausdruck «Meliorationsamts» durch «Amts für Landwirtschaft» ersetzen.

Art. 166

Aufgehoben

Art. 180 Artikelüberschrift, Abs. 1 und Abs. 2, Einführungssatz

2. Im Besonderen

a) Entscheidung über die Gewährung des Beitrags

¹ Für jedes Unternehmen entscheidet die Direktion über die Beitragsgewährung und über den anrechenbaren Höchstbetrag der Kosten. Für weniger bedeutende Hilfen kann sie diese Aufgabe delegieren. Artikel 5 Bst. b des Landwirtschaftsgesetzes vom ... bleibt vorbehalten.

² Sie bestimmt hiezu den Beitragssatz und berücksichtigt dass:

....

Art. 181 (neu) b) Grundsatzentscheid

¹ Der Staatsrat fällt einen Grundsatzentscheid, wenn die entsprechende Zusicherung des Bundesbeitrags Gegenstand eines Grundsatzentscheids des Bundes ist.

² Im Entscheid wird ein Beitrag unter Vorbehalt gewährt.

³ Der Grundsatzentscheid stützt sich auf den Vorentwurf, die Kostenschätzung und das Ausführungsprogramm, in dem die voraussichtlich notwendigen jährlichen Kredite angegeben sind.

Art. 193 Verfahren

¹ Das Gesuch um Beitragsgewährung ist an das Amt für Landwirtschaft zu senden.

² Über die Gewährung des Beitrages entscheidet die Direktion. Für weniger bedeutende Hilfen kann sie diese Aufgabe delegieren.

³ Den Ausdruck «des Staatsrates» durch «der Direktion» ersetzen.

Art. 194 al. 1

¹ La subvention est versée après la reconnaissance des travaux et la vérification du décompte final par le Service de l'agriculture.

Art. 195 al. 1

¹ En principe, le Service de l'agriculture requiert une mention au registre foncier ou la modification d'une mention existante.

Art. 45 Abrogations

Sont abrogés:

- a) la loi du 7 février 1996 instituant des préposés locaux de l'agriculture (RSF 910.3);
- b) le décret du 27 mai 1994 portant création d'un Fonds rural cantonal (RSF 910.4);
- c) la loi du 21 novembre 1997 sur la promotion des produits agricoles (LPPA; RSF 910.5);
- d) la loi du 24 septembre 1986 d'application de la législation fédérale sur la protection des végétaux (RSF 912.5.1);
- e) la loi du 16 mai 1961 sur l'amélioration des espèces bovine, chevaline et du menu bétail (RSF 913.0.1);
- f) la loi du 16 mars 1921 concernant l'alpage des chèvres et moutons (RSF 913.1.8);
- g) la loi du 17 novembre 1992 instituant des contributions à l'estivage (RSF 913.5.5);
- h) la loi du 27 novembre 1962 d'application de la loi fédérale du 23 mars 1962 sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes (RSF 915.1);
- i) le décret du 30 juillet 1935 concernant la création d'une caisse cantonale d'amortissement de la dette agricole (RSF 915.5);
- j) le décret du 26 juin 2003 sur l'application de méthodes culturales préservant le sol agricole (RSF 811.2).

Art. 46 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 194 Abs. 1

¹ Der Beitrag wird nach der Werkabnahme und nach der Prüfung der Schlussabrechnung durch das Amt für Landwirtschaft überwiesen.

Art. 195 Abs. 1

¹ In der Regel verlangt das Amt für Landwirtschaft eine Anmerkung im Grundbuch oder die Änderung einer bestehenden Anmerkung.

Art. 45 Aufhebung bisherigen Rechts

Aufgehoben werden:

- a) das Gesetz vom 7. Februar 1996 über die örtlichen Landwirtschaftsverantwortlichen (SGF 910.3);
- b) das Dekret vom 27. Mai 1994 über die Schaffung eines kantonalen Landwirtschaftsfonds (SGF 910.4);
- c) das Gesetz vom 21. November 1997 über die Förderung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse (SGF 910.5);
- d) das Ausführungsgesetz vom 24. September 1986 zur Bundesgesetzgebung über den Pflanzenschutz (SGF 912.5.1);
- e) das Gesetz vom 16. Mai 1961 über die Verbesserung der Rindvieh-, Pferde- und Kleinviehzucht (SGF 913.0.1)
- f) das Gesetz vom 16. März 1921 betreffend den Weidgang der Ziegen und Schafe (SGF 913.1.8);
- g) das Gesetz vom 17. November 1992 über Sömmерungsbeiträge (SGF 913.5.5);
- h) das Einführungsgesetz vom 27. November 1962 zum Bundesgesetz vom 23. März 1962 über Investitionskredite und Betriebshilfe in der Landwirtschaft (SGF 915.1);
- i) das Dekret vom 30. Juli 1935 zur Errichtung einer kantonalen landwirtschaftlichen Entschuldungskasse (SGF 915.5).
- j) das Dekret vom 26. Juni 2003 über die Anwendung von Anbaumethoden zum Schutz landwirtschaftlicher Böden (SGF 811.2).

Art. 46 Inkrafttreten

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.